JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

QUESTIONS

REMISES A LA PRÉSIDENTE DU SÉNAT

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

SOMMAIRE

	Pages.		Pages.
— Questions orales avec débat	1023	Culture	1052
— Questions orales	1023	Défense	1053
— Questions écrites	1023	• Anciens combattants	1053
— Réponses des ministres aux questions écrites	1039	Economie, finances et budget	1054
Premier ministre	1039	• Budget	1056
• Environnement et qualité de la vie	1040	• Consommation	1058
• Fonction publique et réformes administratives	1041	Education nationale	1058
Affaires européennes	1041	Emploi	1059
Affaires sociales et solidarité nationale	1041	Industrie et recherche	1059
• Famille, population et travailleurs émigrés	1045	Intérieur et décentralisation	1062
• Rapatriés	1045	• Départements et territoires d'Outre-Mer	1065
• Santé	1046	Justice	1065
Agriculture	1047	Relations extérieures	1065
Commerce et artisanat	1052	Temps libre, jeunesse et sports	1066
		Transports	1066
		Urbanisme et logement	1069
		Errata	1071

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT

REMISE À LA PRÉSIDENTE DU SÉNAT
(Application des articles 79 à 83 du règlement.)

Concurrence de la télévision à l'égard des recettes publicitaires de la presse écrite.

75. — 8 juillet 1983. — **Mme. Brigitte Gros** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication** qu'un ancien conseiller du Président de la République, aujourd'hui président d'une entreprise publique spécialisée dans les médias vient dans une « interview » à un hebdomadaire de demander que soit rétabli le plafond légal de financement de la télévision par la publicité à 25 p. 100 des ressources globales des chaînes. Celui-ci craint, en effet, que la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, si elle n'est pas modifiée dans cette disposition, mette un grand nombre de journaux de la presse écrite en difficultés. En effet, le développement sans limitation de la publicité nationale sur la première et la deuxième chaîne — et bientôt sur la quatrième chaîne — et de la publicité régionale sur la troisième chaîne ne pourra se réaliser qu'au détriment de la presse écrite. C'est la raison pour laquelle elle lui demande si le Gouvernement est prêt à modifier la loi du 29 juillet 1982 en ce qui concerne le financement des ressources de la télévision.

QUESTION ORALE

REMISE À LA PRÉSIDENTE DU SÉNAT
(Application des articles 79 à 83 du règlement.)

Insuffisance des places dans les L.E.P., notamment en région parisienne.

407. — 12 juillet 1983. — **M. Jean Colin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la grave insuffisance des places existant dans les lycées d'enseignement professionnel notamment en région parisienne et plus particulièrement en section cuisine. Alors que les activités de l'hôtellerie et de la restauration sont encore appelées à un grand avenir, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour éviter que des jeunes gens et des jeunes filles attirés par cette formation ne se trouvent éliminés, avec pour seul horizon le chômage ou au mieux, une formation inadaptée.

QUESTIONS ÉCRITES

REMISE À LA PRÉSIDENTE DU SÉNAT
(Application des articles 79 à 83 du règlement.)

Conjoints d'artisans et de commerçants : application de la loi.

12772. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets d'application prévues par la loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 relative aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans les entreprises familiales. Il attire tout particulièrement son attention sur le fait qu'un certain nombre des dispositions de cette loi devaient entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 1983.

Politique d'accueil de la petite enfance.

12773. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Vallon** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille, population et travailleurs immigrés)** de bien vouloir lui préciser quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre tendant à mener une politique active d'accueil de la petite enfance.

Mesures spécifiques de soutien à la petite enfance et aux familles nombreuses.

12774. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Vallon** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille, population et travailleurs immigrés)**, de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à rendre plus incitatif pour les naissances, le système d'aide à la famille par des mesures spécifiques de soutien à la petite enfance et aux familles nombreuses.

Mesures envisagées pour concilier la vie professionnelle et la vie familiale.

12775. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Vallon** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille, population et travailleurs immigrés)**, de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à favoriser la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, en particulier par l'aménagement des conditions du congé parental et par une diversification des modes de garde de la petite enfance.

Prêts à court terme à l'exportation de produits agro-alimentaires.

12776. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles dispositions il envisage de prendre tendant à ce que les prêts à court terme à l'exportation de produits agro-alimentaires soient totalement désencadrés afin de contribuer au redressement de la balance commerciale française.

Conséquences financières des crues subies par les agriculteurs et les exploitants agricoles en 1983.

12777. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser quelles mesures exceptionnelles le Gouvernement envisage de prendre pour les agriculteurs les plus particulièrement concernés par les dommages occasionnés par les crues. Il lui demande notamment s'il envisage la prise en charge des annuités des prêts arrivant à échéance en 1983 et des dégrèvements de cotisations sociales en leur faveur.

Prime à la brebis allaitante.

12778. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la dégradation continue du revenu des éleveurs ovins. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre, tendant à assurer la compensation de la non dévaluation du franc vert, une compensation plus équitable des handicaps naturels, l'obtention d'une prime à la brebis allaitante, toutes décisions qui devraient être prises dans les meilleurs délais afin d'améliorer la situation des éleveurs de viande ovine.

Aide aux producteurs de lait de chèvre.

12779. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les préoccupations exprimées par les producteurs de lait de chèvre. Ceux-ci souhaiteraient qu'une aide directe de 40 centimes par litre de lait leur soit accordée pour améliorer leur revenu 1983 dans la mesure où l'aide consentie en 1982 n'a même pas représenté le quart du maintien de ce revenu.

Suppression des montants compensatoires monétaires.

12780. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser quelles initiatives le Gouvernement envisage de prendre tendant à aboutir à la suppression des montants compensatoires monétaires frappant la production de viande bovine et à une revalorisation du prix d'intervention et du prix d'orientation suffisante pour permettre de couvrir la hausse des charges et rétablir la hiérarchie des prix en faveur des productions animales.

Contingent de fuel-oil domestique détaxé.

12781. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage, pour contenir l'augmentation des coûts de production subie par les exploitations agricoles, de leur attribuer un contingent de fuel-oil domestique détaxé.

Réexamen global de certaines dérogations accordées au niveau de la C.E.E.

12782. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les très vives préoccupations exprimées par les producteurs concernant les concessions effectuées par la Communauté économique européenne, à l'égard de pays tiers dans les secteurs de la viande bovine, ovine, porcine et équine. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir prendre des initiatives au niveau de la Communauté économique européenne afin d'obtenir un réexamen global des dérogations accordées dans ces secteurs de production.

Développement de la production chevaline.

12783. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage de mettre en place un programme de relance et de développement à long terme de la production chevaline afin de créer les conditions nécessaires à l'approvisionnement du marché national et au développement technique de la production.

Possibilités de financement distribuées par la Caisse régionale bourbonnaise de crédit agricole mutuel.

12784. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les besoins accrus de recours au crédit à court terme des agriculteurs du département de l'Allier, dus essentiellement aux difficultés de trésorerie des exploitants agricoles, à la fréquence et à l'importance des calamités atmosphériques et aux besoins croissants de financement du secteur coopératif. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir envisager un réexamen de la situation de l'Allier au niveau de la Caisse nationale du crédit agricole et de son ministère afin d'actualiser, à hauteur des besoins, les possibilités de financement distribuées par la Caisse régionale bourbonnaise de crédit agricole mutuel, par un relèvement plus significatif des plafonds de prêts à court terme sur ressources monétaires.

Intervention du Fonds national des garanties des calamités agricoles.

12785. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à améliorer les possibilités d'intervention du Fonds national de garantie des calamités agricoles dans les régions à vocation herbagère et notamment dans le département de l'Allier.

Nouvelle facturation à la suite d'erreurs.

12786. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur les préoccupations exprimées par un certain nombre de responsables d'entreprises commerciales à l'égard de l'obligation qui leur est faite d'effectuer une nouvelle facturation lorsque des erreurs se sont glissées, soit dans les commandes, soit dans les livraisons effectuées à des collectivités. Une telle contrainte constitue pour ces entreprises une procédure coûteuse sans compter la perte de temps engendrée. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement pourrait envisager de prendre tendant à modifier le règlement administratif en vigueur en autorisant la procédure des factures d'avoirs ou des lignes d'avoirs qui faciliterait incontestablement la tâche de ces responsables d'entreprises et des responsables des collectivités concernées.

Distorsion de concurrence dans le cadre de la communauté économique européenne.

12787. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (environnement et qualité de la vie)** de bien vouloir lui préciser quelles initiatives le Gouvernement pourrait envisager de prendre tendant à aboutir à l'harmonisation des réglementations relatives à l'environnement dans le cadre de la C.E.E. afin d'éviter des distorsions de concurrence qui pénalisent notamment les éleveurs français.

Conjoints d'artisans et de commerçants : application de la loi.

12788. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Lecannuet** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les mesures votées par le Parlement en juillet 1982 en faveur des conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale. Il souligne qu'un seul décret d'application de la loi n° 82-596 est paru le 30 mars 1983. Il lui demande dans quels délais le Gouvernement compte-t-il rendre l'ensemble de cette loi applicable en promulguant les décrets indispensables à l'amélioration de la situation des conjoints d'artisans et de commerçants.

Résultats attendus de la politique gouvernementale.

12789. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** quelle sera la « moisson » qu'espère récolter en 1985 le Gouvernement. Est-il possible de chiffrer déjà les pronostics que semble envisager le chef du Gouvernement ?

Protection du marché national des alcools.

12790. — 21 juillet 1983. — **M. Louis Minetti** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie des finances et du budget** sur une concurrence préjudiciable à nos finances et à notre économie nationale, dans la principauté d'Andorre en particulier. Il apparaît en effet que les alcools étrangers sont outrageusement favorisés, notamment les whiskeys, à cause d'une différence très élevée de taxes. Personne n'ignore le commerce très particulier qui s'est historiquement institué au départ d'Andorre vers la France et l'Espagne. Le résultat de tout cela est le déséquilibre du commerce des alcools au détriment des produits français, cela à hauteur de plusieurs millions de flacons. N'est-il pas possible, en raison des liens historiques et institutionnels qui nous unissent à la principauté d'Andorre, d'obtenir une autre attitude fiscale afin que les produits écossais ne concurrencent pas nos produits, notamment selon un article codifié sous le n° 22-9-4 ceux désignés par « absinthe, apéritifs anisés type pastis de Marseille et semblables ». Un tel amalgame porte atteinte à nos intérêts nationaux. Il lui demande quelles mesures concrètes il compte prendre pour redresser cette situation.

Haute-Marne : obtention de crédits en faveur d'un comité local de l'emploi.

12791. — 21 juillet 1983. — **M. Georges Berchet** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi**, que sa récente circulaire relative à la création de chartes des comités des bassins de l'emploi, prévoit que la préparation des projets lancés par les comités locaux de l'emploi pourra prendre la forme de chartes intercommunales et que les actions initiées dans ces perspectives pourront être soutenues aux moyens de conventions associant l'Etat à d'autres partenaires comme des collectivités territoriales ou regroupements des collectivités locales. A cet effet, une première enveloppe de 5 millions de francs aurait été réservée. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les conditions à remplir ainsi que les formalités nécessaires pour obtenir l'attribution d'un crédit en faveur d'un comité local pour l'emploi dans le département de la Haute-Marne où la situation économique est très préoccupante. Il souhaiterait également que vous lui fassiez connaître les bilans des comités pour l'emploi depuis leur création.

Edition de fiches de documentation sur la décentralisation.

12792. — 21 juillet 1983. — **M. Georges Berchet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur l'intérêt que présenterait pour les maires l'édition de fiches de documentation résu-

mant les principaux points des textes parus en matière de décentralisation. Ce serait pour eux un outil précieux qui leur permettrait d'appréhender plus facilement les problèmes qui découlent de cette nouvelle législation. Il lui demande en conséquence s'il envisage de faire réaliser une telle documentation.

Collectivités locales : exonération du paiement de la vignette automobile.

12793. — 21 juillet 1983. — **M. Georges Berchet** expose à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget**, que les collectivités locales sont astreintes à acquitter, comme tous les autres propriétaires, la taxe différentielle sur les véhicules à moteur. Or, ces collectivités n'utilisent leurs véhicules que pour un usage public et dans l'intérêt général de la population. Il semblerait logique de les exonérer du paiement de la vignette automobile. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de proposer une telle mesure.

Haute-Loire : montant de la dotation globale de fonctionnement.

12794. — 21 juillet 1983. — **M. René Chazelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur la très importante diminution des concours de l'Etat versés au département de la Haute-Loire pour ses investissements, en 1983. Le passage du système des dotations spécifiques à celui de la dotation globale d'équipement entraîne en effet une rupture dans le rythme de progression de l'aide de l'Etat, en ce qui concerne en particulier la première part de cette dotation qui correspond aux investissements directs du département. Le montant prévisionnel en a été fixé à 6 643 570 francs, alors que les concours de l'Etat pour les opérations correspondantes ont atteint une moyenne de 9 571 000 francs au cours des trois dernières années, ce qui représente un taux de couverture, pour 1983, de moins de 70 p. 100. Cela risque d'avoir des conséquences très préjudiciables à l'entretien des routes nationales secondaires déclassées. La subvention attribuée en 1982 par l'Etat à ce titre, s'est élevée à 7 340 000 francs, chiffre supérieur à celui de la première part de la dotation globale d'équipement dans laquelle sont pourtant inclus cette année les crédits destinés aux routes nationales déclassées à côté des autres crédits de voirie départementale. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser dans quelles conditions et à quelle date entrera en application le mécanisme de garantie qu'il envisage d'instituer pour permettre aux départements pénalisés par le système de répartition de la dotation globale de fonctionnement de néanmoins pouvoir faire face à leurs dépenses d'investissement en 1983.

Reconsidération du forfait hospitalier.

12795. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la décision unilatérale tendant à instaurer un forfait hospitalier. Il s'étonne qu'une telle mesure ait trouvé place dans la politique prônée par le Gouvernement visant à réduire les inégalités. Il lui demande en conséquence s'il ne lui apparaît pas souhaitable de reconsidérer cette décision qui constitue un transfert inattendu des charges de solidarité nationale sur le budget des familles.

Utilisation du site de Marne-la-Vallée.

12796. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** si le Gouvernement n'envisage pas après l'échec de l'Exposition universelle de 1989 de faciliter dans le site de Marne-la-Vallée la réalisation d'un grand ensemble comprenant entre autres un monde imaginaire de l'enfant et une cité internationale regroupant la représentation par pavillon de tous les pays du monde ?

Elections prud'homales : inscription des travailleurs handicapés affiliés à l'Assedic.

12797. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** pour quelles raisons des travailleurs handicapés affiliés à l'Assedic se sont vus dans certaines villes refuser leur inscription lors des récentes élections prud'homales ?

Pouvoir de décision de l'inspection du travail en cas de licenciement.

12798. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de l'emploi** si un inspecteur du travail peut refuser une autorisation de licencier un employé qui a été reconnu coupable d'un vol aux dépens de son entreprise ?

Handicapés : facilités de retour dans les centres d'aide pour le travail.

12799. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** quelles mesures peut-il mettre en place pour permettre à un travailleur handicapé en cas d'échec dans l'insertion professionnelle, de retourner dans son C.A.T. ? D'autre part, comment pourrait-on encore faciliter le travail à temps partiel pour les jeunes handicapés ?

Elections de la sécurité sociale : vérification des listes.

12800. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** si l'I.N.S.E.E. aura la possibilité de vérifier la sincérité des listes établies pour les prochaines élections de la sécurité sociale ?

C.E.E. : situation du marché.

12801. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé des affaires européennes** quelle politique compte mener le Gouvernement pour renforcer le marché intérieur européen, faciliter les échanges entre les Dix et affirmer la cohésion commerciale de la C.E.E. face aux pays tiers ?

Exposition universelle de 1989 : avenir du projet de loi.

12802. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre**, après la décision gouvernementale de renoncer à l'exposition universelle de 1989, que va devenir le projet de loi voté en quatrième lecture à l'assemblée nationale le 30 juin, décidant de son organisation ? D'autre part, pour quelles raisons aucun plan de financement n'avait été arrêté alors qu'il existait des solutions multiples auxquelles le Gouvernement pouvait avoir recours : loterie, concours de pronostics, etc. ?

Développement de machines à voter et utilisation d'urnes transparentes.

12803. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Salvi**, constatant les nombreuses irrégularités qui ont entaché la dernière consultation électorale demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** de lui faire connaître les raisons pour lesquelles l'utilisation des machines à voter n'a pas été davantage développée. Il souhaite également connaître sa position à l'égard des urnes transparentes dont certaines municipalités se sont dotées, étant bien entendu que de nombreuses petites communes ne sont pas en mesure d'en acquérir, ce qui pose le problème du relèvement de la participation de l'Etat aux frais supportés par les communes en matière d'organisation de scrutins électoraux.

Candidature à l'agrégation de candidats handicapés.

12804. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Salvi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'inadaptation de certains règlements interdisant à des handicapés de se présenter au concours de l'agrégation. En effet, de nouvelles formes d'enseignement (enseignement personnalisé ou enseignement dispensé dans le cadre du télé-enseignement) sont de nature à permettre à l'éducation nationale d'accueillir des enseignants handicapés physiques et il est nécessaire d'adapter, en conséquence, les règlements du concours de l'agrégation, ce que le ministère n'a certainement pas manqué de faire. Il lui demande de lui faire part de l'état de ce dossier.

I.U.T. : création d'une troisième année de formation.

12805. — 21 juillet 1983. — **M. Paul Guillard** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si, compte tenu des besoins du pays en techniciens de haut niveau, il ne lui paraîtrait pas opportun de compléter la formation actuellement assurée par les instituts universitaires de technologie et les sections de techniciens supérieurs par une troisième année donnant vocation au titre d'ingénieur technicien. Il appelle, à cet égard, son attention sur la circonstance qu'une telle mesure assurerait par ailleurs une nécessaire harmonisation à l'échelon européen des formations et des niveaux de compétence dans le domaine de la technologie moderne.

Fiscalité agricole : taxation du revenu selon les bénéfices réels de l'exploitation.

12806. — 21 juillet 1983. — **M. Jacques Eberhard** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la situation des agriculteurs en matière de fiscalité. Il lui signale que les intéressés sont favorables au principe de la taxation de leur revenu selon les bénéfices réels de l'exploitation et opposés au système actuel d'imposition au réel des bénéfices, ce principe étant, selon eux, tout à fait inadapté aux caractéristiques de l'activité agricole puisque, par exemple, il ne tient pas compte des effets de l'inflation pour les productions animales et végétales à rotation lente. Il semblerait que cette inadaptation et les moyens d'y remédier aient fait l'objet d'un rapport du Comité d'études sur la fiscalité agricole. Il lui demande, par conséquent, s'il entend engager une négociation avec toutes les organisations professionnelles agricoles afin d'envisager l'inscription dans le projet de budget pour 1984, des propositions contenues dans ledit rapport.

Situation d'une distillerie-conserverie coopérative.

12807. — 21 juillet 1983. — **M. Jacques Eberhard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la situation préoccupante de la Distillerie-conserverie-coopérative d'Anneville-sur-Scie. Considérant, d'une part, l'importance de cette coopérative dans la région de Dieppe — tant du point de vue des emplois qu'elle procure dans cette zone difficile que de celui des productions agricoles dont elle permet la diversification — et, d'autre part, la qualité reconnue des produits fabriqués, il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de maintenir en activité un élément important de l'économie agricole de la région de Dieppe.

Situation des retraités militaires.

12808. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les déceptions enregistrées et manifestées par les organisations représentatives des retraités militaires ou veuves de retraités militaires. Les intéressés se rappellent, en particulier, les assurances qu'ils ont pu obtenir à l'occasion des échéances électorales les plus récentes. Il aimerait pouvoir situer les perspectives offertes par le Gouvernement à la prise en considération des revendications essentielles formulées par les intéressés, notamment en conclusion de leur congrès national de mai 1983.

Dotation globale d'équipement : attribution globale aux départements.

12809. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** de bien vouloir lui confirmer qu'au titre des investissements directs les départements — au titre de la D.G.E. 1983 et en crédits de paiement — sont appelés à recevoir globalement 418 millions de francs, alors qu'en 1982, les crédits ouverts au budget national pour les seules routes nationales secondaires déclassées se seraient élevés à 572 millions de francs. Si le fait était confirmé, il aimerait savoir s'il peut être interprété ainsi : en 1983, les départements recevront moins pour la voirie transférée et rien pour les autres investissements.

Suppression de la discrimination entre coopératives créée par les articles 1030 et 1031 du code général des impôts.

12810. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel**, expose à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** que les articles 1030 et 1031 du code général des impôts qui prévoient la réduction de 11,80 p. 100 à

4,80 p. 100 du droit de mutation des immeubles ruraux lorsque l'acquisition est faite par des coopératives céréalières ou d'insémination artificielle, s'il paraît justifié à l'égard de ces organismes, créent une discrimination à l'égard d'autres coopératives, notamment celles du secteur du bétail et des viandes. Il lui demande quelles dispositions d'ordre législatif ou réglementaire, il entend prendre ou proposer au Parlement pour que cette discrimination injustifiée soit supprimée au plus tôt.

Rémunération de l'ingénierie et de l'architecture : abrogation de l'article L. 315-2 du code des communes.

12811. — 21 juillet 1983. — **M. Michel Moreigne** expose à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** que l'article 21, paragraphe II de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, prévoit que l'article L. 315-2 du code des communes est abrogé à l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la publication de la loi. Cette disposition implique qu'à compter du 3 septembre 1983, les collectivités territoriales ne pourront plus appliquer les textes de 1973 sur la rémunération de l'ingénierie et de l'architecture. Dans le délai de 18 mois prévu par la loi du 2 mars 1982, le Gouvernement devait présenter un projet de loi remplaçant la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et réformant la réglementation de 1973. De nombreux maires et présidents de syndicats intercommunaux s'inquiètent et désiraient savoir sur quelles bases ils devront discuter les marchés d'ingénierie et d'architecture qu'ils auront à passer après le 3 septembre 1983. Il lui demande donc si une nouvelle réglementation sera mise en place avant le 3 septembre 1983. Sinon, les textes de 1973 pourront-ils continuer à servir de base pour le calcul des honoraires de l'ingénierie et de l'architecture ?

Emprunt obligatoire : situation des entreprises en nom personnel.

12812. — 21 juillet 1983. — **M. Marcel Daunay** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la situation faite aux travailleurs indépendants, chefs d'entreprises en nom personnel, face à l'emprunt obligatoire décidé par le Gouvernement. Cette mesure a pour conséquence pratique d'alourdir les charges des entreprises en nom personnel, qui sont donc 1 800 000 touchées par cette mesure sur 2 700 000 entreprises en France. Puisque le montant de l'emprunt obligatoire est fixé à 10 p. 100 de la cotisation d'impôt due en 1982, les contribuables paient un impôt sur le revenu qui est établi sur le bénéfice industriel ou commercial de leur entreprise. Ce bénéfice tel qu'il apparaît dans le résultat d'exploitation, peut provenir de plus-values de stock et ne pas consister en un revenu supplémentaire. L'emprunt forcé qui va frapper les entreprises en nom personnel va provoquer une ponction sur les trésoreries de ces entreprises qui leur sera très dommageable. Il convient de rappeler en effet que l'encadrement du crédit ne permet de disposer que de 2,5 p. 100 de crédit supplémentaire par rapport à 1982. L'emprunt forcé va donc être prélevé sur le fonds de roulement des entreprises et va avoir une répercussion directe sur les conditions de fonctionnement de ces entreprises. L'argent ainsi prélevé du circuit économique normal ne se retrouvera ni dans les investissements ni dans la création d'emplois. Il lui demande donc de bien vouloir prendre une décision complémentaire maintenant que les versements ont dû être effectués compte tenu des délais impératifs qui ont accompagné l'exécution de cette mesure. La disposition la plus simple ne consisterait-elle pas en un remboursement de l'emprunt souscrit par les entreprises en nom personnel qui gèreraient cette somme en réserve pour l'entreprise de façon que le remboursement effectué aille bien à l'entreprise et non pas à la personne ?

Fermeture du Consulat de France de Cardiff.

12813. — 21 juillet 1983. — **M. Marcel Daunay** attire l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur les conséquences qui peuvent découler à terme pour l'économie de la Bretagne en particulier, et de la France en général, de sa décision de fermer le Consulat de France de Cardiff à partir du 1^{er} juillet 1983. Le grave déficit du commerce extérieur de la France et la nécessité pour la Bretagne de développer l'exportation de ses produits vers le marché britannique nécessitent au contraire d'étoffer le-dit consulat en y créant un poste de conseiller commercial chargé de renforcer la pénétration des entreprises françaises dans toute la région du Pays de Galles et au-delà. En conséquence, il lui demande de bien vouloir revenir sur sa décision malheureuse.

Protection du terme « crémant ».

12814. — 21 juillet 1983. — **M. Henri Goetschy** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la confusion qui règne au niveau de l'étiquetage entre crémant et mousseux. Celle-ci résulte de l'utilisation

par des producteurs de vins mousseux à appellation d'origine contrôlée du terme de « crémant », au même titre que les producteurs de crémant d'Alsace, de Bourgogne et de Loire, mais sans respecter les sévères contraintes de production auxquelles ces derniers sont soumis. Cette pratique conduit à une situation regrettable à l'égard du consommateur, victime d'une tromperie, et de l'ensemble de la profession confrontée à une concurrence déloyale que la publication du décret portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsification en matière de vins aurait pu éviter. Aussi, il lui demande s'il envisage d'intervenir en vue de la publication du décret pris dès 1981 afin que le terme « crémant » soit protégé et retrouve une véritable image de marque.

Haut-Rhin : aide de l'Etat à la voirie communale.

12815. — 21 juillet 1983. — **M. Henri Goetschy** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur la situation anormale dans laquelle se trouve certaines communes du Haut-Rhin inscrites au programme 1982 pour la voirie communale subventionnée par l'Etat à la suite de la suppression, depuis 1983, de la ligne budgétaire correspondant au chapitre de l'ex — Fonds spécial d'investissement routier. En effet, si 75 p. 100 de l'enveloppe allouée au département du Haut-Rhin pour 1982 ont été délégués en mars de la même année, les 25 p. 100 restant n'ont fait jusqu'à ce jour l'objet d'aucun versement. Ainsi, 15 communes du Haut-Rhin ayant été autorisées à commencer leurs travaux n'ont pu bénéficier de l'aide annoncée et se trouvent aujourd'hui injustement pénalisées. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour honorer les engagements financiers de l'Etat.

Attribution aux communes des prêts complémentaires de la Caisse des dépôts et consignations.

12816. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** qu'avec l'application du nouveau régime de la dotation globale d'équipement va se poser le problème de l'octroi des prêts complémentaires de la Caisse des dépôts et consignations. Il lui demande de lui faire savoir si les communes concernées pourront toujours faire appel à cet organisme pour obtenir le complément de financement des opérations qu'elles envisagent de réaliser.

Taxe de séjour sur des installations touristiques appartenant aux collectivités locales.

12817. — 21 juillet 1983. — **M. Marc Bœuf** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)** si les communes peuvent prélever la taxe de séjour sur des installations touristiques appartenant aux collectivités locales. Cette situation est illustrée en Gironde par une commune taxant un camping-caravaning appartenant au département.

Délimitation du rôle des militaires français de la force multinationale de sécurité au Liban.

12818. — 21 juillet 1983. — A la suite de l'accident qui à Beyrouth a coûté la vie à des militaires français de la force multinationale de sécurité, **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre de la défense** si des travaux de démolition d'immeubles font aussi partie des missions de cette force, car ils semblent relever parfaitement de la compétence d'entrepreneurs privés et s'il ne conviendrait pas, en conséquence, de définir plus exactement les missions de cette force qui devrait s'appliquer uniquement à des aspects militaires. Il semble d'ailleurs que les contingents des autres nations ne se livrent pas à de tels travaux.

Stages de formation professionnelle des jeunes en Meurthe-et-Moselle.

12819. — 21 juillet 1983. — **M. Hubert Martin** demande à **M. le ministre de la formation professionnelle** s'il est vrai que les crédits destinés à la formation des jeunes de 16 à 18 ans ont été diminués au point de faire passer ces stages, en Meurthe-et-Moselle, de 1400 heures à 700 heures. Cette décision a pour conséquence de permettre d'accueillir à la prochaine rentrée 60 jeunes seulement au lieu des 165 prévus dans une hypothèse moyenne. Il est persuadé qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation des textes et il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement à ce niveau.

Répression des actes de violence contre les bâtiments et les personnels de services publics.

12820. — 21 juillet 1983. — **M. Jules Roujon** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la recrudescence des actes de violence perpétrés contre les bâtiments et les personnels de services publics et, en particulier, de l'administration fiscale. Il lui demande quelles mesures il envisage pour prévenir et, le cas échéant, réprimer ces agissements intolérables et dangereux pour la démocratie.

Situation des anciens combattants d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

12821. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Béranger** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)**, sur la situation des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie, au regard de leurs droits. Il lui demande de veiller à la publication rapide du décret d'application de la loi n° 82-843 du 4 octobre 1982 modifiant l'article L.253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, à attribuer leurs pensions au titre de « guerre », à assurer le bénéfice de la campagne double et la prise en compte du temps réel passé en Afrique du Nord pour tous les régimes de retraite obligatoires ou facultatifs et à octroyer la médaille de la reconnaissance française aux titulaires du titre de reconnaissance de la Nation, à l'entrée des veuves d'anciens combattants à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Sachant que ces mesures ne pourront, sans doute, être prises simultanément, il lui demande l'établissement d'un échéancier pour la réalisation des différents points.

Suite que le Gouvernement envisage de donner aux conclusions du rapport relatif aux problèmes des retraités militaires et veuves de militaires de carrière.

12822. — 21 juillet 1983. — **M. Serge Mathieu** demande à **M. le ministre de la défense** quelle suite le Gouvernement envisage de donner aux conclusions du rapport du groupe de travail constitué pour l'examen des problèmes propres aux retraités militaires et aux veuves de militaires de carrière.

Fiscalité des hydrocarbures.

12823. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** de bien vouloir lui indiquer l'évolution qu'a connue depuis 1975 — en valeur absolue et en pourcentage par rapport au prix de détail — la part de fiscalité entrant dans le coût d'un litre d'essence, de super et de gazole.

Collectivités locales : difficultés de recouvrement des recettes ; procédures.

12824. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur les difficultés parfois rencontrées dans le recouvrement des recettes locales du fait de l'insolvabilité provisoire ou définitive des redevables et sur les procédures correspondantes, applicables dès lors que le titre des recettes a été pris en charge par le comptable local. Il aimerait avoir confirmation du fait que l'organe délibérant d'une collectivité locale a bien, dans ces hypothèses, la possibilité soit d'admettre la recette « en non valeur » (ce qui ne l'éteint pas et impose au comptable de veiller à son recouvrement si le redevable revient à meilleure fortune), soit prononcer son annulation s'il apparaît, de toute évidence, que la situation matérielle de l'intéressé exclut, de manière définitive, toute chance de recouvrement.

Attribution de la croix de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918.

12825. — 21 juillet 1983. — **M. André Jouany** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** les propos qu'il lui a tenus lors de la discussion budgétaire afférente aux crédits alloués à son ministère le 26 novembre 1982, relatifs à la situation des vétérans de la première guerre mondiale au regard des attributions de la croix de la Légion d'honneur. Il déplorait notamment l'insuffisance des contingents de Légion d'honneur réservés aux anciens de 1914-1918 et la lenteur excessive de l'instruction des dossiers. Un

exemple récent illustre parfaitement cette situation. Un « poilu » demeurant à Foix vient de recevoir la Légion d'honneur le jour de ses cent ans. Il ne reste que 150 000 survivants environ des anciens combattants de 1914-1918 et il est inadmissible que soixante-cinq ans après les anciens combattants ayant les titres nécessaires attendent toujours que l'instruction de leur dossier soit terminée. Il serait regrettable qu'à force d'attendre ils ne puissent recevoir cette décoration qu'à titre posthume. Il lui demande en conséquence quelles mesures peuvent être prises afin que les anciens combattants de 1914-1918 puissent obtenir cette juste récompense amplement méritée.

Situation du logement dans la région Midi-Pyrénées.

12826. — 21 juillet 1983. — **M. André Jouany** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la situation alarmante du logement dans la région Midi-Pyrénées et particulièrement la situation du logement locatif. Alors que la demande croît dans la plupart des agglomérations et dans le milieu rural, les dotations de financement en prêts locatifs (P.L.A.) stagnent et même décroissent. A cela il faut ajouter le déficit constant dont souffre la dotation régionale de crédits pour le locatif social. Selon un état comparatif extrait des enquêtes de l'I.N.S.E.E. qui récapitule les logements locatifs sociaux commencés et terminés sur l'ensemble des régions françaises, la comparaison entre cette région et la région Centre, qui a un poids de population et une évolution sensiblement équivalents, montre que les dotations de la région Midi-Pyrénées sont constamment inférieures dans un rapport de un à trois depuis au moins dix ans. Ce fait a de graves conséquences en matière d'emplois notamment dans le secteur du bâtiment mais également sur l'évolution de la population et donc de l'aménagement du territoire. Si des moyens importants en dotation pouvaient être accordés à cette région, les organismes seraient prêts à prendre des engagements précis pour mettre en œuvre partout où ils interviennent les objectifs définis par les collectivités locales en conformité avec la volonté nationale. Il lui demande en conséquence de lui préciser les actions qui pourraient être engagées pour mobiliser les financements indispensables pour remédier à cette situation dramatique pour la région Midi-Pyrénées répondant ainsi aux inquiétudes non seulement de l'Association régionale des organismes H.L.M. mais aussi de l'ensemble du secteur du bâtiment et de toute la population qui cherche à se loger.

Situation particulière d'un retraité.

12827. — 21 juillet 1983. — **M. Emile Durioux** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** qu'en vue de bénéficier d'une pension découlant de 37 annuités et demie d'assurance maximum validable, un retraité ayant fait liquider ses droits en 1975 a procédé à cette époque au rachat de deux années d'activité salariée antérieures à 1946. Or, l'intéressé pouvait se prévaloir de près de trois années de services de guerre clandestins (maquis de Périgord) qui n'avaient pas été validés avant la date de forclusion. Une levée de forclusion étant intervenue postérieurement à la liquidation de ses droits, ce retraité a obtenu dernièrement l'homologation de ses services militaires dans la clandestinité, qui aurait rendu inutile le rachat opéré en 1975 si elle était intervenue avant. En conséquence, il lui demande si une restitution des cotisations de rachat versées en 1975 est envisageable.

Emprunt obligatoire : cas des réclamations en cours au titre des revenus de 1981.

12828. — 21 juillet 1983. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la situation des contribuables invités à souscrire à l'emprunt obligatoire au titre des revenus de 1981, et pour lesquels une réclamation est en cours. Il lui demande de lui préciser si le sursis de paiement appliqué au principal des droits peut être étendu à l'emprunt et si la sanction consistant à transformer cet emprunt en impôt non remboursable sera applicable en cas de rejet de la réclamation. Dans le cas contraire, il lui demande de lui préciser si le dégrèvement prononcé sera étendu à l'emprunt.

Retraite des femmes agents des collectivités locales.

12829. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Tajan** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que l'article 13 de l'ordonnance n° 82-108 du 30 janvier 1982 relative aux contrats de solidarité des collectivités locales tel qu'il résulte de la loi de ratification n° 83-431 du 31 mai 1983 a permis aux femmes agents titulaires des collectivités locales de demander, dès 57 ans, à cesser leur activité en faisant

entrer en compte dans le calcul des années de services exigées les bonifications pour enfants. Cette possibilité, par contre, n'a pas été proposée, en particulier par le rapporteur lors de la discussion au Sénat du projet de loi de ratification, aux femmes agents non titulaires ou titulaires à temps non complet des collectivités locales (*J.O. débats Sénat — séance du 17 mai 1983 — page 858*). Aussi, il lui demande s'il est favorable à la prise en compte des bonifications pour enfants dans les trente-sept années et demie d'assurance exigées pour ces agents afin qu'ils puissent bénéficier, comme les titulaires, de la cessation anticipée d'activité dans le cadre des contrats de solidarité des collectivités locales. Dans l'affirmative, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour satisfaire cette légitime revendication.

Stationnement des caravanes : réglementation.

12830. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Merli** demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** quelles dispositions ont été prévues pour combler le vide juridique relatif à la réglementation applicable au stationnement des caravanes et des véhicules habitables, particulièrement sur les places publiques de nos communes, à l'approche d'une saison qui doit voir ce problème aggravé avec toutes les conséquences que cela comporte sur le plan de la pollution.

Situation d'une exploitation agricole de la région de Ghisonaccia (Corse).

12831. — 21 juillet 1983. — **M. Louis Minetti** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture**, sur le problème suivant : depuis le mois de mars 1983 de jeunes agriculteurs de la région de Ghisonaccia, en Corse, occupent un domaine important. Dans ce grand domaine, dont 400 ha ont déjà fait l'objet d'une vente spéculative, il reste aujourd'hui quelques 700 ha de terres cultivables pour lesquelles la société propriétaire vient de réaliser une juteuse opération, en obtenant la prime de la C.E.E. pour l'arrachage de la vigne, d'un montant de 2 milliards 400 000 centimes. Cette société fait maintenant monter les enchères pour les terres nues. Cette spéculation, ce gâchis, ont soulevé une légitime indignation dans la région et particulièrement parmi les jeunes agriculteurs. Déjà, en octobre 1981, le centre cantonal des jeunes agriculteurs avait occupé le domaine afin de dénoncer la vente spéculative de celui-ci, de le préserver d'opérations immobilières prévisibles, de permettre l'installation des jeunes agriculteurs. En février 1982, le ministre de l'agriculture avait pris l'engagement de trouver une solution à ce problème qui, à divers égards, est un condensé de la politique menée par l'ancien pouvoir. Des difficultés ont surgi du fait des exigences des propriétaires et aucune solution n'a été trouvée. Il devient urgent, maintenant, d'en trouver une si on veut permettre la création ou l'amélioration de 25 exploitations, qui pourraient être opérationnelles la saison prochaine. Cette affaire est ressentie dans la région de Ghisonaccia comme un défi lancé par le pouvoir de l'argent aux forces de travail. Il lui demande en conséquence d'user de ses prérogatives pour que le Gouvernement relève le défi et qu'il soit dit que les spéculateurs de tous crins ne seront plus libres d'agir à leur guise au mépris des intérêts des agriculteurs corses. Quelles mesures concrètes compte-t-il prendre ?

Réglementation du bail à construction.

12832. — 21 juillet 1983. — **M. Jacques Larche** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 251-3 et de l'article 251-8 du code de la construction relatifs à la réglementation du bail à construction. Il lui demande : si la règle selon laquelle le cessionnaire est tenu à l'égard du bailleur des mêmes obligations que le preneur cédant ne trouve pas cependant une limite et empêche les parties de disposer, par convention particulière, que toute cession doit être subordonnée au concours et à la présence du propriétaire bailleur initial ; ou si une telle convention n'a pas en fait pour conséquence de détourner la loi en contrevenant aux articles L. 251-4 et L. 251-8 du code de la construction, aux termes desquels la faculté pour le preneur de céder tout ou partie de ses droits est une disposition d'ordre public.

Régime fiscal des centrales d'achat.

12833. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget**, sur certaines particularités du régime fiscal des centrales d'achat et de services. Il semble que l'administration concernée considère que les bonifications obtenues par la centrale — et due à chacun de ses membres — en fonction de son chiffre d'affaires — doivent être, en fait, soumises à l'impôt sur les

sociétés. Il aimerait connaître le fondement légal ou réglementaire d'une telle interprétation et connaître le sentiment ministériel sur son caractère rigoureux dès lors qu'à l'évidence, elle est de nature à mettre en péril les groupements d'achats et chaînes de commerce.

Fonds départemental de la taxe professionnelle.

12834. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur une instruction de la direction de la comptabilité publique (83119 du 16 juin 1983), en vertu de laquelle les opérations relatives au fonctionnement du fonds départemental de la taxe professionnelle viennent d'être transférées dans la comptabilité de l'Etat. Il aimerait connaître les motivations de cette modification et savoir si elle lui paraît conforme à l'esprit des textes qui avaient prévu la création de ce fonds et les conditions de sa gestion. Il souhaiterait, à cette occasion, que lui soient précisées les nouvelles modalités de fonctionnement de ce fonds, telles que le Gouvernement semble vouloir les envisager.

Forfait journalier hospitalier.

12835. — 21 juillet 1983. — **M. Paul Girod** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le problème que pose à certains usagers le récent texte concernant le forfait journalier des personnes hospitalisées. En effet, se pose le cas de parents ayant un enfant handicapé à vie, sans espoir aucun de guérison, et qui sont dans l'obligation de régler, depuis le 1^{er} avril 1983, les vingt francs de forfait journalier. Ces parents, outre la peine d'avoir un enfant handicapé, et les frais importants que demande son alitement obligatoire étant donné la maladie incurable dont il est atteint, se voient avoir « le droit » de payer journalièrement pour son hospitalisation. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour soulager des ménages dont ce forfait obligatoire ponctionne parfois de façon dramatique le budget.

Logement des instituteurs.

12836. — 21 juillet 1983. — **M. Paul Girod** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est possible à une commune d'exiger d'un instituteur qu'elle loge le versement d'une caution avant son entrée dans les lieux, comme cela existe pour les locataires de droit commun ; ceci afin de se prémunir contre les dégradations éventuelles que pourrait subir le logement mis à disposition. En cas de réponse négative, il lui demande quels sont les moyens dont dispose la commune pour recouvrer auprès de l'instituteur indélicat les frais de remise en état du logement dégradé.

Suppression du forfait hospitalier.

12837. — 21 juillet 1983. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** quelles mesures il compte prendre pour respecter la volonté du législateur en matière de forfait hospitalier. Lors de la discussion au Sénat comme à l'Assemblée nationale, il n'a été à aucun moment question de séparer la participation au titre du ticket modérateur en participation au titre du forfait hospitalier par réduction du ticket modérateur. La circulaire 83 M 578 du 22 juillet 1983 relative au forfait journalier dans les établissements hospitaliers interprète de façon erronée la volonté du législateur. En son paragraphe 1.2, les commentaires ne sont pas conformes à l'esprit ni à la lettre de la loi.

Fonctionnement de l'hôpital de Dieuze.

12838. — 21 juillet 1983. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** quelle mesure il compte prendre pour permettre un fonctionnement normal de l'hôpital de Dieuze. Le conseil d'administration de cet établissement a demandé que le poste de médecin-chef de service à temps partiel soit transformé en poste de médecin-chef de service à temps complet. Cette transformation permettrait un meilleur fonctionnement du service hospitalier et se traduirait par une diminution globale des charges sanitaires et sociales.

Exonération du forfait journalier hospitalier.

12839. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Salvi** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur le cas des personnes hospitalisées sur une longue période, qui sont prises en charge à 100 p. 100 en raison de leur grave maladie ou de leur invalidité, et qui

sont toutefois redevables du forfait journalier de 20 francs ce qui diminue de manière considérable le montant de leur pension. Il lui demande en conséquence quelles mesures il envisage de prendre pour ces personnes afin qu'elles soient exonérées du forfait journalier.

Extension de l'assiette de la remise conventionnelle sur les actes réservés aux biologistes qualifiés et conditions d'exécution de ces actes.

12840. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** si l'assiette de la remise conventionnelle en application de l'article 23 de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 sera étendue aux biologistes qualifiés, ce qui risque de les pénaliser financièrement étant donné le coût du matériel nécessaire et de freiner le dépistage de maladies graves ; il lui demande d'autre part si les actes réservés doivent être exécutés uniquement par les biologiste, directeur et directeur-adjoint et dans ce cas quel système est retenu pour le compte des actes réservés B, ou s'ils peuvent l'être par des techniciens de laboratoire sous le contrôle des biologistes qualifiés.

Mise en place de programme informatique : création de postes de formateurs.

12841. — 21 juillet 1983. — **M. Fernand Tardy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les élus du département des Alpes de Haute-Provence se sont réjouis de la mise en place d'un programme d'informatique dans les classes primaires du département. Ce programme financé par l'Etat et le conseil général nécessitait la création de postes de formateurs. Pour 1983, trois postes de formateurs ont été créés. Les élus s'étonnent que ces postes soient pris sur le contingent des postes d'instituteurs du département. Comme aucune création n'a été accordée pour 1983, cela a abouti à la fermeture de trois classes. Dans la zone difficile que constitue le département, des Alpes de Haute-Provence semble tout à fait anormal que le démarrage d'un programme intéressant ne soit pas assorti des créations de postes nécessaires. Il lui demande de bien vouloir envisager ces créations, et de préciser si à l'avenir la création de tels programmes fera l'objet d'une attribution de postes d'enseignants.

Assurances automobiles : personnes transportées.

12842. — 21 juillet 1983. — **M. Philippe Madrelle** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** que la loi n° 81-5 du 7 juillet 1981 a, dans son article 2, étendu la responsabilité civile vis-à-vis des tiers aux membres de la famille de l'assuré ou du conducteur. Cette mesure, excellente pour les particuliers, à des répercussions néfastes sur les entreprises qui possèdent de nombreux véhicules, puisqu'elles sont contraintes à assurer chacun de leurs véhicules pour un risque quasiment inexistant pour lesdites entreprises. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Attribution des prêts aux jeunes ménages.

12843. — 21 juillet 1983. — **Mme Marie-Claude Beaudeau** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les problèmes posés par l'attribution des prêts aux jeunes ménages. En effet ces prêts se font dans la limite des crédits que les organismes d'allocations familiales affectent à cette action. Or elle a le cas dans sa circonscription d'un jeune ménage qui ayant sollicité ce prêt, se l'est vu refuser faute de crédits disponibles. Aussi, au moment où le Gouvernement entend développer sa politique familiale, elle lui demande ce qu'il compte faire pour permettre aux jeunes couples d'obtenir les aides nécessaires à un bon démarrage dans la vie.

L.E.P. Marcel-Cachin à Saint-Ouen : ouverture d'une section « d'auxiliaire de puériculture ».

12844. — 21 juillet 1983. — **M. Fernand Lefort** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la demande d'ouverture pour la rentrée 1983/1984 d'une section « d'auxiliaire de puériculture » formulée par le L.E.P. Marcel-Cachin à Saint-Ouen. Etant donné la complémentarité de cette section avec le B.E.P. « carrières sanitaires et sociales » existant déjà dans l'établissement, les débouchés professionnels qu'elle offre et la possibilité de répondre plus

justement aux vœux exprimés dans ce domaine par les élèves de l'ouest du département de Seine-Saint-Denis jusque là dépourvu de cet enseignement, il convient d'envisager l'ouverture de cette section comme la satisfaction d'un souhait légitime répondant aux besoins des communautés scolaire et médicale. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour faire aboutir positivement cette demande dès la rentrée 1983/1984.

Etablissements scolaires de Saint-Ouen : conditions de la rentrée scolaire.

12845. — 21 juillet 1983. — **M. Fernand Lefort** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions de la rentrée scolaire 1983/1984 dans les établissements du premier et second degré de Saint-Ouen. Si notre ville s'est félicitée du cadre propice à l'élaboration de la carte scolaire grâce à la mise en place de structures de concertation, elle déplore toutefois qu'il n'ait pas été tenu compte plus largement des souhaits exprimés par les participants lors des réunions préparatoires. Ainsi, en est-il tout particulièrement des conditions d'accueil prévues dans les écoles maternelles qui ne suffiront pas à satisfaire l'importance demandée de préscolarisation de la population audonienne compte tenu du nombre très élevé d'enfants restés en liste d'attente cette année et des nombreuses livraisons de nouveaux logements réalisées ou en cours de l'être d'ici à la fin 1984. Il est à craindre également que l'insuffisante dotation en postes et en crédits allouée aux établissements de l'enseignement élémentaire et secondaire ne permettra pas de combattre efficacement l'échec scolaire pourtant important à Saint-Ouen et qui n'est pas sans lien avec le milieu socio-culturel particulièrement défavorisé dont sont issus les élèves, auquel viennent encore s'ajouter très souvent les problèmes liés aux handicaps linguistiques. Cette situation ne s'inscrivant pas dans les orientations définies jusqu'alors pour lutter contre l'échec scolaire et rénover le système éducatif, il lui demande de bien vouloir lui préciser les conditions dans lesquelles il est possible d'améliorer les dispositions initialement prévues.

Conditions de travail des travailleuses familiales d'Eure-et-Loir.

12846. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cauchon** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les très vives préoccupations exprimées par les travailleuses familiales du département d'Eure-et-Loir à l'égard des conditions d'exercice de cette profession, rendue particulièrement difficile du fait du financement insuffisant, lequel a entraîné la suppression de la création d'emplois, une incertitude pour les emplois existants et des risques de licenciement. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre tendant à porter remède à cette situation, et ce d'autant que les travailleuses familiales contribuent dans une très grande mesure au maintien à domicile de familles souvent modestes.

Conjoints de commerçants et d'artisans : application de la loi.

12847. — 21 juillet 1983. — **M. Jean-Marie Rausch** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les problèmes rencontrés par les conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale. La loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 relative aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale prévoit la publication de 4 décrets d'application, dont un seul a été publié à ce jour. Il demande à quelle date seront publiés les 3 autres décrets d'application, afin de permettre l'application pleine et entière de cette loi.

C.E.E. : harmonisation monétaire.

12848. — 21 juillet 1983. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser quelles initiatives le Gouvernement envisage de prendre tendant à ce que la réglementation communautaire soit aménagée de telle sorte que tout écart survenant entre la valeur réelle d'une monnaie et la monnaie verte correspondante soit supprimé au plus tard à la fin de la campagne agricole en cours et que soit entreprise, par ailleurs, une réflexion approfondie sur la manière d'obtenir à travers une réelle harmonisation monétaire le retour permanent à de véritables prix agricoles communs.

Parts de groupements fonciers agricoles : caractère fiscal.

12849. — 21 juillet 1983. — **M. Jean-Marie Rausch** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les très vives préoccupations exprimées par les milieux agricoles à l'égard du refus opposé par le Gouverne-

ment d'accorder aux parts de groupements fonciers agricoles constituées par des apports en numéraire, le caractère de biens professionnels au regard de l'impôt sur les grandes fortunes. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage de revenir sur cette décision, notamment lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1984.

Camargue : plan de relance de la riziculture.

12850. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser les perspectives de ratification, par les autorités communautaires du plan de relance de la riziculture française indispensable aux équilibres économique, écologique et sociaux de la Camargue ainsi qu'un rattrapage de la fixation des prix d'intervention de cette céréale.

Information des acquéreurs : conclusions des groupes de travail.

12851. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Francou** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (consommation)** de lui apporter toutes précisions sur les conditions de fonctionnement et les conclusions des trois groupes de travail constitués sur l'information des acquéreurs, l'application de la législation et le problème des malfaçons, en application de l'article 12 du contrat-cadre signé entre les pouvoirs publics et le Syndicat national des constructeurs de maisons individuelles, le 18 mai 1982. Est-il envisagé une poursuite des travaux de ces groupes, notamment par la création d'une commission permanente leur servant de cadre.

Comités départementaux de l'habitat : mise en place.

12852. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** de lui préciser, dans le cadre de la politique de décentralisation, l'état actuel de mise en place des comités départementaux de l'habitat, et s'il peut confirmer que l'U.S.C.M.I (Syndicat national des constructeurs de maisons individuelles) sera bien représenté dans chaque comité départemental de l'habitat, conformément aux dispositions prévues dans le contrat-cadre signé avec les pouvoirs publics le 18 mai 1982.

Réinstallation des rapatriés : application de la loi.

12853. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Francou** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que la loi n° 82-4 du 6 janvier 1982, portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés est appliquée avec une extrême lenteur du fait de la lourdeur du fonctionnement et de la procédure des commissions régionales de remise et d'aménagement des prêts aux rapatriés. En outre, les conditions prévues pour ouvrir droit aux prêts de consolidation sont si draconiennes que les prêts consolidés alors garantis par l'Etat risquent de n'être octroyés qu'avec une très grande parcimonie. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il envisage de prendre tendant à porter remède à cette situation.

Développement de la production des plantes à parfum médicinales et aromatiques.

12854. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à favoriser le développement de la production de plantes à parfum médicinales et aromatiques françaises, ce qui nécessiterait notamment que les propositions de normes de qualité et de composition des produits soient adoptées et appliquées rapidement et, en particulier, que soit instauré un contrôle sanitaire systématique sur les importations de plantes médicinales. En outre, pour diminuer les coûts de production et aider les exploitations à se moderniser des crédits de recherche devraient être attribués pour la mise au point de machines de récolte.

Sapeurs pompiers bénévoles : exonération de charges sociales.

12855. — 21 juillet 1983. — **M. Alfred Gérin** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les préoccupations exprimées par un certain nombre d'employeurs de

sapeurs-pompiers bénévoles à l'égard de l'obligation qui leur est faite d'acquiescer des charges sociales correspondant à des heures de travail non effectuées par leurs employés lorsque ceux-ci, en tant que sapeurs-pompiers volontaires, sont au service de la collectivité. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à prévoir l'exonération des charges sociales pour les heures passées par ces employés sapeurs-pompiers volontaires lorsqu'ils sont au service de la collectivité, les responsables des entreprises qui les emploient s'engageant à continuer à leur verser leur traitement.

Garants locatifs : position légale.

12856. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Lacour** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur le fait qu'un très grand nombre de propriétaires d'appartements locatifs, qu'ils soient institutionnels ou privés, ont de plus en plus tendance à exiger, outre des justificatifs de revenus, la garantie d'une personne s'engageant à payer le loyer en cas de défaillance du locataire. Les propriétaires de ces logements estiment en effet que les nouvelles dispositions prévues par la loi relative aux propriétaires et locataires ne permettent plus de se séparer aisément des locataires insolvables. Aussi lui demande-t-il si l'exigence de présenter un garant constitue une pratique légale ? Quelles sont les obligations réelles auxquelles pourrait être soumise une personne se portant garante ? Si une telle pratique se généralisait, le Gouvernement ne craint-il pas que certaines personnes éprouvent de sérieuses difficultés pour trouver un logement parce qu'elles sont trop délicates pour solliciter l'aide d'un garant ou ne peuvent tout simplement pas en trouver parce que leur famille est très isolée ? Quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour rassurer les propriétaires dans la mesure où certaines personnes âgées se sont constituées une retraite à partir de biens immobiliers loués ? Or, si les locataires ne paient plus leurs loyers, mais s'ils peuvent se maintenir dans les lieux, il est certain que ces propriétaires risquent de se trouver du même coup dans des situations financières très difficiles. Quelles sont les obligations légales des garants ? Sont-ils réellement tenus de payer tous les retards de loyer ? Comment peuvent-ils se dégager vis-à-vis du propriétaire si leurs ressources ne leur permettent plus de se porter garants ? Et enfin quelles analyses le Gouvernement tire-t-il de cette situation, notamment s'il envisage une modification des dispositions de cette loi dont les effets néfastes sont en train de se faire sentir, au niveau du secteur du bâtiment et du déséquilibre complet dans lequel se trouve le marché locatif et le marché de l'accession à la propriété.

Maisons familiales de vacances : financement.

12857. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Lacour** attire l'attention de **Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme** sur les préoccupations exprimées par les responsables des maisons familiales de vacances devant la stricte limitation des hausses de tarifs qui seront accordées pour la saison 1983-1984 par le ministère de l'économie et des finances, avec par exemple un maximum de + 5 p. 100 pour l'été 1984 par rapport à l'été 1983, alors que les frais de fonctionnement de ces maisons familiales ne cessent d'augmenter : + 36,9 p. 100 pour le fuel, + 10 p. 100 pour le téléphone, + 7 p. 100 pour le gaz en un an. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à porter remède à cette situation, laquelle en se poursuivant devrait entraîner la fermeture d'un très grand nombre de ces maisons familiales de vacances qui rendent pourtant d'immenses services aux Français les plus modestes qui souhaitent prendre quelques vacances pour une dépense tout à fait raisonnable.

Maisons de retraite : date du début des travaux subventionnés.

12858. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Lacour** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les incohérences de la politique sociale que mène le Gouvernement, qui plonge notamment les responsables de maisons de retraite ou d'établissements de soins dans des situations particulièrement délicates. C'est ainsi qu'il n'est pas rare qu'un certain nombre d'entre eux aient eu connaissance d'arrêtés de son ministère portant attribution de subventions pour des travaux d'humanisation avec comme précision importante cependant : dans la mesure où les crédits de paiement pour l'année 1983 étaient déjà consommés, les demandes de paiement correspondant aux autorisations-programmes ne pouvaient être honorées par les directions des affaires sanitaires et sociales. Ainsi ces travaux pourraient débiter si la situation de trésorerie pour ces établissements permettait de régler les entreprises dans les délais réglementaires, en dépit du retard de versement des subventions par l'Etat. Une telle situation déjà peu commune vient encore de se compliquer du fait que de nouvelles instructions com-

muniées aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales données par son ministère, demandent la suspension du démarrage de nouveaux travaux au titre des opérations en cours « dans l'attente d'un examen d'ensemble de la situation, à l'issue duquel des opérations prioritaires pourront être engagées ». Les responsables de ces établissements et les maires des communes concernées se demandent à quel moment les travaux qui ont fait l'objet de décisions attributives de subventions pourront débiter. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir apporter cette précision particulièrement importante.

Préoccupations des producteurs de Calvados.

12859. — 21 juillet 1983. — **M. Charles Ferrant** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les très vives préoccupations exprimées par les producteurs de fruits à l'égard du relèvement des droits et contre la vignette supplémentaire frappant les eaux de vie d'origine agricole et en particulier le Calvados. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures compensatoires le Gouvernement envisage de prendre en faveur de ces producteurs et notamment s'il compte rétablir l'allocation en franchise de droit des 10 litres d'alcool pur par an au profit de tous les récoltants agricoles de fruits à cidre.

Situation des producteurs de pommes.

12860. — 21 juillet 1983. — **M. Charles Ferrant** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la dégradation particulièrement inquiétante du revenu des arboriculteurs et plus particulièrement des producteurs de pommes ainsi que celui de certains maraîchers. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour assurer la survie des exploitations et le maintien de l'emploi.

Pensions de réversion : suite réservée à une proposition de loi.

12861. — 21 juillet 1983. — **M. Charles Ferrant** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** de bien vouloir lui préciser quelle suite le Gouvernement envisage de réserver à une proposition de loi déposée sur le bureau du Sénat par le groupe de l'Union centriste ayant pour but d'augmenter le taux de réversion des pensions servies aux veuves de fonctionnaires, le portant à 60 p. 100 et à un plancher minimum équivalent au salaire minimum interprofessionnel de croissance. Il attire tout particulièrement son attention sur la nécessité d'opérer un tel relèvement dans la mesure où le Gouvernement a déjà engagé un processus identique pour les veuves relevant du régime général de la sécurité sociale et d'un certain nombre de régimes particuliers.

Mensualisation des pensions : calendrier prévisionnel.

12862. — 21 juillet 1983. — **M. Charles Ferrant** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage de proposer au vote du Parlement un calendrier précis et détaillé de généralisation de l'application de la loi de finances n° 975 (n° 74-1129 du 30 décembre 1974) sur la mensualisation des pensions servies aux retraités et aux veuves de la fonction publique. Il attire son attention sur le fait qu'au rythme de 36 000 personnes mensualisées par an, comme c'est le cas en 1983, il faudra plus de 20 ans pour aboutir à la mensualisation des 800 000 retraités qui continuent à percevoir trimestriellement leur pension de retraite et qui perdent, de ce fait, entre 3 et 4 p. 100 de pouvoir d'achat par an.

D.O.M. : affiliation des coopératives locales aux organismes du Crédit mutuel.

12863. — 21 juillet 1983. — 1° **M. Roger Lise** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** l'importance des coopératives de prêt et de crédit dans l'organisation économique et sociale des départements d'outre-mer, ainsi que l'attachement des populations au maintien de cette forme originale et efficace de collecte de l'épargne. 2° Il lui expose qu'une inspection de la commission de contrôle des banques actuellement en cours, qui a déjà débouché sur de graves mesures judiciaires à l'encontre de personnes notoirement connues pour leur honnêteté et leur dévouement, risque de mettre en péril le fonctionne-

ment des coopératives dont l'utilité n'a jamais été contestée par le pouvoir central. 3° Il lui rappelle que les coopératives ont toujours travaillé en toute bonne foi en application de la loi du 10 septembre 1947 avec la confiance de leurs membres. Elles ont été contrôlées en 1975 et 1979 et ces contrôles ont donné lieu à rapports adressés à la direction du Trésor. Elles ont sollicité dès 1969 leur affiliation aux caisses de crédit mutuel. Rien n'a jamais été fait. Elles ne peuvent être rendues responsables de cette carence. La mission qui est actuellement en Martinique aurait dû avoir pour but d'arrêter avec les coopératives, toujours soucieuses de travailler dans la légalité, les modalités de leur affiliation aux caisses de crédit mutuel et non pas de s'instituer en mission punitive à l'encontre de personnes qui ont travaillé avec dévouement pour rétablir une certaine justice sociale en faveur des plus déshérités, en mettant le crédit à leur portée. 4° Il lui demande en conséquence quelles instructions il entend donner au plus vite pour que cessent ces mesures vexatoires et infamantes et pour que les coopératives locales soient affiliées aux organismes du Crédit mutuel comme elles l'ont toujours réclamé.

Fermeture du Consulat de France à Cardiff.

12864. — 21 juillet 1983. — **M. Yves Le Cozannet** demande à **M. le ministre des relations extérieures** de lui préciser les raisons de la fermeture du Consulat de France à Cardiff, en Grande-Bretagne, à partir du 1^{er} juillet 1983. Existant depuis 1855, ce consulat couvrait tout le Sud-Ouest de la Grande-Bretagne. Des liens touristiques comme économiques très forts avaient été créés qui étaient encore à développer entre notre région et cette partie de ce pays si proche. Il y a incompréhension totale dans les deux régions après cette suppression. En plus des informations qu'il voudra bien lui fournir, il aurait aimé savoir dans quelle mesure une telle décision est réversible.

Reconsidération du forfait hospitalier.

12865. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la décision unilatérale tendant à instaurer un forfait hospitalier. Il s'étonne qu'une telle mesure ait trouvé place dans la politique prônée par le Gouvernement visant à réduire les inégalités. Il lui demande en conséquence s'il ne lui apparaît pas souhaitable de reconsidérer cette décision qui constitue un transfert inattendu des charges de solidarité nationale sur le budget des familles.

Droit de mutation des immeubles ruraux : suppression de la discrimination entre coopératives.

12866. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Cluzel**, expose à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** que les articles 1030 et 1031 du code général des impôts qui prévoient la réduction de 11,80 p. 100 à 4,80 p. 100 du droit de mutation des immeubles ruraux lorsque l'acquisition est faite par des coopératives céréalières ou d'insémination artificielle, s'il paraît justifié à l'égard de ces organismes, créent une discrimination à l'égard d'autres coopératives, notamment celles du secteur du bétail et des viandes. Il lui demande quelles dispositions d'ordre législatif ou réglementaire, il entend prendre ou proposer au Parlement pour que cette discrimination injustifiée soit supprimée au plus tôt.

Droit au travail des retraités militaires : suite réservée à une proposition de loi.

12867. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Salvi** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui préciser quelle suite le Gouvernement envisage de réserver au rapport présenté par le groupe de travail présidé par **M. le contrôleur général des armées Roqueplo**, lequel propose notamment la création d'un conseil permanent des retraités militaires et rappelle, très opportunément, au bon souvenir du Gouvernement, un certain nombre de droits fondamentaux notamment au travail et à la pension de réversion. A cet égard, il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il envisage l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi votée par le Sénat tendant à garantir le droit au travail des retraités militaires.

Air-Inter : délai de remboursement des titres de transport volés.

12868. — 21 juillet 1983. — **M. Daniel Millaud** demande à **M. le ministre des transports** s'il ne juge pas abusive, sinon condamnable car assimilable à une rançon, la pratique constante de la compagnie natio-

nale Air-Inter qui exige un nouveau règlement de ses clients, à qui ont été dérobés leurs titres de transport et qui ont signalé leur disparition plusieurs semaines avant la date effective de leur utilisation. Ce nouveau versement n'est remboursé que plus d'un an après la date d'émission des titres volés dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été utilisés. Or, il apparaît à l'auteur de la question que le titre de transport est un contrat entre la société considérée et une personne nommément désignée. La pratique signalée autorise toutes les négligences de la compagnie incriminée qui doit s'assurer de l'identité des voyageurs qu'elle s'est engagée à transporter. Elle pénalise en outre tout particulièrement les victimes.

Contrôle des véhicules d'occasion.

12869. — 21 juillet 1983. — **M. Raymond Bouvier** attire l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, (consommation,)** sur les accidents qui résultent de la vente de véhicules d'occasion ne possédant pas toutes les garanties de sécurité nécessaires. Il lui demande les mesures qu'elle compte prendre ou qu'elle a prises pour remédier à cette situation et si elle envisage notamment de prévoir un contrôle systématique par un corps de fonctionnaires de l'Etat de tous ces véhicules.

Financement et gestion des établissements d'hospitalisation : discussion devant le Parlement.

12870. — 21 juillet 1983. — Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a récemment rendu public un projet de décret portant application des lois du 31 décembre 1970 et du 19 janvier 1983 relatif au financement et à la gestion des établissements d'hospitalisation. C'est pourquoi, **M. Raymond Bouvier** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les conséquences néfastes qu'entraînerait l'application de ce texte pour le service public hospitalier. Si l'on étudie attentivement le projet, à brève échéance c'est non seulement le principe d'égalité d'accès aux soins pour chaque citoyen mais également la qualité de ces soins et de la médecine française qui seront mis en péril. C'est pourquoi, compte tenu de l'importance du domaine sur lequel intervient ce texte et de ses conséquences, il lui demande que le problème du financement des hôpitaux soit débattu au Parlement à l'occasion de l'examen du projet de loi portant réforme hospitalière et donc qu'aucun texte ne puisse être appliqué avant ce débat.

Maintien des petits commerces en milieu rural.

12871. — 21 juillet 1983. — **M. Kléber Malecot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la rigidité de certaines réglementations qui compromettent les efforts de nombreuses municipalités intervenant pour remédier aux fermetures de petits commerces en milieu rural. Il s'agit souvent pour ces communes, d'une part de prendre en charge la rénovation ou l'aménagement de locaux, d'autre part de sélectionner les candidats intéressés vis à vis desquels elles se garantissent dans un premier temps en jouant sur la durée du bail qu'elles leur consentent. Elles se prémunissent ainsi de l'automatisme de la propriété commerciale qui s'acquiert de droit après une période de deux années révolues. Ces petits commerces ruraux qui ont par nature vocation à offrir de multiples services voient leur rentabilité et même leur viabilité compromises faute de ne pouvoir assurer dans l'immédiat certaines prestations certes accessoires mais indispensables, en raison de la rigidité de certaines dispositions réglementaires dont celles relatives aux licences de tabac. En effet, l'octroi d'une licence est conditionné notamment par la nécessité, pour tout gérant, de justifier d'un contrat de bail lui assurant son maintien dans les lieux pendant une période minimale et dérogatoire de trois ans. Il lui demande qu'en ce domaine la période minimale exigée par l'administration fiscale soit ramenée à moins de deux années ce qui concilierait les garanties légitimes des communes et les chances de succès des opérations qu'elles conduisent.

Prix de vente au détail des tabacs manufacturés : respect du traité de Rome.

12872. — 21 juillet 1983. — **M. Roger Boileau** expose à **M. le ministre de l'économie des finances et du budget** que l'arrêt du 21 juin 1983 de la cour européenne de justice indique que : la République Française, en fixant les prix de vente au détail des tabacs manufacturés à un niveau différent de celui déterminé par les fabricants ou importateurs, a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du traité C.E.E. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre ou de pro-

poser au vote du Parlement notamment dans le cadre du prochain projet de loi de finances pour 1984 pour assurer une juste application dans notre pays des dispositions du traité de Rome.

Elevage laitier : financement en zone de montagne.

12873. — 21 juillet 1983. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si le Gouvernement envisage la mise en œuvre d'un mode de financement spécifique à l'élevage laitier dans les zones de montagne permettant la prise en considération de petits investissements et l'accès à des plans de modernisation adaptés.

Sauvegarde des groupements d'achats.

12874. — 21 juillet 1983. — **M. François Dubanchet** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le cas des groupements d'achats constitués entre commerçants grossistes/détaillants, alliés précieux de l'Etat dans la lutte contre l'inflation et facteurs importants de sauvegarde du petit commerce dans notre pays. Il apparaît qu'un certain nombre de ces centrales font actuellement l'objet de redressements fiscaux, l'administration fiscale n'admettant pas qu'elles puissent déduire de leurs résultats la part des ristournes qu'elles rétrocèdent — sous déduction de leurs frais de fonctionnement et même d'une marge bénéficiaire dont, pourtant, elles seraient disposées à se passer — à leurs adhérents proportionnellement au volume des affaires traitées avec chacun d'eux. Il lui demande si les pouvoirs publics entendent encourager et, en tous cas, sauvegarder l'existence de ces organismes dont le concours, dans le cadre de la lutte contre la hausse des prix, et l'apport pour la défense du petit commerce ne peuvent être niés et, dans l'affirmative, quelles dispositions il envisage de prendre — le cas échéant en se rapprochant de **M. le secrétaire d'Etat au budget** — afin de permettre la survie de ces organismes qui n'ont d'autre raison d'être que de négocier des remises quantitatives au profit de leurs membres et des consommateurs, et emploient un nombre non négligeable de salariés.

Sauvegarde de l'entreprise Montefibre France S.A.

12875. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** pour quelles raisons le Gouvernement n'applique-t-il pas pour la sauvegarde de l'entreprise Montefibre France S.A. les solutions préconisées en 1977 par les dirigeants de l'opposition de l'époque ?

Immigration : doctrine gouvernementale.

12876. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** quelle est la doctrine gouvernementale en matière d'immigration ? L'intégration des immigrés est-elle possible, est-elle souhaitée ?

Chèque-vacances : modifications envisagées.

12877. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme** quelles modifications entend-il apporter à la formule du chèque-vacances ?

T.G.V. : amélioration des services de restauration.

12878. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des transports** quelles dispositions ont été prises par la S.N.C.F. à la suite des études qui ont été menées en vue d'améliorer les services de restauration dans les trains, en particulier, dans le T.G.V. ? Le succès de la technologie ferroviaire ne peut faire oublier l'importance des services secondaires qui contribuent à l'image de marque de la société nationale.

Réforme de la formation des conducteurs : prise en compte des suggestions des organisations syndicales.

12879. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des transports** pour quelles raisons il ne semble pas tenir compte, à l'occasion de la mise au point du projet de réforme de la formation des conducteurs, des suggestions qui lui avaient été présentées par les organisations syndicales regroupant les professionnels ?

Résidence principale : revalorisation des déductibilités fiscales.

12880. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** s'il n'envisage pas de revaloriser les déductibilités fiscales relatives à la résidence principale pour mieux tenir compte de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation des coûts de la construction ?

Simplification des régimes fiscaux de l'épargne : bilan d'études.

12881. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** quel a été le résultat des études qu'il avait engagées en vue de parvenir à une simplification des régimes fiscaux de l'épargne ?

Droits de succession : aménagement du régime.

12882. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** si, au lieu d'envisager une nouvelle progression des droits de succession, il ne croirait pas plus utile de revenir à un régime qui encouragerait les donations-partage et l'adoption de taux dégressif des droits successoraux qui tiendraient compte de l'âge des bénéficiaires d'un héritage ou d'une donation ?

Lutte contre la crise financière.

12883. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** quelles mesures envisage-t-il pour essayer de lutter contre la crise financière qui s'approfondit depuis plusieurs mois dans notre pays ? Longtemps sous-estimée, ses effets seront ressentis durement à la rentrée d'octobre.

Budget 1983 : annulation de dépenses.

12884. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur quels chapitres vont porter les nouvelles annulations de dépenses qui étaient inscrites dans le budget 1983 ?

Progression des intérêts de la dette publique.

12885. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** à combien s'élève, pour les sept premiers mois de l'année, le manque à percevoir qu'entraîne le ralentissement de l'activité économique, sur les ressources fiscales : impôt sur les sociétés, T.V.A., impôt sur le revenu, droits de douane, etc. ? Quelle a été pendant cette période la progression des intérêts de la dette publique ?

Difficultés d'inscription dans certaines facultés.

12886. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** pour quelles raisons cette année encore s'inscrire en université à Paris, Créteil ou Versailles reste une gageure ? Une distribution harmonieuse des places offertes est-elle impossible à réaliser ?

Etablissements scolaires : distribution gratuite de jus de pomme.

12887. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il envisage d'étendre à de nouveaux départements les expériences en cours, de distribution gratuite de jus de pomme dans les établissements scolaires, pré-élémentaires et élémentaires ?

Obligations de service et statut des enseignants du supérieur.

12888. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quels objectifs souhaite atteindre le Gouvernement par l'adoption des deux décrets sur les obligations de service et le statut des enseignants du supérieur ?

Enseignement artistique : recrutement.

12889. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** combien de professionnels envisage-t-il de recruter à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire pour assurer des tranches horaires limitées dans les collèges où la totalité de l'enseignement artistique ne peut être assuré par des enseignants en exercice ?

Recherche — développement : place de la France dans la C.E.E.

12890. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé des affaires européennes** quelle sera la participation de la France à l'action nouvelle que vient de lancer la Communauté européenne en matière de recherche-développement pour renforcer la compétitivité scientifique des pays de la Communauté ?

Equipement en câbles de la capitale.

12891. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de la recherche chargé des P.T.T.** si l'équipement en câbles de la capitale est remis en cause dans son principe ou s'agit-il simplement d'une sanction contre la municipalité accusée par certains d'avoir manqué d'ardeur dans le soutien de l'Exposition universelle de 1989 ?

Montant des subventions accordées aux associations accueillant des objecteurs de conscience.

12892. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports** quel est le montant versé en 1983 des subventions aux associations relevant de son département ministériel et accueillant des objecteurs de conscience ?

Budget 1984 : mesures d'aide à la presse.

12893. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (techniques de la communication)** à la suite des arbitrages rendus par **M. le Président de la République**, quelles seront les mesures d'aide à la presse inscrites dans le projet de budget pour 1984, en particulier, les dispositions de l'article 39 bis seront-elles finalement reconduites ou connaîtront-elles des aménagements ?

Composition des conseils d'administration des offices d'H.L.M.

12894. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** si, dans le cadre de l'article R.421-55 -4° du code de la construction et de l'habitation tel qu'il résulte du décret n° 83-221 du 22 mars 1983 fixant la composition des conseils d'administration des offices d'habitation à loyer modéré, le membre désigné par les organismes collecteurs de la participation des employeurs à la construction peut-être un directeur salarié de C.I.L.

Sauvegarde des groupements d'achats.

12895. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Ceccaldi-Pavard** expose à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** que les commerçants se sont regroupés dans des groupements d'achats pour organiser une action en commun. Ces groupements d'achats, notamment dans le domaine électro-domestique sont des alliés précieux dans la lutte contre l'inflation et la sauvegarde du petit commerce dans notre pays. A la suite des contrôles fiscaux, un certain nombre de ces centrales d'achats font actuellement l'objet de redressements fiscaux, l'administration fiscale n'admettant pas qu'elles puissent déduire de leurs résultats la part des ristournes qu'elles rétrocèdent à leurs adhérents proportionnellement au volume des affaires traitées avec chacun d'eux. Il lui demande si les pouvoirs publics entendent encourager et sauvegarder l'existence de ces organismes, et dans l'affirmative, quelles dispositions il compte prendre

afin de permettre leur survie qui n'ont d'autre raison d'être que de négocier des remises quantitatives au profit de leurs membres et des consommateurs et emploient un nombre non négligeable de salariés.

Sapeurs-pompiers bénévoles : charges sociales.

12896. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les immenses efforts déployés par les sapeurs-pompiers volontaires pour venir en aide aux populations victimes des intempéries successives. Les employeurs de ces sapeurs-pompiers ont cru devoir, à juste titre, maintenir intégralement le salaire de leurs employés, ne tenant nullement compte de leurs absences dues à leurs interventions. Ils ont également été tenus d'acquitter les charges sociales correspondant à ces heures de travail en réalité non effectuées. Aussi lui demande-t-il de lui préciser devant la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouvent de nombreuses entreprises notamment petites et moyennes si le Gouvernement envisage de prévoir une exonération de charges sociales pour les heures de travail consacrées par leurs employés lorsqu'ils sont au service de la collectivité en tant que sapeurs pompiers bénévoles.

Fonctionnement des tribunaux des prisons militaires.

12897. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage de modifier la loi du 27 mars 1926 et le décret du 20 février 1959 relatif au fonctionnement des tribunaux des pensions militaires précisant que soient officiellement validées par tirage au sort les fonctions d'un juge titulaire et de deux juges suppléants afin d'accélérer l'instruction des dossiers en instance et de décharger les actuels juges assesseurs suppléants qui peuvent être quelquefois difficilement disponibles.

Respect de la proportion des emplois réservés.

12898. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à assurer le respect de la proportion des emplois réservés qui doivent être mis à disposition par les entreprises publiques et privées aux mutilés de guerre ou à leurs ayants droit. Il attire tout spécialement son attention sur la nécessité d'assurer le respect des droits de ces personnes tout particulièrement dignes d'intérêt.

Attribution d'une pension aux veufs de guerre.

12899. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il envisage de prendre tendant à ce que la pension concédée aux veuves de guerre puisse être, dans les mêmes conditions, servie aux veufs des femmes combattantes pensionnées, issues de la Résistance ou rescapées des prisons ou encore des camps de concentration.

Taux de la pension des veuves de guerre non remariées.

12900. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à ce que soient respectées les dispositions contenues dans la loi du 30 décembre 1928 s'appliquant à toutes les veuves de guerre et définissant plus particulièrement au travers de l'article L. 49 du code des pensions militaires d'invalidité le taux de la pension de veuves de guerre non remariées, laquelle ne peut être inférieure à la moitié de la pension allouée à un invalide de guerre au taux de 100 p. 100.

Situation des veuves d'anciens combattants non pensionnées.

12901. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à ce que les veuves d'anciens combattants non pension-

nées demeurent ressortissantes de l'office des anciens combattants et victimes de guerre avec tous les droits qui avaient été reconnus à leur mari de son vivant.

Rhône-Alpes : bilan d'études concernant le bâtiment.

12902. — 21 juillet 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de bien vouloir lui préciser quelles sont les conclusions et quelle suite le Gouvernement y a réservé, de deux études réalisées en 1981 pour le compte de son administration, par l'Association pour le développement et la recherche de Grenoble, portant, d'une part sur l'appareil de production du bâtiment et des travaux publics en région Rhône-Alpes et, d'autre part, sur la précarisation de l'emploi dans ce même secteur (chapitre 57-52, actions économiques et professionnelles).

Réforme des établissements d'hospitalisation.

12903. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Chérioux** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)** sur l'état actuel du projet de décret relatif au financement et à la gestion des établissements d'hospitalisation, portant application de l'art. 8 de la loi n° 83-25 du 19 janvier 1983. Une version de ce projet de décret a été soumise récemment aux responsables hospitaliers qui a suscité de vives réactions d'inquiétudes de leur part. En effet, outre que le texte proposé n'introduit en fait qu'une dotation globale limitée et partielle, le dispositif s'il est retenu fera dépendre le budget des établissements des seuls moyens financiers de la sécurité sociale, sans que soient réellement pris en compte les besoins réels des malades. Le projet de décret introduit également une tutelle supplémentaire des caisses de sécurité sociale sur la gestion des hôpitaux, au détriment notamment de leurs conseils d'administration, ce qui n'est pas admissible. Enfin il est à craindre que le système partiel tel qu'il est envisagé n'aboutisse en définitive qu'à un surcroît de procédures administratives, qui ne permette pas sensiblement d'améliorer la gestion des hôpitaux. Le parlementaire soussigné a eu souvent l'occasion de dénoncer les dangers des « budgets-garrots » qui, en étranglant financièrement les établissements, portent finalement atteinte à la qualité des soins offerts aux français. C'est pourquoi il lui demande, compte tenu de l'importance de ce problème, s'il ne serait pas opportun de revoir, avec tous les acteurs du système de santé, la mise en place de cette réforme.

Accès des personnes handicapées à la fonction publique.

12904. — 21 juillet 1983. — **M. Jean Chérioux** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les difficultés d'insertion des handicapés dans la vie professionnelle. Alors que la législation fait obligation aux entreprises de plus de 100 salariés d'employer un certain pourcentage de travailleurs handicapés, l'Etat, qui est pourtant le principal employeur de notre pays, ne semble pas très empressé d'initier une politique d'ouverture dans ce domaine. C'est ainsi que, dernièrement, une étudiante à l'université de Grenoble, maître en sciences physiques, s'est vu refuser l'accès au concours de l'agrégation du fait de son handicap. Or sa compétence, unanimement reconnue, pourrait très utilement être employée dans le cadre de l'enseignement par correspondance. En conséquence, il lui demande quelles dispositions précises il entend prendre d'une part pour apporter une solution à ce cas particulier, d'autre part pour faciliter plus généralement l'accès de la fonction publique aux personnes handicapées.

Scrutins communaux : revalorisation des crédits.

12905. — 21 juillet 1983. — **M. Adrien Gouteyron** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les charges qu'imposent aux communes les scrutins qu'elles ont à préparer et à organiser : élections cantonales, élections aux chambres de commerce et d'industrie, élections aux conseils de prud'hommes, élections aux chambres d'agriculture, élections municipales. Bientôt seront organisées les élections aux chambres de métiers et les élections aux conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale. Bien sûr il ne s'agit pas de contester le principe ni l'intérêt de ces élections, mais de faire remarquer qu'il en résulte pour les élus et leurs collaborateurs un surcroît de travail important et pour les communes des frais qui ne sont pas négligeables alors que les compensations financières attribuées par l'Etat aux communes sont modiques et accordées seulement pour les élections politiques. Il lui demande donc s'il n'envisage pas de les revaloriser de façon substantielle.

Suppression du redoublement de classes : conséquences sur le niveau de l'enseignement.

12906. — 21 juillet 1983. — **M. Adrien Gouteyron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la note de service du 23 décembre 1982 qui prévoit que le redoublement ne peut dorénavant intervenir qu'à la demande de la famille et que cette décision est désormais applicable à l'entrée en classe de 1^{re}. Il lui fait observer que cette note de service est incompatible avec l'article 10 du décret de 1976 qui stipule que le chef d'établissement sur proposition du conseil de classe prononce le passage de l'élève à l'année suivante. Il lui demande s'il ne craint pas que cette décision ait de très fâcheuses conséquences sur le niveau de l'enseignement.

Report des élections des conseils d'administration aux organismes de sécurité sociale.

12907. — 21 juillet 1983. — **M. Louis Souvet** confirme les craintes qu'il avait eu l'honneur d'exposer à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale**, dans sa question orale n° 354, sur la préparation des élections aux conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale. Il remarque au niveau de sa commune, commune dans les communes environnantes qu'il a sondées dans son département : 1° un nombre extrêmement élevé d'erreurs de toutes natures ; 2° un pourcentage important de non inscriptions ; 3° un désintéressement total des allocataires et salariés à la vérification de leur inscription malgré les avis qu'il a placardés dans sa commune et qu'il a portés à la connaissance du public par voie de presse. Il constate que les faits semblent corroborer ses craintes puisqu'il apprend que le Gouvernement aurait décidé de proroger la date des inscriptions de 10 jours, pour donner au maire le temps matériel d'exécuter le travail. Il continue donc à penser qu'un grand nombre d'électeurs potentiels ne seront pas inscrits et lui demande de bien vouloir reconsidérer la date des élections prévue au 19 octobre 1983 pour la reporter soit en fin d'année ou à la fin du premier trimestre 1984, ce qui donnerait la possibilité d'organiser une campagne en faveur des inscriptions.

Difficultés de constitution des listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale.

12908. — 21 juillet 1983. — **M. Louis Souvet** constate dans différentes mairies de son département le travail considérable que nécessite l'élaboration des listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale. Il note qu'en cette période de vacances du personnel, la surcharge de travail occasionnée par la constitution des listes a imposé que certaines mairies rappellent une partie de leur personnel déjà en vacances alors que d'autres ont dû embaucher du personnel à temps partiel. Il note par ailleurs, que le Gouvernement, devant cet état de fait a fait preuve d'impéritie en décidant ces élections dans la précipitation. Il demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** s'il n'envisage pas : 1° d'augmenter la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général (frais d'élections) afin que cette opération ne pèse pas trop lourdement sur les budgets communaux ; 2° de neutraliser à l'avenir les mois de juillet et d'août pour procéder à la constitution des listes électorales.

Financement du congé individuel de formation.

12909. — 21 juillet 1983. — **M. Louis Souvet** appelle l'attention de **M. le ministre de la formation professionnelle** sur les incidences financières de l'application de l'accord signé entre le patronat et les syndicats, le 21 septembre 1982, sur le développement du congé individuel de formation. Il lui rappelle que cet accord prévoit que le financement du congé individuel de formation est assuré par une contribution de 0,10 p. 100 de la masse salariale des entreprises assujetties à l'obligation du 1,1 p. 100 que la gestion des sommes correspondantes est attribuée à des organismes paritaires agréés. Il lui indique qu'un problème grave résulte de ce que le projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue — qui reprend le 0,10 p. 100 indiqué plus haut — ignore les modalités pratiques de financement des congés individuels de formation ayant débuté fin 1982 ou début 1983, avant que ne soient mis effectivement en place les organismes de gestion, qu'en réalité, et dans le souci d'assurer aux salariés la continuité des actions de formation pour lesquels ils étaient demandeurs, les entreprises ont financé le congé individuel correspondant à cette période transitoire, qu'il apparaît dès lors nécessaire que les sommes ainsi avancées par les entreprises viennent en déduction du 0,10 p. 100 prévue pour 1983, dans l'hypothèse vraisemblable de l'adoption du texte sur la formation continue en cours d'élabo-

ration. Il lui demande de bien vouloir insérer dans les dispositions de ce texte un amendement qui garantisse l'imputation des sommes supportées par les entreprises au titre de la formation fin 1982 — début 1983 sur le 0,10 p. 100 dont l'institution est prévue par le projet de loi concernant la formation professionnelle continue.

Copies de baccalauréat : garantie de l'anonymat.

12910. — 21 juillet 1983. — **M. Jacques Chaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les risques de violation de l'anonymat dans la procédure de correction des copies de baccalauréat, qu'entraîne l'inscription du numéro personnel d'identification visible lors de la correction. Il apparaît que ce numéro, propre au candidat, peut être connu facilement, une liste comportant les noms de tous les candidats ainsi que leur numéro d'identification étant affichée sur les portes des salles d'examen et donc accessible à tous. Antérieurement, des numéros étaient effectivement attribués à chaque copie pour permettre l'interclassement mais ceux-ci étaient totalement indépendants des numéros individuels des élèves qui n'apparaissaient jamais aux yeux des correcteurs. Il lui demande s'il n'envisage pas un retour aux dispositions antérieures qui garantissaient beaucoup mieux l'anonymat.

Salariés privés d'emploi entreprenant l'exercice d'une profession libérale : versement d'allocations Assedic.

12911. — 21 juillet 1983. — **M. Pierre Carous** expose à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget**, que la loi n° 80-1035 du 22 décembre 1980 prévoit le versement d'allocations Assedic aux salariés privés d'emploi qui entreprennent, notamment, l'exercice d'une profession libérale. L'instruction administrative n° 513 22-82 du 6 juillet 1982, qui prévoit que les sommes reçues en application de la loi précitée sont taxables à l'impôt sur le revenu avec cependant une possibilité d'étalement prévu par l'article 163 du C.G.I., concerne les salariés qui créent ou reprennent une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, mais semble exclure les professions libérales. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser si les salariés privés d'emploi et qui entreprennent l'exercice d'une profession libérale sont admis à bénéficier des dispositions de l'instruction administrative précitée. Dans la négative, il lui demande de bien vouloir lui donner les raisons qui ont motivé cette exclusion.

Sauvegarde des groupements d'achats.

12912. — 21 juillet 1983. — **M. André Bettencourt** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la situation des groupements d'achats constitués entre commerçants, dont l'administration fiscale n'admet plus qu'ils puissent déduire de leurs résultats les ristournes qu'ils rétrocèdent à leurs adhérents proportionnellement au volume des affaires traitées avec chacun d'eux ; il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour encourager ces organismes qui contribuent efficacement à la sauvegarde des petits commerçants et à la lutte contre l'inflation.

Bibliothèques et médiathèques : formation et recrutement des personnels d'encadrements.

12913. — 21 juillet 1983. — **M. Jean-Marie Girault** attire l'attention de **M. le ministre délégué à la culture** sur le problème suivant qui concerne la formation et le recrutement des personnels d'encadrement (catégorie A) des bibliothèques et médiathèques publiques : Le Gouvernement a marqué sa volonté de développer la lecture publique et d'en faire une des priorités du septennat. L'encadrement des services de la lecture publique est, de fait, actuellement assuré par les conservateurs des bibliothèques (personnels d'Etat) et leur formation est assurée par l'Ecole nationale supérieure des bibliothèques. A l'issue de leur scolarité, ils sont titulaires du diplôme d'études supérieures de bibliothécaire. Le concours de 1982 a permis de nommer les directeurs de bibliothèques centrales de prêt, récemment créées dans les départements qui en étaient jusqu'alors dépourvus, mais n'a pas permis de répondre aux demandes des maires de villes où se trouvent des bibliothèques municipales classées. Présentement, 27 demandes de ceux-ci n'ont pas été satisfaites. Le taux d'encadrement de la lecture publique est dramatiquement bas, tandis que les missions qui sont confiées aux conservateurs de bibliothèques s'accroissent de plus en plus. Par exemple, la formation des personnels subalternes leur est entièrement confiée. En effet, aucun développement ni modernisation des services de la lecture publique ne pourront se faire sans formation des personnels et amélioration de cette formation. Par un

arrêté récent, le Gouvernement a ouvert un concours pour le recrutement de 8 personnes pour l'E.N.S.B. en 1983. Il lui demande, quelles dispositions il compte prendre pour mettre en œuvre la politique qu'il souhaite de la lecture publique, alors que les effectifs d'encadrement sont manifestement insuffisants et que des postes vacants ne sont pas pourvus. Il lui est également demandé, comment les services de coordination liés aux créations de médiathèques régionales pourront se mettre en place dans les prochaines années.

Titularisation de maîtres auxiliaires.

12914. — 21 juillet 1983. — **M. Louis Souvet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'absence cette année de concours de recrutement P.E.P.P. pour les spécialités : peintre en carrosserie, optique lunetterie et métré du bâtiment. Or, il s'avère que cette décision prise pour permettre la résorption de l'auxiliaire pénalise fortement les maîtres auxiliaires qui enseignent dans ces sections. En effet, si ce concours n'est pas rétabli prochainement, ils ne pourront être titularisés qu'après avoir exercé pendant six années à la condition de voir leur poste reconduit à chaque rentrée. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire part des mesures qu'il envisage de prendre pour permettre à ces maîtres auxiliaires d'obtenir leur titularisation sans pour cela être obligés de rester six ans dans l'expectative.

Presse hebdomadaire régionale.

12915. — 21 juillet 1983. — **M. Charles-Edmond Lenglet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la dégradation de la situation de la presse hebdomadaire régionale d'information. Les difficultés qu'elle éprouve sont dues à l'augmentation de ses charges et notamment des tarifs postaux qui ont subi une augmentation de 8 % au 1^{er} juin et en supporteront une autre de 14 % au 1^{er} septembre, ainsi qu'au blocage des prix de vente et de publicité. Compte tenu de la nécessité de maintenir le pluralisme d'expression, condition indispensable à l'exercice de la démocratie, il est indispensable d'aider la presse régionale hebdomadaire d'information à survivre. Il lui demande en conséquence si des dérogations au blocage des tarifs de vente et de publicité pourraient être accordées, notamment aux hebdomadaires régionaux d'information qui n'ont pas augmenté leurs prix en 1982, avant le blocage.

Aides et prêts aux jeunes artisans.

12916. — 21 juillet 1983. — **M. Charles-Edmond Lenglet** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui faire connaître, par métier et par département, le nombre de primes d'installation attribuées aux jeunes artisans au cours de l'année 1982.

Statut des associés d'exploitation.

12917. — 21 juillet 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture**, sur les propositions des organisations agricoles relatives aux aménagements à apporter au statut des associés d'exploitation, tel qu'il découle de la loi n° 73-650 du 13 juillet 1973. Il apparaît que ce statut devrait être ouvert aux personnes autres que parents et enfants, afin de rapprocher les agriculteurs âgés n'ayant pas de successeur et les jeunes à la recherche d'une exploitation. Cet objectif nouveau pourrait être atteint par un contrat à durée déterminée en fonction de l'âge des deux parties, par une promesse de bail de l'aîné au jeune et par des incitations financières, telles que création d'un livret d'épargne spécial. Il aimerait connaître le sentiment ministériel sur l'intérêt des aménagements suggérés et sur les conditions dans lesquels ils pourraient être mis en œuvre.

Conjoints d'artisans et de commerçants : application de la loi.

12918. — 21 juillet 1983. — **M. Marc Becam** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget**, sur la loi créant un statut nouveau pour les conjoints d'artisans et de commerçants dans l'entreprise familiale, votée à l'unanimité, les décrets d'application étant formellement prévus pour le 1^{er} janvier 1983. Cependant il semble que seul le décret sur la maternité ait été publié avec effet rétroactif au 31 décembre 1982. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour la mise en application effective de cette loi.

Fermeture du consulat de France à Cardiff.

12919. — 21 juillet 1983. — **M. Marc Becam** attire l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur l'avenir du commerce extérieur de la Bretagne après la décision de fermer le consulat de France de Cardiff depuis le 1^{er} juillet 1983 et de remplacer le dernier consul de France à ce poste par un consul honoraire. La création de liaison maritime Roscoff-Plymouth il y a dix ans, puis celle des liaisons Saint-Malo/Portsmouth et Roscoff-Cork avaient permis de développer un important courant d'exportation de produits bretons vers les marchés britannique et irlandais et d'attirer dans l'ouest de la France un grand nombre de touristes britanniques. Les entreprises de la région, plus directement en liaison avec cette partie de Grande-Bretagne, risquent d'être affectées par cette décision. Un quotidien de Cardiff a titré, en première page : « Le Pays de Galles perd son contact avec la France ». Les consulats de France les plus proches restent ceux de Londres et de Liverpool. Par contre, la commission des communautés européennes a récemment créé une représentation permanente à Cardiff. En conséquence, il lui demande s'il ne lui apparaît pas nécessaire d'étoffer le consulat de France à Cardiff par la création d'un poste de conseiller commercial de manière à renforcer la pénétration des entreprises françaises dans cette région. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Développement de la « productique ».

12920. — 21 juillet 1983. — **M. Jacques Valade** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les problèmes qui se posent par rapport au développement nécessaire de la productique. En effet, cette mutation qui doit s'effectuer dans l'ensemble de l'industrie manufacturière est la condition d'une plus grande productivité de l'ensemble de l'industrie. En l'état actuel des choses, les entreprises industrielles ne peuvent faire face à ce déficit. Leur capacité d'investissement est au plus faible. Il lui demande, par conséquent, de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre afin que le secteur privé puisse s'équiper en machines « productiques » à des conditions sérieuses et incitatives.

Fabrication de matériel français de « productique ».

12921. — 21 juillet 1983. — **M. Jacques Valade** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur le problème qui se pose, dans le cadre du développement de la « productique » de la fabrication de matériel français. Il ne suffit pas, en effet, de mettre en place des mesures incitatives à l'investissement en ce domaine, si celui-ci doit favoriser les fabrications étrangères. Or, actuellement, l'offre du marché français de la productique est insuffisante, et la pénétration des produits étrangers de plus en plus importante. Il lui demande, par conséquent, de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il envisage afin que les entreprises françaises dans le cadre du développement de la productique, puissent récupérer des parts de marché actuellement acquises à la concurrence étrangère.

Droit au travail des anciens militaires de carrière.

12922. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le rapport final du groupe de travail présidé par **M. le contrôleur général des armées Roqueplo**, lequel a notamment mis l'accent sur le rappel des droits fondamentaux au travail et à la pension de réversion pour les anciens militaires de carrière et leurs veuves. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelle suite le Gouvernement envisage de réserver à ces recommandations particulièrement importantes et notamment s'il compte inscrire à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale la proposition de loi votée à l'unanimité par le Sénat, tendant à garantir le droit au travail des anciens militaires de carrière.

Pommes de terre de consommation : mise en place d'un règlement communautaire.

12923. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de mise en place d'un règlement communautaire en matière de pro-

duction de pommes de terre de consommation propre à assurer une défense satisfaisante des cours notamment par un dégageant concerté des excédents communautaires.

Abolition de la taxe B.A.P.S.A. sur les betteraves.

12924. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser si le gouvernement envisage d'abolir la taxe B.A.P.S.A. sur les betteraves, laquelle conduit en 1982-1983 à une diminution de la recette par hectare voisine de 500 F pour les producteurs.

Développement des carburants de substitution.

12925. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait qu'aucun effort fiscal n'a été engagé par le gouvernement pour permettre une production rentable d'éthanol-carburant. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures le gouvernement envisage de prendre tendant à réaliser des objectifs de production de carburants de substitution.

Diminution des coûts de la production betteravière.

12926. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser quelles actions concrètes le gouvernement envisage de mener sur les coûts de production betteravière que ce soit notamment par la fixation du prix du gaz servant à la fabrication d'engrais azotés par la détaxation du fuel-oil domestique, par l'abaissement des taux d'intérêt ou le développement de l'aide fiscale aux investissements.

Revalorisation des catégories C et D de la fonction publique.

12927. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (Fonction publique et réformes administratives)** sur les préoccupations exprimées par les responsables des organisations syndicales libres et les plus représentatives de la Fonction publique à l'égard de la politique salariale menée par le Gouvernement dans la Fonction publique, dont les conséquences se traduisent par une perte sans précédent du pouvoir d'achat des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales. Par ailleurs, le gouvernement ne semble toujours pas avoir réuni les organisations syndicales pour décider de l'ampleur de la revalorisation des catégories C et D de la Fonction publique, conformément à l'accord salarial ratifié en début d'année 1983. Les crédits étant disponibles, il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures de revalorisation de ces catégories C et D à partir des conclusions du groupe de travail qui avait été chargé d'examiner ce problème.

Couverture sociale des agriculteurs.

12928. — 21 juillet 1983. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur les préoccupations exprimées par un certain nombre d'agriculteurs, victimes d'accident du travail, pour lesquels ont été retenus des taux d'invalidité supérieure à 40 %. Les avantages fiscaux accordés aux invalides, aux pensionnés et aux handicapés, notamment en matière d'impôts sur le revenu, ne peuvent être accordés à ces personnes à partir du moment où elles bénéficient également d'une rente pour accident du travail d'au moins 40 %. Or, les agriculteurs ne peuvent prétendre à ce type de rente s'ils cotisent à une assurance complémentaire non obligatoire. De ce fait, un très grand nombre d'agriculteurs, soit par ignorance, soit par impossibilité pécuniaire ne sont pas assurés contre ce type de risque. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir envisager une interprétation plus libérale de l'avantage fiscal, ci-dessus énoncé, en autorisant ses services extérieurs à faire bénéficier les agriculteurs, victimes d'une invalidité à plus de 40 % néanmoins non titulaires de rente, des avantages fiscaux prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

*Retrait d'une publication intitulée
« L'Eté français ».*

12929. — 21 juillet 1983. — **M. Jean-Marie Rausch** attire l'attention de **M. le ministre délégué à la culture** sur la publication d'un document intitulé « L'Eté Français » présentant pour chaque région les éléments de leur patrimoine artistique. Il souhaiterait savoir dans quelles conditions cette plaquette a été élaborée, car ses défauts sont d'une telle gravité qu'ils engagent directement la responsabilité du ministère de la culture. En effet, les sept cartes de la Lorraine qui constituent l'essentiel du document sont une offense à « cette terre ravagée par les invasions mais toujours aprement défendue » selon les termes mêmes de la présentation du document. Car c'est à une mutilation supplémentaire que la Lorraine est soumise, puisque toute la région de Bitche a purement et simplement été gommée des sept cartes, soit au total soixante communes dont la sous-préfecture de Sarreguemines. L'image culturelle de la Lorraine n'avait pas besoin d'un tel amoindrissement au moment même où une crise économique la frappe de plein fouet. D'autre part, la ville de Freyming-Merlebach a été située en Sarre et Metz est localisée à 20 km à l'est de l'autoroute A31. Ces erreurs, ces oublis, ces errements auraient été évités si les collectivités publiques intéressées, villes, départements, régions, avaient été consultées. Il n'en a rien été au moment même où le Gouvernement prône la décentralisation. Il lui demande « pour réparer des ans l'irréparable outrage » de retirer de la circulation, dans les meilleurs délais, les documents concernant la Lorraine. Qu'il en soit donné acte au sénateur-maire de Metz, président de la région Lorraine.

*Baisse d'activités de centrales électriques :
conséquences sur l'emploi.*

12930. — 21 juillet 1983. — **M. Paul Seramy**, attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les conséquences multiples du déclassement accéléré prévu dans de nombreuses centrales

électriques en région Ile-de-France. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si des sursis à la baisse d'activités de ces centrales ont été envisagées pour faire cas des problèmes d'emploi et de fiscalité locale que des déclassements notamment en Seine-et-Marne provoqueraient inéluctablement.

Aide judiciaire : lenteur des dossiers.

12931. — 21 juillet 1983. — **Mme Marie-Claude Beaudeau** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la lenteur des traitements des dossiers de demande d'aide judiciaire au Tribunal de grande instance de Pontoise. Les délais moyens sont de 6 mois. Aussi elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation tout à fait anormale.

*Conjoints de commerçants et d'artisans :
application de la loi.*

12932. — 21 juillet 1983. — **M. Charles-Edmond Lenglet** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le fait que la loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 créant un statut nouveau en faveur des conjoints de commerçants et d'artisans prévoyait que quatre décrets seraient publiés avant le premier janvier 1983. Or, les catégories professionnelles concernées s'inquiètent que seulement deux décrets ont été publiés à ce jour et que la loi ne peut donc être appliquée dans son intégralité. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser à quelle date seront promulgués les décrets d'application qui restent à paraître.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Circuits intégrés et fibres optiques : accords avec le Japon.

3811. — 12 janvier 1982. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** quels accords ont été passés avec le Japon pour le développement de la technologie nipponne des circuits intégrés à grande échelle et des fibres optiques.

Réponse. — Le seul accord passé avec le Japon dans le domaine des circuits intégrés concerne les microprocesseurs 4 bits, avec pour partenaires Matra-Harris semiconducteurs et Nippon Electric Company. Sur le plan technique, l'accord porte sur le transfert à M.H.S. des compétences de N.E.C. en matière de conception et de masques pour la fabrication des circuits. En outre, il est prévu que M.H.S. aura la charge du développement de ces circuits. Sur le plan commercial, l'accord prévoit la possibilité pour M.H.S. de diffuser les produits de N.E.C., cette prestation devant permettre de diminuer les redevances dues par M.H.S. au titre de l'accord. Dans le domaine des fibres optiques, il ressort de l'enquête menée par les services du ministère de l'industrie et de la recherche qu'aucun accord n'a été signé à ce jour avec des firmes japonaises.

« Lettre de Matignon » : financement.

4560. — 25 février 1982. — **M. Jean Francou**, prenant acte de la réalisation et de la diffusion de la « Lettre de Matignon », demande à **M. le Premier ministre** : 1^{er} sur quel chapitre budgétaire sont imputés les crédits nécessaires à l'impression et à la diffusion de ce document ; 2^e quel est le montant total des crédits engagés pour cette action ; 3^e pourquoi, lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1982, le Gouvernement n'a pas cru bon d'informer le Parlement de ce dossier ; 4^e pourquoi cette réalisation est financièrement à la charge totale des contribuables sans possibilité d'abonnement ; 5^e s'il n'envisage pas, dans le souci du nécessaire dialogue démocratique que le Gouvernement prétend souhaiter, d'ouvrir aux formations politiques de l'opposition (aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat), la possibilité de faire connaître leur point de vue dans une page réservée à cet effet.

« Lettre de Matignon » : financement.

9096. — 19 novembre 1982. — **M. Jean Francou** rappelle à **M. le Premier ministre** sa question écrite n° 4560 du 25 février 1982 malencontreusement restée sans réponse. Il lui demande de bien vouloir lui préciser : « 1^{er} sous quel chapitre budgétaire sont imputés les crédits nécessaires à l'impression et à la diffusion de la « Lettre de Matignon » ; 2^e quel est le montant total des crédits engagés pour cette action ; 3^e pourquoi, lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1982, le Gouvernement n'a pas cru bon d'informer le Parlement de ce dossier ; 4^e pour quelle raison cette réalisation est financièrement à la charge totale du contribuable sans possibilité d'abonnement ; 5^e s'il n'envisage pas, dans le souci du nécessaire dialogue démocratique, que le Gouvernement prétend souhaiter d'ouvrir aux formations politiques de l'opposition, notamment aux groupes parlementaires représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat, la possibilité de faire connaître leur point de vue dans une page réservée à cet effet.

Réponse. — Jusqu'au début de l'année 1982, le service d'information et de diffusion assurait la diffusion de 6 types de publications : Actualités-Service ; Actualités-Documents ; Le Point sur... ; Réponses ; Argumentaires et Références ; Dossier permanent d'information sur l'action du Gouvernement. Dans un souci de simplification et d'efficacité, il a été décidé de réduire le nombre de ces publications à 3 : La Lettre de Matignon ; Les dossiers de l'action gouvernementale ; Le Répertoire permanent sur la politique gouvernementale. Cette remise en ordre a été décidée au début de l'année 1982, en fonction des crédits alloués au S.I.D. pour assurer son fonctionnement sur le chapitre 37-02 « Dépenses diverses du service d'information et de diffusion » du budget des services généraux du Premier ministre. S'agissant d'une décision prise postérieurement au vote du budget, dans le cadre du fonctionnement nor-

mal du S.I.D., et conformément au rôle qui est assigné à ce service par le décret du 6 février 1976, il n'y avait pas lieu d'en référer spécialement au Parlement. Le coût de l'impression et de la diffusion de la Lettre de Matignon est de 4 500 000 francs environ en année pleine. Compte tenu de la hausse générale des prix, d'une part, et de l'augmentation importante des tarifs postaux applicables aux publications administratives intervenue en février 1982, cette dépense est du même ordre que celles qu'entraînaient les 4 publications que remplace la Lettre de Matignon. La gratuité étant traditionnellement la règle pour les publications émanant du Premier ministre et destinées à apporter l'information sur l'action des pouvoirs publics, il n'y avait pas lieu de déroger à cette règle pour la Lettre de Matignon. Enfin, il faut souligner que l'objectif de cette publication est de fournir une information sur les activités et les projets du Gouvernement. Il ne s'agit pas d'un organe de débat — débat qui se déroule institutionnellement dans le cadre de la discussion des textes législatifs. Il est en tout état de cause loisible à chacune des deux assemblées de se doter des organes d'information et d'expression qu'elle souhaite.

S.N.C.F. : éventualité d'une décentralisation.

9784. — 13 janvier 1983. — **M. Michel Giraud** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire**, s'il est bien exact, ainsi que la presse nationale s'en est fait l'écho à diverses reprises, que le Gouvernement s'apprête à décentraliser une partie importante des services de la S.N.C.F. sur la ville de Lyon. Il attire son attention sur les conséquences considérables que risque d'avoir sur l'emploi dans la région d'Ile-de-France une telle décision et lui demande quelles dispositions il entend prendre pour compenser en Ile-de-France les emplois qui, à la suite de cette décision, seraient ainsi supprimés. Il serait à craindre, en effet, que dans le cas où aucune disposition n'aurait été envisagée en ce sens, cette nouvelle formule de l'aménagement du territoire, qui consiste à ôter des emplois en certaines régions de France où ils sont indispensables pour en créer d'autres ailleurs, ne résolve en aucune façon le problème crucial du chômage et risque, au contraire, de l'aggraver. Cette conception de l'aménagement du territoire n'aboutirait-elle pas, en fait, à réaliser un regrettable démantèlement du territoire. (*Question transmise à M. le Premier ministre*)

Réponse. — La décentralisation de la S.N.C.F. sur Lyon, a été décidée par le Gouvernement en 1978. Elle venait en contrepartie d'un accroissement des effectifs des services centraux à Paris, et concernait à l'époque le service des approvisionnements, soit 650 emplois. Cette décision a rencontré quelques difficultés dans sa mise en œuvre, à la suite d'une insuffisante concertation avec les personnels concernés. Aussi le Gouvernement, lors du comité interministériel d'aménagement du territoire du 19 novembre 1981, avait engagé une nouvelle étude du dossier. Après un réexamen réalisé en concertation avec le personnel concerné, la S.N.C.F. a présenté de nouvelles propositions. Aussi, le comité interministériel d'aménagement du territoire du 20 décembre 1982, a approuvé les opérations suivantes : la création d'un centre informatique de 300 personnes et le transfert de 350 personnes des services des approvisionnements dont le directeur du service ; la décentralisation des agents du service des approvisionnements se fera comme cela a été décidé au C.I.A.T. du 19 novembre 1981, sur la base du volontariat individuel. En ce qui concerne le centre informatique, il s'agit de la création d'un service nouveau.

Fonction publique : réformes.

10929. — 31 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures prendra-t-il cette année pour essayer de rattraper le retard pris dans les réformes catégorielles entreprises dans la fonction publique.

Réponse. — La suspension en 1976 de toutes les réformes catégorielles, plus connue sous le vocable de « pause catégorielle », a en effet introduit un certain retard dans la mise en œuvre de transformation

nécessaires. Avec la réforme du statut des instituteurs, concernant un corps de plus de 300 000 fonctionnaires et 133 000 retraités, avec les mesures prises en ce qui concerne les gardiens de musées et les personnels de la recherche, le Gouvernement a montré qu'il entendait réaliser les réformes catégorielles les plus urgentes s'inscrivant dans l'effort d'adaptation de l'administration à ses tâches. En même temps et conformément à ses objectifs d'amélioration à terme de la situation des personnels les plus modestes, le Gouvernement se préoccupe de la réforme des carrières des catégories situées au bas de la grille indiciaire des traitements. A cet égard, le rapport qui a été remis au secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, en application du point 9 du relevé de conclusions établi à l'issue des négociations salariales pour 1983, est actuellement à l'étude.

Ordre du Mérite du sang : attribution et port de l'insigne.

11329. — 21 avril 1983. — **M. Jean-Marie Rausch** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'immense embarras dans lequel se trouvent les responsables d'associations de donneurs de sang à la suite de deux réponses tout à fait contradictoires qui ont été apportées à la seule et même question, à savoir l'interprétation qu'il y a lieu de donner aux dispositions contenues dans le décret n° 81.1103 du 4 décembre 1981 relatif à la création, la collation et le port de certaines décorations et grades honorifiques. Les responsables d'associations de donneurs de sang bénévoles craignent, à juste titre, que ce décret mette hors la loi toute distinction autre que la Légion d'honneur ou l'ordre du Mérite, interdisant de ce fait l'attribution et le port de l'ordre du Mérite du sang dans sa forme actuelle. Une réponse émanant de M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice, à une question écrite du 27 septembre 1982 (Assemblée nationale 20.423) apporte tous les apaisements nécessaires dans la mesure où il est indiqué que ces dispositions n'étant pas rétroactives, les titres créés et attribués avant le 4 décembre 1981 par les ordres et confréries existants, tels l'ordre du Mérite du sang, ne se trouvent pas remis en cause. Par contre, une lettre adressée à un autre membre de l'Assemblée nationale par l'ancien ministre de la santé, en date du 20 décembre 1982, précise que les associations de donneurs de sang ne peuvent plus attribuer de décorations du type des Mérites du sang ressemblant à l'ordre national du Mérite et qu'il est interdit aux bénéficiaires de ces décorations de les porter. Aussi lui demande-t-il, dans le cadre de la coordination de la politique gouvernementale, de bien vouloir lui préciser quelle interprétation doit être faite du décret sus mentionné, souhaitant pour sa part que les associations de donneurs de sang bénévoles puissent continuer à attribuer leurs décorations du Mérite du sang et reconnaître ainsi le dévouement particulièrement précieux des donneurs de sang.

Réponse. — L'article R. 171 du code de la légion d'honneur et de la médaille militaire interdit la création ou la collation par des personnes privées de décorations ou insignes de distinctions honorifiques présentant une ressemblance avec des décorations ou insignes conférés par l'Etat. Il en est de même pour la création ou l'attribution de grades ou de dignités présentant une ressemblance avec les grades et dignités conférés par l'Etat. Ces dispositions nouvelles sont applicables depuis l'entrée en vigueur du décret n° 81-1103 du 4 décembre 1981 et ne sont pas rétroactives. Il en résulte que les créations et attributions de grades, dignités et insignes, intervenues antérieurement, ne se trouvent pas remises en cause ; tel est le sens de la réponse du garde des sceaux à la question écrite n° 20423 posée par M. Mellick. A l'inverse, il est évident que les nouvelles créations et attributions sont désormais interdites dès lors que les décorations ou insignes présenteraient une ressemblance avec les décorations ou insignes conférés par l'Etat ou que, par leur dénomination, les grades ou dignités présenteraient une ressemblance avec les grades ou dignités conférés par l'Etat. De même, l'article 5 172 du même code interdit désormais le port public des insignes, rubans ou rosettes présentant une ressemblance avec ceux des décorations conférés par l'Etat. Peu importe, à ce sujet, que l'insigne, le ruban ou la rosette se rapporte à une distinction honorifique créée et attribuée avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions. Tel est le sens de la lettre, mentionnée par l'honorable parlementaire, qui a été adressée le 20 décembre 1982 par le ministre de la santé à un membre de l'assemblée nationale. Il n'existe en conséquence aucune contradiction dans les indications qui ont été fournies à ce sujet par deux membres du Gouvernement. Il convient d'observer, enfin, qu'il appartient aux seules juridictions pénales de dire, dans chaque cas particulier, s'il existe bien le risque de confusion exigé par les textes pour caractériser la contrevention. Sous cette réserve, il peut être recommandé aux associations intéressées, qui auraient un doute sur ce point, de procéder d'elles-mêmes aux modifications utiles des insignes ou des dénominations des grades ou dignités en ce qui concerne les distinctions honorifiques qu'elles entendent décerner.

« Documentation française » : entorses à sa neutralité politique.

12087. — 2 juin 1983. — **M. Maurice Schumann** expose à **M. le Premier ministre** que la Documentation française a récemment publié 2 brochures intitulées « La Fonction publique en 1981 » et « La Fonction

publique en 1982 », toutes deux rédigées par le ministère de la fonction publique et des réformes administratives. Il apparaît immédiatement à la lecture de ces 2 brochures, que la première d'entre elle tient plus de l'argumentation et du libellé politique que du document de référence et d'information, conformément à la tradition de la Documentation française, et que la seconde n'est rien d'autre que la panégyrique de la politique suivie par le Gouvernement depuis 2 ans en la matière. Aussi lui demande-t-il s'il n'estime pas qu'en autorisant la publication de tels ouvrages, il a dérogé à la tradition de la Documentation française et contrevenu aux statuts de cette administration tenue, aux termes du décret du 6 février 1976 à la stricte neutralité et impartialité politique.

Réponse. — Le décret n° 76-125 du 6 février 1976 relatif aux attributions de la direction de la documentation française, fait obligation à cette direction d'agir comme éditeur pour le compte d'administration et d'organismes publics (art. 1^{er} — alinéa 6). C'est donc dans le cadre de ses attributions que la documentation française a édité les rapports annuels de la fonction publique pour 1981 et 1982, ces derniers ayant été réalisés par le ministère de la fonction publique et des réformes administratives pour le conseil supérieur de la fonction publique.

Environnement et qualité de la vie.

Espèces végétales menacées (étude).

10580. — 10 mars 1983. — **M. Roger Boileau** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (environnement et qualité de la vie)** de bien vouloir lui préciser quelles sont les conclusions, et quelle suite le Gouvernement envisage d'y réserver, d'une étude réalisée en 1981 pour le compte de son administration par l'association des amis des jardins botaniques de la ville et de l'université de Nancy (Villers-les-Nancy) portant sur les espèces végétales menacées du Nord-Est de la France (chapitre 34-50, études générales).

Réponse. — L'étude confiée en 1980 à l'association des amis des jardins botaniques de Nancy relative à l'inventaire des plantes vasculaires menacées dans l'est de la France a permis de localiser les stations de ces espèces, de préciser les raisons justifiant leur classement parmi les espèces menacées et d'établir une hiérarchie des zones à protéger. Cette étude permettra de préciser l'arrêté fixant la liste des espèces végétales protégées notamment au niveau de l'établissement de listes régionales, qui pourront elles-mêmes aboutir à la protection des milieux renfermant ces espèces, notamment par la procédure des arrêtés préfectoraux dits de biotope.

Contrôle de la pollution atmosphérique.

11785. — 19 mai 1983. — **M. Francis Palmero** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (environnement et qualité de la vie)** si, à l'exemple du réseau A.I.R.M.A.R.A.I.X. de la région marseillaise pour le contrôle de la pollution atmosphérique, l'agence pour la qualité de l'air peut aider le département des Alpes-Maritimes, soumis aux influences venant d'au delà la frontière, à créer les stations de mesure et de quelle façon, ce qui permettrait certainement de contredire les renseignements récemment publiés sur la pollution de Nice.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie considère, comme l'honorable parlementaire, qu'il est opportun de doter l'agglomération niçoise d'un réseau de surveillance de la pollution de l'air en raison notamment de l'importance de la population de cette agglomération et de l'existence de risques potentiels de pollution de l'air par la circulation automobile ou par les activités industrielles avoisinantes. Comme le fait par ailleurs remarquer l'honorable parlementaire il entre dans les missions de l'agence pour la qualité de l'air — établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du secrétariat d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie — telles qu'elles sont fixées par la loi, de renforcer la surveillance de la qualité de l'air en France. C'est pourquoi, l'agence a décidé en juin 1982 le principe de sa participation financière à la mise en place du réseau de l'agglomération niçoise, les autres participations financières devant être apportées notamment par les collectivités territoriales concernées, comme le département des Alpes-Maritimes ou la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. A cet égard, à la demande de l'agence, la région étudie actuellement, dans le cadre de ses travaux sur la préparation du IX^e Plan, le principe et le montant de sa participation financière ; la décision de la région devrait intervenir prochainement. L'exploitation du futur réseau sera normalement assurée par une association analogue à l'association Airmaria, c'est-à-dire par une association réunissant en particulier les élus locaux, les industriels et l'administration suivant le principe retenu pour la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'air.

Fonction publique et réformes administratives.*Disponibilité ou congé pour formation :
situation des agents de l'Etat.*

11706. — 12 mai 1983. — **M. Germain Authie** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, (fonction publique et réformes administratives)** sur le fait que les agents d'Etat ne peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité ou congé pour formation qu'après un délai de douze mois lorsqu'ils ont auparavant obtenu l'autorisation d'interrompre leur service normal pour préparer un examen ou un concours administratif. Et ce délai de douze mois court à partir de la fin du cycle de préparation. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de supprimer ce long délai d'attente étant donné qu'absolument aucun délai n'est exigé, ni entre un envoi en formation à l'initiative de l'administration et une demande de disponibilité ou congé pour formation formulée par l'agent, ni entre deux disponibilités ou congés pour formation. L'assouplissement souhaité paraît d'autant plus justifié qu'il irait dans le sens de l'équité et qu'il n'aurait qu'une incidence très limitée sur les conditions et moyens de fonctionnement des services publics en raison de sa réelle portée pratique.

Réponse. — La réglementation applicable, en matière de formation professionnelle, aux fonctionnaires, aux agents non titulaires et aux ouvriers de l'Etat est fixée respectivement par les décrets n° 73-563 du 27 juin 1973 modifié, n° 75-205 du 26 mars 1975 modifié et n° 81-334 du 7 avril 1981. Les actions de formation prévues par ces textes se répartissent en trois catégories : actions organisées par les administrations pour la formation professionnelle de leurs agents, actions choisies par les agents pour leur formation personnelle, actions offertes ou agréées par l'administration en vue de la préparation aux concours administratifs. Il n'est exigé aucune durée de service effectif entre plusieurs actions de formation relevant des deux premières catégories. En effet, dans un cas, l'administration doit pouvoir conserver la liberté d'appréciation de la nature et du calendrier des formations dispensées, dans l'autre cas l'agent doit pouvoir répartir son effort de formation personnelle comme il l'entend dans les limites du droit à une durée totale de trois ans de disponibilité ou de congé pour formation. En revanche, les décrets précités prévoient qu'un agent ayant bénéficié d'une autorisation d'absence pour participer à une action de préparation aux concours ne peut obtenir une mise en congé ou en disponibilité pour formation dans les douze mois qui suivent la fin de l'action pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Cette contrainte s'explique par le fait qu'il n'est pas toujours possible de satisfaire toutes les demandes de disponibilité ou de congé pour formation, dont le nombre doit rester compatible avec la bonne marche du service et la situation des crédits de chaque administration. Il semble donc, dans ce cas, plus équitable de les accorder en priorité à ceux qui n'ont pas obtenu de facilités de service au cours de l'année précédente, et ce d'autant que la durée de la période pendant laquelle les agents peuvent disposer de ces facilités a été portée de 1 à 2 ans par les décrets n° 81-339 et n° 81-340 du 7 avril 1981. Les différences signalées par l'honorable parlementaire sont donc justifiées et il n'est pas envisagé de modifier la réglementation sur ce point.

Indemnité de résidence : suppression des abattements de zone.

12044. — 2 juin 1983. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement envisage la suppression des abattements de zones actuellement en vigueur par l'intégration de la totalité de l'indemnité de résidence dans le traitement des fonctionnaires.

Réponse. — Le Gouvernement souhaite poursuivre la politique d'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base des fonctionnaires qui a déjà permis l'intégration de 16 points entre 1968 et 1982, dont un point au 1^{er} novembre 1982. Cette politique répond au double objectif de tendre vers la suppression d'une indemnité très contestée et de revaloriser plus rapidement les retraites. Le relevé de conclusions établi à l'issue des négociations salariales pour l'année 1983, prévoit l'incorporation d'un nouveau point au 1^{er} novembre 1983 ; les taux restant en vigueur seront alors de 3 p. 100 dans la zone 0 et de 1 p. 100 dans la zone 1.

Fonction publique : revalorisation des pensions de réversion.

12211. — 16 juin 1983. — **M. Louis Jung** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** sur les préoccupations exprimées par les retraités de la police nationale. Ceux-ci comprennent, en effet, difficilement que le Gouvernement ait cru devoir à juste titre porter de 50 à 52 p. 100 le taux de réversion des pensions servies aux veuves relevant du régime général et d'un certain nombre d'autres régimes alors que le taux

de réversion des pensions pour les veuves de fonctionnaires et assimilés demeure fixé à 50 p. 100. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage de proposer au vote du Parlement un calendrier de revalorisation du taux de réversion des pensions servies aux veuves de la fonction publique afin de porter ce taux à 60 p. 100 dans les meilleurs délais et l'institution d'un plancher minimum équivalant au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Réponse. — Le Gouvernement a effectivement décidé un relèvement de 50 à 52 p. 100 du taux de la pension de réversion pour le régime général et les régimes légaux alignés sur celui-ci. L'application d'une mesure analogue aux retraités relevant du code des pensions civiles et militaires étant de nature à entraîner une dépense supplémentaire très importante à la charge du budget de l'Etat, il est apparu nécessaire de procéder à un examen approfondi de ce problème en concertation avec les différents départements ministériels susceptibles d'être concernés. A l'issue de cet examen, qui a donné lieu à une étude comparative des avantages de réversion perçus au titre des différents régimes, il a été décidé d'accorder la priorité au relèvement du taux concernant les seuls régimes général et assimilés. Il est cependant rappelé qu'en ce qui concerne les pensions de réversion de faible montant, l'article 85 de la loi n° 80-30 du 18 janvier 1980 a prévu que celles-ci ne peuvent être inférieures à la somme totale formée par le cumul de l'allocation servie aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, quelle que soit la date de leur liquidation.

AFFAIRES EUROPEENNES*Election des membres du Parlement européen : droit de vote.*

11349. — 21 avril 1983. — **M. Charles de Cuttoli** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé des affaires européennes**, sur les dispositions de l'article 5 du « projet d'un acte portant adoption de certaines dispositions d'une procédure électorale uniforme pour l'élection des membres du Parlement européen » adopté par l'assemblée des communautés le 10 mars 1982 (J.O. C.E. n° C 87 du 5 avril 1982). Ce texte aurait pour effet de priver les français établis hors des Etats membres de leur droit de participer à l'élection de l'assemblée des communautés européennes. Or, la France accorde ce droit de vote à ses nationaux expatriés même hors des Etats membres (loi n° 77-729 du 7 juillet 1977, art. 23). Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la position officielle du Gouvernement français dans ce domaine. Il lui demande également de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il entend prendre pour maintenir les droits civiques de nos compatriotes établis hors des Etats membres de la C.E.E. dans l'hypothèse où le conseil parviendrait à un accord sur une procédure électorale uniforme.

Réponse. — Le Gouvernement est en mesure de rassurer l'honorable parlementaire. En effet, lors de l'examen de la résolution du Parlement européen dont il est fait état le Gouvernement français a demandé que nos ressortissants établis en dehors des Etats membres de la C.E.E. puissent voter aux prochaines élections européennes, dans les mêmes conditions qu'en 1979. Cette requête a été acceptée sans difficultés par nos partenaires. Cependant le projet de procédure électorale uniforme n'a pas abouti et lors de sa session des 24 et 25 mai, le conseil a dû constater qu'il n'était pas possible d'instituer dans les Etats membres un mode unique de scrutin pour les élections des 14-17 juin 1984. En conséquence, les Etats membres organiseront les élections de 1984 sur la base des dispositions nationales et communautaires existantes (acte du 20 septembre 1976). En ce qui concerne la France, la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 reste applicable et les français établis hors de France pourront participer comme en 1979 aux élections européennes. Certes, le conseil a adopté une déclaration dans laquelle il s'engage à reprendre l'effort d'harmonisation dans la perspective des élections de 1989 et le moment venu, on peut prévoir que l'examen du projet de procédure électorale uniforme reprendra dans les instances communautaires. Le Gouvernement français veillera alors, comme il l'a fait jusqu'à présent, à ce que tous les Français de l'étranger, qu'ils soient établis dans les autres Etats membres de la communauté ou en dehors de ceux-ci, puissent participer aux élections européennes dans les mêmes conditions que les français résidant sur le territoire national.

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE*I. V. G. : remboursement par la sécurité sociale.*

5326. — 13 avril 1982. — **M. Serge Mathieu** demande à **M. le ministre de la santé** s'il est exact que soit prochainement autorisé le remboursement à 70 p. 100 des dépenses afférentes à l'interruption volontaire de la grossesse. Il appelle son attention sur le fait qu'une telle mesure, qui revient en fait à encourager l'avortement, paraît incompatible avec les dispositions des articles L. 645 à L. 650 du code de la santé publique qui

répriment toute provocation à celui-ci. (*Question transmise à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale*)

Réponse. — Le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ne pouvait intervenir qu'après promulgation d'une loi. Le Gouvernement a préparé ce projet que le Parlement a débattu et adopté. Aux termes de ce texte, les établissements pratiquant l'interruption volontaire de grossesse seront remboursés par les caisses de sécurité sociale, un ticket modérateur restant à la charge des intéressées. Mais l'interruption volontaire de grossesse n'a pas le caractère thérapeutique d'un acte médical ordinaire : sa spécificité justifie donc le recours à un mode de financement différent ; c'est pourquoi l'Etat assurera le financement de cette mesure en procédant à des versements globaux aux régimes de sécurité sociale.

Vaccination anti-grippale.

10398. — 3 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** s'il compte publier à la fin de l'hiver les résultats de la campagne de vaccination anti-grippale qu'il a envisagée en faveur des personnes âgées.

Réponse. — Le Gouvernement n'a pas d'objection à la publication des résultats de la vaccination antigrippale qui ont déjà fait l'objet d'un examen des partenaires sociaux dans le cadre de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et l'association Premutam, organisme regroupant la Mutualité française et la Caisse nationale d'assurance-maladie. Pour 3 millions de personnes âgées de 75 ans et plus, des négociations avec les laboratoires producteurs avaient conduit à retenir la fabrication de 1 million de doses. Les prises en charge ont été de 1 002 415, pour une dépense de 40 mf, dont 3/4 à la charge du régime et 1/4 à celle de l'association. Cette campagne a mis en évidence les éléments qui pourraient permettre lors de son renouvellement d'atteindre environ 1 300 000 personnes âgées de plus de 75 ans. Le ministère approfondit maintenant les bilans épidémiologiques et sanitaires de cette opération.

Retraite des femmes.

10401. — 3 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi**, combien de femmes, d'après les statistiques de ses services, peuvent éventuellement remplir les conditions pour l'obtention de la retraite à soixante ans. (*Question transmise à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale*)

Réponse. — Chaque année, 120 000 femmes atteignent l'âge de 60 ans avec une durée de carrière professionnelle de 37,5 années au moins et des droits liquidables au régime général.

Rhône : cotisations d'allocations familiales des commerçants.

10901. — 31 mars 1983. — **M. Pierre Vallon** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le très vif mécontentement exprimé par les commerçants et artisans du Rhône à la suite de l'appel des cotisations d'allocations familiales qui leur a récemment été adressé. Ils constatent en effet que le mode de calcul des cotisations entraîne une augmentation plus lourde pour les plus modestes d'entre eux, que le décret d'application du 27 décembre 1982 a entraîné une révision de leurs cotisations pour l'ensemble du quatrième trimestre de cette même année et que les pénalités de retard seront accrues. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre, tendant à rapporter ces décisions particulièrement préjudiciables à la trésorerie déjà préoccupante des petits artisans et commerçants du département du Rhône. (*Question transmise à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale*)

Réponse. — C'est dans le cadre du plan de financement de la sécurité sociale que le Gouvernement a décidé, lors du conseil des ministres du 10 novembre 1981, d'aligner en deux années les conditions du financement des prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants avec celles des prestations servies aux salariés : en effet, les prestations familiales légales servies à l'ensemble de la population sont elles-mêmes totalement alignées depuis la création au 1^{er} janvier 1978 du complément familial. Il est donc équitable que les cotisations soient alignées en conséquence. Une première étape s'est accomplie en ce sens en 1982, puisque les cotisations concernées ont été calculées à titre provisionnel sur la base des revenus professionnels de l'année 1980 majorés du taux d'évolution de l'indice général des prix à la consommation des ménages constaté en 1981. Par ailleurs, le taux réduit qui avait été instauré à titre transitoire, dans l'attente de l'alignement des prestations, a été porté de 3,25 p. 100 à 5,50 p. 100. Dans un second temps, le taux

réduit a été totalement supprimé à compter du 1^{er} janvier 1983. Par ailleurs, la loi du 19 janvier 1983 a prévu que les cotisations seraient désormais calculées, comme pour les salariés, sur les revenus de l'année en cours, et non plus, comme c'était le cas jusqu'à présent, sur les revenus de l'avant-dernière année. La majoration intervenue en 1983 est ainsi une mesure de rattrapage qui permet aux employeurs et travailleurs indépendants de contribuer de la même façon que les salariés au financement des prestations familiales, de même qu'ils peuvent en percevoir les allocations dans des conditions identiques. Il convient cependant de préciser que la situation des assurés dont l'activité se ralentit, se modifie ou s'interrompt, a été prise en compte par les textes. Ainsi, d'une part, les cotisations sont calculées à titre provisionnel et font l'objet d'un ajustement sur la base de revenus réels, lorsque ces revenus sont définitivement connus. D'autre part, les employeurs et travailleurs indépendants peuvent demander à l'organisme de recouvrement d'établir leur cotisation sur la base d'une assiette forfaitaire inférieure, dès lors que les éléments d'appréciation fournis par ceux-ci sur l'importance de leurs revenus professionnels au cours de l'année au titre de laquelle la cotisation est due, établissent que ces revenus seront inférieurs à l'assiette provisionnelle. Enfin, l'exonération des cotisations d'allocations familiales demeure possible dans les mêmes conditions qu'antérieurement, au bénéfice des employeurs et travailleurs indépendants, titulaires de bas revenus (moins de 14 952 francs en 1982) et de ceux qui, âgés de plus de 65 ans, ont assumé la charge d'au moins quatre enfants jusqu'à l'âge de 14 ans.

Gratuité des soins hospitaliers.

11189. — 14 avril 1983. — **M. Robert Schmitt** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** si l'on doit considérer qu'avec l'institution d'un forfait hospitalier, le Gouvernement renonce à faire de la gratuité des soins hospitaliers l'une des priorités de sa politique de la santé, alors cependant qu'elle figurait parmi les engagements pris par le Président de la République avant son élection.

Réponse. — Le forfait journalier a été instauré par la loi du 19 janvier 1983. Il est supporté par les personnes admises dans les établissements hospitaliers et les établissements médico-sociaux. Fixé à 20 francs par le décret du 31 mars 1983, il représente une contribution des intéressés aux frais d'hébergement ou d'entretien entraînés par une hospitalisation, ou plus généralement, par tout séjour pris en charge par un régime obligatoire de sécurité sociale. Son instauration répond en priorité à la volonté du Gouvernement de réduire les inégalités en remédiant à des disparités injustifiées. En effet, les personnes accueillies en long séjour se voient demander un prix d'hébergement élevé, alors que les personnes hospitalisées au-delà du 30^e jour sont exonérées du ticket modérateur. Par ailleurs, les personnes accueillies dans les établissements sociaux ou soignées à domicile sont tenues de couvrir leurs dépenses d'entretien avec leurs ressources propres. Le forfait journalier doit, d'autre part, permettre d'éviter que certaines personnes ne soient incitées à demeurer en établissement sanitaire lourd pour des raisons strictement financières, alors qu'elles pourraient être accueillies dans des établissements mieux adaptés à leurs besoins ou maintenues à domicile. Cette orientation est conforme, à la fois, au souci d'assurer aux intéressés un cadre de vie satisfaisant et à la volonté d'éviter des dépenses injustifiées pour les collectivités. En contrepartie la réduction des indemnités journalières et des pensions d'invalidité est supprimée en cas d'hospitalisation et les règles de versement de l'allocation aux adultes handicapés ont été adaptées afin de tenir compte du forfait journalier. D'autre part, le forfait s'impute sur le ticket modérateur, c'est-à-dire que les malades qui paient le ticket modérateur ne voient pas leur charge aggravée. Plusieurs cas de prise en charge par les organismes d'assurance maladie sont prévus : maternité, accidents du travail, invalides de guerre, enfants handicapés hébergés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnelle. Par ailleurs, le forfait journalier peut être pris en charge par l'aide sociale sans que soit imposée l'obligation alimentaire en ce qui concerne le forfait journalier. Les personnes hébergées peuvent prétendre au bénéfice de l'aide médicale pour une prise en charge du forfait journalier quel que soit l'établissement, public ou privé, agréé ou non pour recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Taux de cotisations « accident du travail ».

11376. — 28 avril 1983. — **M. Roger Rinchet** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les problèmes posés par les modifications apportées au taux de la cotisation « accident du travail » dont sont redevables les employeurs de moniteurs de ski de fond. En effet, par un arrêté ministériel en date du 23 décembre 1980, le taux de cotisations « accident du travail » était porté à 25 p. 100. Devant l'émotion suscitée par ce taux démesuré et après de nombreuses interventions, ce taux était ramené à 6,50 p. 100 par un arrêté en date de décembre 1981, puis à 3,50 p. 100 le 29 décembre 1982. Néanmoins, les employeurs de moniteurs de ski de fond se voient réclamer

pour l'année 1981 les sommes dues au titre « accident du travail », au taux de 25 p. 100. Cette situation leur paraît injuste du fait des modifications intervenues entre temps et les pénalise lourdement alors qu'ils représentent le plus souvent les organisations à faibles moyens mais sources d'emplois dans des régions difficiles de montagne. C'est pourquoi, il lui demande s'il ne serait pas possible que pour l'année 1981 les nouveaux taux soient appliqués.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L.132 du code de la sécurité sociale, les taux de cotisation d'accidents du travail sont déterminés annuellement pour chaque catégorie de risques par les caisses régionales d'assurance maladie, d'après les règles fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale. Selon ces règles, les taux de cotisation sont calculés en fonction du montant des prestations servies pendant une période triennale déterminée et de la masse des salaires plafonnés versés au cours de la même période. Pour l'année 1981, un seul taux avait été calculé pour le risque « ski », qui comprenait le ski alpin et le ski de fond. Le taux ainsi déterminé, fixé par l'arrêté du 23 décembre 1980, ne peut être modifié. Les arrêtés des 22 décembre 1981 et 29 décembre 1982, fixant respectivement à 6,5 p. 100 pour 1982 et 3,5 p. 100 pour 1983 les taux du ski de fond ne sont applicables que pour chacune des années 1982 et 1983 ; ils ne peuvent avoir d'effet rétroactif pour 1981.

Couverture sociale des artisans.

11419. — 28 avril 1983. — **M. Serge Mathieu** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la circonstance que l'augmentation sensible des cotisations personnelles des artisans pour leur couverture sociale, notamment en ce qui concerne ceux dont les revenus sont les moins élevés, est de nature à mettre en cause l'existence même d'une catégorie socio-professionnelle cependant indispensable au bon équilibre de notre société. Il lui demande ce qu'il compte faire à ce sujet.

Réponse. — Le taux des cotisations d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles n'a pas été relevé depuis le 1^{er} octobre 1977. Il a été alors fixé à 11,65 p. 100 des revenus professionnels. Seules sont intervenues depuis lors des mesures d'aménagement de ce taux comportant déplaçonnement de 3 points de cotisation au 1^{er} avril 1979, pour la première d'entre elles, de 0,95 point au 1^{er} octobre 1981 pour la seconde. En 1982, les cotisations ont été revalorisées, à l'égal des salariés du régime général, en fonction des réévaluations du plafond de la sécurité sociale au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet. Ces mesures se sont révélées indispensables pour procurer aux caisses mutuelles régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés les ressources supplémentaires nécessaires au maintien de la couverture sociale offerte par ce régime. En outre, les mesures prises avec effet au 1^{er} octobre 1981 s'étaient accompagnées d'une réduction importante du taux appliqué sur les retraites, qui est passé de 10 p. 100 à 5 p. 100. Il y a lieu d'ajouter que les travailleurs indépendants retraités bénéficient d'un système d'exonération propre à leur régime et que les seuils d'exonération sont relevés périodiquement. Ainsi, ces seuils ont été portés au 1^{er} octobre 1982 à 36 860 francs pour un assuré seul et à 44 230 francs pour un assuré marié. Il convient de préciser également que la loi n° 83-25 du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale permettra de régler le problème que pose le système de calcul des cotisations, qui présente, en raison du décalage existant actuellement, des inconvénients particulièrement grands pour les personnes dont les revenus diminuent et notamment les nouveaux retraités. L'article 22 de la loi précitée du 19 janvier 1983 prévoit le principe de l'alignement de l'assiette des cotisations maladie des non salariés sur celle du régime général. Le calendrier et le niveau d'ajustement de ce dispositif seront négociés avec les intéressés, en fonction des besoins de financement de la caisse nationale d'assurance maladie des non salariés et des améliorations qui seront souhaitées par les assurés. D'autre part, il faut souligner que les caisses mutuelles régionales ont la possibilité de prendre en charge les cotisations de leurs ressortissants sur leur fonds d'action sanitaire et sociale et elles en usent assez largement dès l'instant où la situation financière des requérants le justifie.

Etablissements médicaux : application du forfait hôtelier journalier.

11446. — 28 avril 1983. — **Mme Jacqueline Alduy** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les conséquences graves que pourrait avoir sur l'économie des hauts cantons des Pyrénées-Orientales, l'application du forfait hôtelier journalier de 20 francs dans les établissements médicaux. Il convient de souligner que ces établissements sont tous implantés dans une zone de montagne défavorisée et qu'ils représentent dans ce secteur, une des rares activités économiques permanentes liées au climatisme. La chute d'activité due à l'application de cette mesure est estimée à 10p. 100 d'où la suppression de plus de 120 emplois, ce qui s'avérerait catastrophique pour

ces cantons. Par ailleurs, ces établissements, qui connaissent souvent des difficultés chroniques de trésorerie devront servir de relais entre les malades et la sécurité sociale pour l'encaissement et le reversement du forfait. Bon nombre d'entre eux ne pourront y faire face. Elle souhaiterait donc savoir de façon précise si seront exonérés, du forfait journalier : les enfants placés dans des établissements spécialisés ; les personnes justiciables de séjours supérieurs à 3 mois ; les handicapés physiques relevant des maisons d'accueil spécialisées ou des maisons de santé.

Réponse. — L'article 4 de la loi n° 83-25 du 19 janvier 1983 a prévu expressément les cas d'exonération du forfait journalier : personnes hébergées en établissements de long séjour et en maisons de retraite avec ou sans section de cure médicale, enfants et adolescents accueillis en établissements d'éducation spéciale ou professionnelle, bénéficiaires de l'assurance maternité et de l'article L. 115 du code des pensions civiles et militaires, accidentés du travail. En contrepartie, les abattements sur indemnités journalières ou sur pensions d'invalidité sont supprimés en cas d'hospitalisation. Le forfait, fixé à un montant modeste de 20 francs constitue une contribution de l'assuré à ses dépenses quotidiennes d'entretien. Il correspond, pour des personnes généralement non démunies de ressources à une participation, à ce titre, faible par rapport aux frais supportés par les malades soignés à domicile. Pour les personnes les plus défavorisées, l'aide médicale peut prendre en charge le forfait, quelle que soit la nature de l'établissement public ou privé d'accueil. Lorsque le maintien en établissement est médicalement justifié, le forfait journalier ne saurait donc y faire obstacle. Après une brève période transitoire, il sera perçu et conservé par les établissements de soins et la sécurité sociale prendra en charge le prix de journée diminué de 20 francs.

Déplacements de malades en taxi : bénéfice du « tiers payant ».

11647. — 12 mai 1983. — **M. Jules Roujon** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que, contrairement à ce qui avait été admis durant un certain temps, les déplacements de malades en taxi ne bénéficient plus du « tiers payant », ce mode de règlement étant désormais réservé à l'utilisation de véhicules sanitaires légers (V.S.L.). Les tarifs de ces derniers étant sensiblement plus élevés que ceux des taxis, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de lever la dissuasion que constitue à l'égard de ceux-ci le refus d'accorder le tiers-payant lorsqu'il est fait appel à ceux.

Réponse. — La dispense d'avance des frais pour les assurés utilisant les véhicules sanitaires légers n'est pas systématique. Elle est réservée aux transports à longue distance (plus de 40 kilomètres en charge avec le malade), aux transports répétitifs (au moins trois aller-retour en charge avec le malade), c'est-à-dire aux déplacements les plus onéreux, ainsi qu'aux transports relatifs à un séjour hospitalier. Conformément aux propositions du groupe de travail interministériel sur les transports sanitaires qui ont été adoptées par le Premier ministre, le Gouvernement envisage de proposer au Parlement de modifier la loi du 10 juillet 1970 instituant un système d'agrément des entreprises de transports sanitaires. A cette occasion sera réexaminé le problème du tiers-payant. Il n'est pas actuellement envisagé d'étendre de façon générale, le bénéfice de celui-ci, sans seuil, aux usagers des taxis.

Retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics : financement.

11753. — 12 mai 1983. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les préoccupations des salariés, notamment ouvriers, relatives à la récente déclaration du directeur général de la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (C.N.R.O.), indiquant « qu'aucune des caisses de retraite complémentaire affiliées à l'A.R.C.O. (non cadres) ne pourra verser à 60 ans des pensions atteignant 20 p. 100 du salaire moyen » comme le prévoyait l'accord paritaire du 4 février 1983. Il lui demande de lui préciser la nature des initiatives qu'il envisage de prendre pour faire face à cette situation particulièrement préoccupante à l'égard du monde ouvrier, compte tenu de l'annonce qui a été faite relative à la mise en place, depuis le 1^{er} avril 1983, de la retraite à 60 ans. (Question transmise à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale**).

Réponse. — En signant l'accord du 4 février 1983 l'ensemble des partenaires sociaux a pris acte de l'application, à compter du 1^{er} avril 1983, de l'ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982 relative à l'abaissement de l'âge de la retraite des assurés du régime général et du régime des assurances sociales agricoles et en conséquence a adapté les régimes de retraite complémentaire de salariés à l'ordonnance précitée. Cet accord prévoit, notamment, que les dispositions d'un avenant à l'annexe I à l'accord national interprofessionnel de retraite du 8 décembre 1961 relatives au rendement ne doivent pas avoir pour effet de fixer le rendement brut des institutions relevant de l'association des régimes de retraites complémentaires (A.R.R.C.O.) à un niveau inférieur à 13,333 p. 100, ce

niveau de rendement permettant d'assurer la garantie d'une retraite égale à 20 p. 100 du salaire moyen de la carrière pour 37,5 années validées à l'A.R.R.C.O. sur la base du taux obligatoire des cotisations. Les partenaires sociaux gestionnaires des régimes de retraites complémentaires poursuivent les négociations afin d'assurer l'application des dispositions prévues par l'accord du 4 février 1983 en étudiant notamment les modalités qui pourraient être mises en œuvre pour organiser l'harmonisation des régimes relevant de l'A.R.R.C.O. Quant au financement des dispositions définies par l'accord du 4 février précité, il a été prévu par une convention financière du 18 mars 1983 passée entre l'Etat et les partenaires sociaux. Une structure financière spécifique a été mise en place à cet effet ; celle-ci a pour objet d'assurer plus particulièrement la charge des dépenses afférentes aux garanties de ressources et aux retraites complémentaires telles qu'elles sont définies par l'accord du 4 février 1983 et précisées par la convention financière susvisée.

Attribution aux veuves du fonds national de solidarité.

11850. — 19 mai 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** pour quelles raisons le fonds national de solidarité n'est pas attribué aux veuves entre 55 et 65 ans (60 ans en cas d'incapacité reconnue), alors que leur âge rend difficile la possibilité de trouver un emploi.

Réponse. — Les veuves titulaires de pensions de reversion, âgées de moins de 65 ans (60 ans en cas d'incapacité au travail) ne peuvent, en l'état actuel des textes, bénéficier de l'allocation supplémentaire au fonds national de solidarité. Leur situation a déjà retenu l'attention du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ; toutefois, il n'est pas envisagé de modifier dans l'immédiat la législation qui leur est applicable en matière de fonds national de solidarité. C'est dans le cadre d'une étude d'ensemble sur les droits propres des femmes que leur situation doit être envisagée. Madame Meme, maître des requêtes au conseil d'Etat, a été chargée d'une mission sur ce sujet. C'est en fonction du résultat de ces travaux que d'éventuelles réformes pourraient être envisagées.

Organismes sociaux de Corse.

11856. — 19 mai 1983. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** s'il est exact qu'un dossier lui a été récemment remis à propos de la situation dans les différents organismes sociaux de Corse (assurance maladie, caisse d'allocations familiales, etc...) faisant apparaître de nombreuses irrégularités, notamment quant aux attributions abusives d'allocations vieillesse et aux handicapés (cinq fois plus à population égale qu'en métropole), transferts de fonds au profit d'organismes parasociaux inconnus, promotions acquises en dehors des règles statutaires. Dans cette hypothèse, il lui demande de lui préciser la suite qu'il envisage de réserver à ce dossier, qui lui aurait été remis une récente inspection.

Réponse. — Il est exact que l'administration centrale suit avec une attention particulière l'évolution des dépenses sociales de la Corse. C'est ainsi que les dépenses d'aide sociale ont fait l'objet d'un examen approfondi lors d'une enquête de l'inspection générale des affaires sociales datant de mai 1980. Celle-ci a révélé certains abus constatés en matière d'attribution de l'aide sociale et notamment de l'aide médicale, de l'aide sociale aux personnes âgées, et de l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes. La cour des comptes a relevé certaines anomalies dans les deux départements corses et a demandé à l'administration de prendre les mesures nécessaires en vue de les corriger. Les services complètent régulièrement les informations recueillies et le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a été amené à prescrire de nouvelles enquêtes pour disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Auxiliaires de médecins : augmentation du ticket modérateur.

11941. — 26 mai 1983. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (Santé)**, s'il est exact que le ticket modérateur pour le remboursement des actes médicaux des auxiliaires de médecins (masseurs, rééducateurs) serait augmenté par décret. Peut-il rassurer les praticiens et les patients bénéficiaires de ces prestations en nature ? (*Question transmise à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale*)

Réponse. — Le décret n° 77-108 du 4 février 1977 a effectivement réduit de 75 à 65 p. 100 le taux de remboursement des soins des auxiliaires médicaux, à l'exception de ceux des infirmiers. Le Gouvernement n'a aucunement l'intention de procéder à une hausse du ticket modérateur, qui reste, pour cette catégorie d'actes, fixé à 35 p. 100.

Mensualisation des pensions d'assurance vieillesse.

11945. — 26 mai 1983. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** quels sont les obstacles qui empêchent la généralisation de la mensualisation du paiement des pensions d'assurance vieillesse. Entend-il rapidement pallier cette difficulté ?

Réponse. — Il est incontestable que le paiement trimestriel des pensions de vieillesse est peu commode pour certains assurés sociaux même si les inconvénients de ce rythme de paiement sont en partie compensés par le fait que de nombreux retraités perçoivent plusieurs pensions, au titre des régimes de base lorsque leur carrière s'est déroulée dans plusieurs régimes, et au titre des régimes complémentaires. Le passage à un rythme mensuel de paiement figure parmi les objectifs du Gouvernement. Toutefois une telle réforme occasionnerait une charge de trésorerie importante. En effet, pour les seules pensions de vieillesse du régime général, son coût est évalué à environ 10 milliards de francs l'année de sa mise en œuvre et à 1 milliard de francs les années suivantes. Le coût supplémentaire est dû au fait que, la première année, les caisses de sécurité sociale devraient supporter la charge d'un mois de prestations en plus, et, les années suivantes, celles de revalorisations plus rapprochées et frais financiers supplémentaires. Au surplus, la mensualisation des pensions nécessiterait actuellement un important renforcement des moyens techniques des organismes. Pour ces raisons, la mise en œuvre d'une telle réforme ne pourra être que progressive.

Application du forfait hospitalier journalier.

11990. — 2 juin 1983. — **M. Jean Chérioux** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale**, sur les conditions d'application du forfait hospitalier journalier prévu à l'art. 4 de la loi n° 83-25 du 19 janvier 1983. En vertu de cette disposition, les malades atteints d'affection nécessitant des soins de longue durée sont assujettis au paiement de ce forfait. On ne saurait ignorer la charge financière incontestable que cela représente dans le cas de traitements prolongés en milieu hospitalier. L'honorable parlementaire souligne ainsi la situation qui lui a été signalée, de familles dont l'un des enfants est hospitalisé pour une affection grave (enfants leucémiques notamment). Ces familles, déjà éprouvées normalement, ont à faire face à des frais non négligeables pour que l'un des parents puisse accompagner l'enfant lors des périodes de traitement dans des centres parfois très éloignés de leur domicile. A toutes ces difficultés, vient désormais s'ajouter une nouvelle charge, le paiement du forfait hospitalier, alors qu'on pourrait attendre au contraire de la collectivité une solidarité sans faille à l'égard des personnes les plus touchées par la maladie. C'est pourquoi il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager, dans un souci de justice sociale, d'exonérer du paiement du forfait journalier, les malades atteints d'affections graves et astreints à des séjours prolongés en milieu hospitalier.

Forfait hospitalier : prise en charge par l'aide sociale.

12026. — 2 juin 1983. — **M. René Chazelle** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** les difficultés que rencontrent certaines familles pour faire face au paiement du forfait hospitalier, notamment pour leurs enfants placés pour des durées de un à douze mois en maisons d'enfants à caractère sanitaire. Il lui demande si les bureaux d'aide sociale sont habilités à venir en aide à ces familles en prenant en charge le forfait hospitalier.

Etablissements d'enfants habilités « sanitaires » : application du forfait hospitalier.

12084. — 2 juin 1983. — **M. Adrien Gouteyron** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les conséquences néfastes que va entraîner l'application du forfait hospitalier aux établissements d'enfants habilités « sanitaires ». En effet beaucoup de familles avaient leurs enfants dans ces maisons correspondant à leurs difficultés avec un cadre financier négocié ; elles sont pour la plupart de conditions modestes et ne peuvent supporter une charge financière supplémentaire. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour exonérer ces enfants du forfait hospitalier.

Réponse. — Fixé à 20 francs par le décret du 31 mars 1983, le forfait journalier représente une contribution des intéressés aux frais d'hébergement ou d'entretien entraînés par une hospitalisation, ou plus généralement, par tout séjour pris en charge par un régime obligatoire de sécurité sociale. Le forfait journalier doit permettre d'éviter que certaines familles ne confient leur enfant à un établissement sanitaire lourd pour des

raisons strictement financières, alors qu'il pourrait être accueilli dans un établissement mieux adapté à ses besoins ou maintenu à domicile. Cette orientation est conforme, à la fois, au souci d'assurer aux intéressés un cadre de vie satisfaisant et à la volonté d'éviter des dépenses injustifiées pour la collectivité. La loi a prévu que sont exonérés du forfait les enfants et adolescents handicapés hébergés dans des établissements d'éducation spéciale ou professionnelle, afin de ne pas accroître la charge des familles. Le forfait est alors pris en charge par les organismes d'assurance maladie. Toutefois, lorsque les enfants ou adolescents sont hébergés dans d'autres catégories d'établissements (les maisons d'enfants à caractère sanitaire, hôpitaux), leurs familles supportent le forfait journalier. Cette mesure a la même justification que celle concernant les adultes lorsqu'il s'agit d'une maladie de courte durée. Quand le séjour de ces enfants est plus long, ils peuvent bénéficier, s'ils sont handicapés, de l'allocation d'éducation spéciale dont les conditions d'attribution ont été récemment étendues par la circulaire du 24 décembre 1982. Les enfants dont le handicap entraîne des dépenses particulièrement coûteuses peuvent bénéficier d'un complément d'allocation. L'allocation est ainsi portée à 796 ou à 1 478 francs par mois. Ces chiffres sont très supérieurs au montant du forfait journalier supporté par les familles pour un séjour d'un mois de leur enfant dans un de ces établissements, soit 600 francs. Si la famille ne bénéficie pas de l'allocation d'éducation spéciale, et si sa situation financière ne lui permet pas de faire face à cette charge, elle peut prétendre à l'aide sociale.

Famille, population, travailleurs immigrés.

Octroi de prêts d'installation aux femmes seules.

10718. — 17 mars 1983. — **Mme Marie-Claude Beaudeau** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur les problèmes rencontrés par les femmes veuves, divorcées ou séparées ayant charge de famille et qui sont obligées de changer de région, de ville ou même simplement de logement, du fait de leur nouvelle situation familiale. Beaucoup se trouvent brusquement confrontées à de graves difficultés matérielles. Aussi, elle lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager la possibilité de leur accorder des prêts d'installation comme cela est pratiqué pour les jeunes ménages. (*Question transmise à Mme le secrétaire d'Etat près du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille, population et travailleurs immigrés)*)

Réponse. — La politique menée en faveur de la famille comprend d'actives mesures pour les femmes qui se trouvent dans l'obligation d'assumer seules la charge d'enfants. Elles peuvent tout d'abord être aidées, en plus des prestations familiales normales, par deux prestations spécifiques : l'allocation-orphelin et l'allocation de parent isolé. La première est de 320 francs par mois et par enfant : elle est versée sans condition de ressources à toute femme qui élève seule son ou ses enfants lorsque le père est décédé, ou se soustrait à ses obligations alimentaires. L'allocation de parent isolé est égale à la différence entre un revenu minimum garanti (2 884 francs pour un enfant, 3 555 francs pour deux enfants) et les ressources dont la mère peut disposer par ailleurs. Cette prestation est versée pendant un an ou jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant à charge. Plus particulièrement en faveur des veuves, l'allocation-veuvage assure au conjoint survivant de moins de 55 ans, élevant au moins un enfant ou ayant élevé au moins un enfant pendant neuf ans avant son seizième anniversaire, et ne disposant pas de ressources personnelles supérieures à un certain plafond, un montant mensuel maximum fixé depuis le 1^{er} janvier 1983 à 2 025 francs la première année, 1 329 francs la seconde année et 1 013 francs la troisième année. Lorsque la totalité des ressources, y compris l'allocation-veuvage, dépasse le plafond de ressources, la personne intéressée ne perçoit pas l'intégralité de ces montants, l'allocation étant réduite à due concurrence. Par ailleurs, les revenus pris en compte pour l'examen du droit à certaines prestations, comme l'allocation-logement, font l'objet, lors du veuvage ou de la séparation, d'abattements qui peuvent conduire la femme à accéder à ces prestations ou à voir leur montant majoré. En outre, les frais entraînés par le changement de logement peuvent être compensés par le versement d'une prime de déménagement, dont l'attribution est subordonnée à l'ouverture du droit, dans un délai de six mois, à l'allocation-logement ou à l'aide personnalisée au logement au titre de nouvelle résidence.

Aide sociale : enfants non scolarisables.

11370. — 21 avril 1983. — **Mme Monique Midy** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille, population, travailleurs immigrés)** de bien vouloir lui préciser, s'il a été procédé récemment à un recensement détaillé des enfants qui, parmi ceux bénéficiant de l'aide sociale à l'enfance, sont considérés comme non scolarisables et de lui en fournir les données et de l'informer sur la politique gouvernementale en direction de ces enfants.

Réponse. — Le recensement des enfants « considérés comme non scolarisables » admis au titre de l'aide sociale à l'enfance n'est pas systématiquement réalisé par les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance. La diversité des modes d'intervention de ce service, qui peut se limiter à l'octroi d'une prestation en espèce, et de l'hétérogénéité des situations des familles et des enfants auxquels il s'adresse, rendent difficile l'organisation d'une telle mesure. Le service de l'aide sociale à l'enfance assume toutefois une responsabilité particulière en matière éducative. Tous les enfants qui lui sont confiés, recueillis temporairement ou à la suite d'une décision judiciaire, pupilles de l'Etat, sont obligatoirement scolarisés. L'obligation éducative instaurée par la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, du 30 juin 1975, a facilité l'orientation des enfants difficilement scolarisables vers des institutions d'éducation spéciale adaptées à leurs besoins, tout en assurant une totale gratuité de la prestation éducative aux enfants handicapés. Dans ce cadre, les services de l'aide sociale à l'enfance ont placé en 1980 14 836 enfants dans des institutions médico-sociales assurant un enseignement spécialisé. La politique du Gouvernement en faveur des enfants considérés comme non scolarisables, qu'ils soient pris en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance ou qu'ils n'en relèvent pas, a pour objet de rendre effectif l'exercice de l'obligation éducative. Dans ce domaine, un effort tout particulier est réalisé pour développer la mise en place d'actions de soutien et de soins spécialisés, en vue de l'intégration dans les établissements scolaires ordinaires des enfants et adolescents qui ne pourraient pas être scolarisés normalement en raison de leur handicap physique ou sensoriel, d'une maladie ou de troubles graves de la personnalité ou du comportement. Une circulaire interministérielle n° 83-4 du 29 janvier 1983 rappelle aux commissaires de la République et aux inspecteurs d'académie l'intérêt que le Gouvernement attache au renforcement de cette politique d'intégration et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser cet objectif.

Rapatriés

Harmonisation des retraites.

9704. — 13 janvier 1983. — **M. Francis Palmera** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (rapatriés)** ses intentions quant au dépôt des projets suivants : 1^{er} loi cadre pour effacer les disparités des retraités nées des différents territoires d'origine et assimilation avec les retraités métropolitains ; 2^e ultime loi d'indemnisation, s'appliquant notamment aux biens bradés, à l'actualisation des barèmes et des plafonds. Il lui demande de faire le point des démarches concernant les avoirs bloqués dans différents pays.

Réponse. — La plupart des quinze engagements du Président de la République envers les rapatriés sont d'ores et déjà remplis deux ans après le 10 mai 1981. La politique d'ensemble du secrétariat d'Etat et l'importance des mesures prises ont été rappelées dans la réponse à la question écrite n° 30-302 parue au *Journal officiel* du 18 avril 1983. Pour ce qui concerne les retraites, des acquis ont déjà été obtenus, notamment par certaines dispositions de la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982, par trois décrets : n° 82-1022 du 3 décembre 1982 relatif au délai de recevabilité des demandes d'adhésion ; à l'assurance volontaire vieillesse et de rachat de cotisations au titre de l'assurance vieillesse présentées par les personnes exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle non salariée. n° 82-1030 du 3 décembre 1982 relatif aux délais de recevabilité des demandes d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse et de rachat de cotisations au titre de l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale et du régime des assurances sociales agricoles. n° 82-1301 du 3 décembre 1982 supprimant tout délai pour la présentation des demandes de validation, au titre de l'assurance vieillesse dans le régime général de la sécurité sociale et dans le régime des assurances sociales agricoles, de certaines périodes d'activité salariée exercée en Algérie. et par une circulaire C.N.A.V.T.S. n° 81-82 du 24 août 1982 relative à la validation des activités salariées des anciens Harkis, et par diverses modifications catégorielles. Des travaux interministériels ont été menés en vue de permettre aux rapatriés de bénéficier d'améliorations de leurs droits à retraite. Le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur les modalités de mise en œuvre de ces dispositions. Il en va de même pour le dépôt d'un projet de loi d'indemnisation, qui relève de la compétence du Premier ministre. Sur ce dernier point, il faut rappeler qu'une très large concertation est entreprise au sein de la commission nationale permanente instituée par le Premier ministre et chargée de l'examen des questions concernant les rapatriés. L'honorable parlementaire aborde enfin la question des négociations concernant les avoirs bloqués dans différents pays. Concernant la Tunisie, nous disposons d'un premier bilan de la mise en œuvre des dispositions prévues par l'échange de lettres du 25 octobre 1980. En 1981, le montant total des transferts a atteint 2 650 000 DT, dont 1 063 000 pour les comptes bloqués, 732 000 DT pour départs définitifs et 855 000 DT à raison de l'amortissement du principal et du paiement des intérêts afférents à l'emprunt d'Etat. En 1982, ce montant s'est élevé à 1 836 000 DT, dont 637 000 DT pour départs définitifs et 831 000 DT pour l'amortissement du principal et le paiement des intérêts afférents à l'emprunt d'Etat. Enfin, concernant

l'Algérie, il a été pris acte des premiers transferts intervenus en application des dispositions d'octobre 1980 à de nouvelles catégories de comptes ; seuls les conditions de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions et le transfert des comptes n'entrant pas dans le champ d'application de celles-ci sont encore en discussion.

Santé

Usage de substances vénéneuses : réglementation.

9214. — 27 novembre 1982. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)** comment doit s'interpréter le décret n° 82-818 du 22 septembre 1982 portant application de l'article L. 616 du code de la santé publique relatif à l'usage des substances vénéneuses. En effet, ce décret interdit aux pharmaciens d'officine de déconditionner une spécialité pharmaceutique relevant de la réglementation des substances vénéneuses en vue de son incorporation dans une préparation magistrale. Il est précisé dans le décret que cette interdiction n'est pas applicable aux spécialités destinées à être appliquées sur la peau. Dans le cas d'un médicament destiné à être appliqué sur une muqueuse qui n'est qu'une forme particulière de la peau, le pharmacien d'officine doit-il considérer qu'il y a interdiction ou autorisation à exécuter et délivrer cette préparation après déconditionnement d'une ou plusieurs spécialités. Deux spécialités : collyre tifomycine, collyre vitaminé B12, collyre troforme ; des gouttes nasales contenant de la pénicilline (déconditionnement d'un flacon de spécilline ajoutée à une solution d'argyrol).

Réponse. — Le décret n° 82-818 du 22 septembre 1982 relatif à l'interdiction de déconditionner des spécialités relevant de la réglementation des substances vénéneuses a prévu une dérogation concernant les spécialités destinées à être appliquées sur la peau. L'honorable parlementaire s'est inquiété du sort réservé aux spécialités destinées à être appliquées sur les muqueuses. Doit-on considérer qu'elles tombent sous le coup de l'interdiction posée par le décret ou peut-on les faire entrer dans le cadre de la dérogation susvisée en assimilant la muqueuse à l'épiderme ? Le texte susvisé, sanctionné de peines correctionnelles, n'autorise qu'une interprétation stricte de la dérogation visant les spécialités à usage externe. Celles-ci s'entendent exclusivement des pommades, liniments ou lotions. On ne peut dès lors considérer comme entrant dans la dérogation précitée le déconditionnement de spécialités destinées à la voie orale ou injectable en vue de réaliser des préparations à usage externe. Par ailleurs, la muqueuse présente des caractères spécifiques qui la distingue de l'épiderme et ne peut pas être considérée comme une sorte particulière de peau au point de vue de la pénétration des médicaments. Dans ces conditions, le déconditionnement d'un collyre ou la préparation de gouttes nasales contenant de la pénicilline ne peuvent pas être autorisés. Toutefois les difficultés qui pourraient résulter de ce texte font l'objet d'études attentives par les services.

Industrie du médicament : taxation.

10108. — 10 février 1983. — **M. Raymond Bouvier** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)** sur les incidences négatives des deux taxes de 30 p. 100 sur les frais généraux et de 5 p. 100 sur les frais d'information et de publicité pour la compétitivité mondiale de l'industrie française du médicament. Ces taxes n'étant pas déductibles de l'impôt sur les sociétés, l'effort promotionnel à l'exportation a vu son coût renchérir de 60 p. 100. D'autre part, les dispositions tendant à réduire cette taxe au prorata de la part du chiffre d'affaires ou du montant de recettes réalisés à l'exportation, sont discriminatoires, favorisant les entreprises déjà exportatrices et pénalisant les firmes qui veulent se lancer à la conquête des marchés extérieurs. Aussi, il lui demande s'il entend prendre rapidement des mesures pour empêcher une baisse de la compétitivité de l'industrie du médicament dans son ensemble et pour défendre les résultats de la recherche et de l'innovation française.

Réponse. — L'honorable parlementaire a exposé ses préoccupations concernant la taxation des actions de promotion de l'industrie pharmaceutique. Les modalités de cette taxation ont été déterminées par la loi, et les points soulignés ont déjà fait l'objet de plusieurs débats, auxquels l'honorable parlementaire pourra se référer. Les services du secrétariat d'Etat chargé de la santé suivent attentivement l'évolution des exportations de l'industrie pharmaceutique, et ne constatent pas pour le moment d'effets pervers sur certains frais généraux et de la contribution de 5 p. 100 des frais de prospection des entreprises pharmaceutiques.

Laboratoires d'analyses : licenciements découlant de l'application de la loi.

10132. — 10 février 1983. — **M. Jean Chérioux** expose à **M. le ministre de la santé** que la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975, relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale impose, à compter du

11 juillet 1983, que les pharmaciens qui travaillent par ailleurs dans un laboratoire d'analyses médicales se consacrent exclusivement à l'une ou à l'autre de ces deux activités. Il découle de cette obligation qu'un certain nombre de licenciements ne pourront être évités. Compte tenu de ce que ces licenciements sont imposés par une disposition législative, il lui demande : d'une part pour quelle raison l'autorisation du licenciement doit être demandée à l'inspecteur du travail ; d'autre part si l'Etat compte prendre en charge les indemnités de licenciement. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)*)

Laboratoire d'analyses : licenciement.

11989. — 2 juin 1983. — **M. Jean Chérioux** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** la question n° 10 132 du 10 février 1983, à laquelle il n'a pas été donné de réponse à ce jour. Dans cette dernière, il exposait que la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale impose à compter du 11 juillet 1983, que les pharmaciens qui travaillent par ailleurs dans un laboratoire d'analyses médicales se consacrent exclusivement à l'une ou à l'autre de ces deux activités. Il découle de cette obligation qu'un certain nombre de licenciements ne pourront être évités. Compte tenu de ce que ces licenciements sont imposés par une disposition législative, il lui demande : d'une part pour quelle raison l'autorisation du licenciement doit être demandée à l'inspecteur du travail, d'autre part, si l'Etat compte prendre en charge les indemnités de licenciement. Le terme fixé par cette loi approchant, il devient urgent que les conditions dans lesquelles ces licenciements interviendront, soient désormais connus. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)*)

Réponse. — Les licenciements de personnel faisant suite à un refus de dérogation à l'interdiction de cumul d'activités des directeurs et directeurs adjoints de laboratoire doivent être considérés comme des licenciements pour motifs économiques. Ils devront en conséquence être soumis à la procédure applicable à ce type de licenciement. Par ailleurs la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975, qui pose le principe de l'exclusivité de l'exercice de la biologie médicale ne prévoit aucune prise en charge par l'Etat, des indemnités de licenciements consécutives à la fermeture de certains laboratoires.

Diethylsilboerstroil.

10396. — 3 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)** quelle est la position de son ministre concernant l'emploi du Diethylsilboerstroil. Son usage sera-t-il interdit.

Réponse. — Les effets indésirables du D.E.S. sont connus depuis de nombreuses années. Ainsi l'indication de ce produit dans les menaces d'avortement a disparu du dictionnaire Vidal dès 1976 et son utilisation chez la femme enceinte est officiellement contre-indiquée depuis avril 1977. Ce médicament ne peut cependant pas être interdit en France car il s'avère très actif dans le traitement du cancer de la prostate. L'enquête réalisée par les médecins de la M.G.E.N. n'a pas de valeur épidémiologique et ne permet pas, à l'heure actuelle, de tirer des conclusions pratiques. Par ailleurs, la commission nationale de pharmacovigilance après avoir consulté de nombreux experts et notamment un groupe de chercheurs de l'I.N.S.E.R.M., a examiné ce dossier dont les conclusions ont fait l'objet d'une conférence de presse qui s'est tenue à l'issue de la réunion. Une enquête menée au niveau des centres de pharmacovigilance a permis d'apprécier l'incidence pratique réelle du problème et fait apparaître que le risque était relativement minime. En ce qui concerne les mesures préventives, il ressort que les gynécologues et spécialistes de notre pays sont bien au courant de la question et ce depuis 1971, et que le degré d'alerte de tout le corps médical semble suffisant. Néanmoins la commission nationale de pharmacovigilance a jugé bon de reformuler les recommandations définissant la conduite à tenir vis à vis de ces patients et tous les grands quotidiens et la presse professionnelle s'en sont fait largement l'écho. On peut considérer que le public est donc aussi largement informé.

Taxation des actions de promotion de l'industrie pharmaceutique.

10678. — 17 mars 1983. — **M. Jean Cluzel** expose à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que les diverses taxes — 30 p. 100 sur les frais généraux et 5 p. 100 sur les actions de promotion — qui frappent actuellement l'industrie pharmaceutiques risquent de pénaliser les efforts à l'exportation réalisés par cette industrie. En conséquence, il lui demande de bien vouloir envisager, d'une part, en ce qui concerne les frais généraux, de laisser aux entreprises le choix entre la

détaxation des frais totaux au prorata du coefficient export ou la détaxation à 100 p. 100 de la sous-partie des frais généraux concernant l'export, et en ce qui concerne la taxe de 5 p. 100 sur les actions de propagande, d'autre part, la détaxation pour les congrès internationaux et plus généralement pour les actions de type scientifique visant à mieux faire connaître les produits de la recherche pharmaceutique française à l'étranger. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (Santé)*).

Réponse. — L'honorable parlementaire a exposé ses préoccupations concernant la taxation des actions de promotion de l'industrie pharmaceutique. Les modalités de cette taxation ont été déterminées par la loi, et les points soulignés ont déjà fait l'objet de plusieurs débats, auxquels l'honorable parlementaire pourra se référer. De plus, les services du secrétariat d'Etat chargé de la santé suivent attentivement l'évolution des exportations de l'industrie pharmaceutique, et ne constatent pas pour le moment d'effets pervers de la taxe sur certains frais généraux et de la contribution de 5 p. 100 des frais de prospection des entreprises pharmaceutiques.

Qualité des infusions (étude).

10702. — 17 mars 1983. — **M. Claude Fuzier** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (santé)** sur les conclusions d'une enquête publiée dans le n° 147 de mars 1983 de la revue « 50 millions de consommateurs » concernant les infusions. Après une étude approfondie des produits actuellement mis en vente, la revue demande : « 1^{er} que la date de récolte soit clairement indiquée sur l'emballage, et qu'une D.L.U.O. (date limite d'utilisation optimale) ou, à défaut, qu'une D.L.V. (date limite de vente) figure également ; 2^e que l'origine de la plante soit tout aussi clairement indiquée à condition, bien entendu, que « tilleul de Carpentras », « menthe d'Anjou » correspondent à la réalité, sinon il y a publicité mensongère ; 3^e sous le nom de menthe ou de tilleul, on peut trouver bien des variétés. L'étiquetage devrait préciser si la plante est « officinale » ou non ; 4^e des normes bactériologiques et chimiques — pour les résidus de traitement — devraient être rapidement imposées. Sinon, c'est la porte ouverte aux abus. Et cela vaut autant pour les plantes officinales, répertoriées dans la pharmacopée, que pour celles vendues dans le circuit commercial habituel pour lesquelles rien n'est prévu actuellement ».

Réponse. — En réponse à la question posée par l'honorable parlementaire, il est indiqué qu'une étude de la qualité des plantes officinales a été effectuée par la commission nationale de pharmacopée. Cette étude a permis en janvier 1983 la publication d'une note technique *Pro Pharmacopœa* « Recherche des résidus de produits phytosanitaires dans les plantes médicinales », actuellement soumise à une enquête publique. Un texte sur le contrôle microbiologique des drogues végétales est en cours d'élaboration et devrait être publié en 1983. Des monographies modernes de drogues végétales sont régulièrement mises au point par la commission nationale de pharmacopée, afin de mieux cerner la qualité de ces produits. Pour les plantes vendues dans le circuit pharmaceutique, la qualité et la dénomination définies par la pharmacopée française s'imposent. Si une autorisation de mise sur le marché a été accordée à une infusion, la date limite d'utilisation est indiquée. Par ailleurs, le décret 79-480 du 15 juin 1979 paru au *Journal Officiel* de la République française du 22 juin 1979 indique les plantes ou parties de plantes médicinales inscrites à la pharmacopée pouvant être vendues en l'état par des personnes autres que les pharmaciens ou les herboristes. Dans ce cas, les contrôles concernent plus spécialement le ministère de la consommation.

AGRICULTURE

Cotisations sociales agricoles (Haute-Marne).

10462. — 3 mars 1983. — **M. Jacques Delong** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le niveau insupportable des cotisations sociales agricoles dans le département de la Haute-Marne. En 1981 et 1982 l'augmentation a été de 8 et 5 p. 100 supérieure à la moyenne nationale alors que toute la zone Sud du département est classée en zone défavorisée. Actuellement les cotisations sociales agricoles en Haute-Marne représentent environ 60 p. 100 en moyenne du bénéfice agricole. La Haute-Marne est le seul département français qui, avec un R. B. E. à l'hectare très faible, donc favorisé par l'intégration plus importante de ce dernier, ait connu une augmentation de l'assiette des cotisations sociales agricoles au cours de ces deux dernières années jusqu'au maximum des écarts arrétés. Il est donc indispensable qu'une mesure spécifique soit prise pour la Haute-Marne en ce qui concerne la détermination du coefficient d'adaptation départemental. Il lui demande quelles mesures peuvent être prises pour aboutir à une solution juste et qui apaise les esprits.

Haute-Marne : situation de la mutualité agricole.

11916. — 26 mai 1983. — **M. Jacques Delong** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences pour la mutualité sociale agricole de la Haute-Marne de la hausse inconsidérée des cotisations sociales agricoles, les légères améliorations obtenues précédemment ayant été annulées par les mesures gouvernementales de fin 1982. Dans l'incapacité de faire face à leurs échéances près de mille six cents exploitants agricoles n'ont versé que 75 p. 100 du premier appel de cotisations, soit 37 p. 100 des agriculteurs en activité. Il en résulte que la mutualité sociale agricole de la Haute-Marne peut connaître des difficultés de trésorerie à la fin du premier semestre de l'année en cours. Aussi il lui demande de prendre des mesures d'urgence pour limiter les cotisations 1983 à un niveau acceptable puisqu'on est sorti du domaine du possible.

Réponse. — Les efforts entrepris ces dernières années pour que les prélèvements sociaux en agriculture soient progressivement rapprochés des capacités contributives réelles des assurés ont été poursuivis en 1983 car il est exact qu'il n'y a pas toujours adéquation entre ces dernières et le revenu cadastral des exploitations agricoles. Cette distorsion apparaît tout particulièrement dans le département de la Haute-Marne. Dans le projet de décret fixant pour 1983 les cotisations d'assurance maladie des exploitants et les modalités de calcul des cotisations de prestations familiales et d'assurance vieillesse, il a été tenu compte d'un certain nombre de conclusions d'un groupe de travail associant, à l'issue de la dernière conférence annuelle, les représentants de l'administration à l'ensemble des organisations professionnelles agricoles. Ces propositions visaient précisément à la détermination d'une assiette correspondant mieux aux capacités contributives des agriculteurs. Le projet de décret qui a reçu, le 11 mai dernier, l'approbation du conseil supérieur des prestations sociales agricoles prévoit que, pour corriger les inconvénients du revenu cadastral, retenu comme assiette des cotisations sociales, une fraction de résultat brut d'exploitation (R.B.E.) fixé à 40 p. 100 est intégrée dans cette assiette. Par ailleurs, en vue d'améliorer le système de répartition, le résultat net d'exploitation sera pris en compte pour la première fois à hauteur de 10 p. 100. D'autre part, pour éviter de pénaliser les départements dont les revenus cadastraux sont surévalués par rapport à leurs résultats économiques, comme c'est le cas pour la Haute-Marne, il a été convenu de retenir en 1983 une assiette correspondant au maximum à 130 p. 100 d'un revenu fictif constitué de 80 p. 100 de R.B.E. et de 20 p. 100 de R.N.E. Ces dispositions auront pour effet de diminuer sensiblement le coefficient d'adaptation applicable à la Haute-Marne, et donc l'assiette des cotisations qui sera réduite de 6 p. 100 par rapport à 1982.

Cession à l'amiable d'immeubles.

10610. — 10 mars 1983. — **M. Bernard Laurent** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la cession amiable d'immeubles à destination agricole effectuée par le service des domaines suivant la procédure définie par la circulaire ministérielle du 18 mai 1966 relative aux immeubles vacants et sans maître et le droit de préemption des S.A.F.E.R. prévu à la loi n° 62-933 du 8 août 1962. Il lui demande si ces ventes doivent être notifiées par le service des domaines à la S.A.F.E.R. comme le prévoit l'article 5 du décret du 20 octobre 1962, pour que celle-ci puisse faire jouer, le cas échéant, son droit de préemption.

Réponse. — En vertu de l'article 1^{er}-II de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, le commissaire de la République peut décider, après avis de la commission départementale d'aménagement foncier, la cession amiable des biens présumés sans maître qui sont entrés dans le domaine de l'Etat en application de l'article L 27 bis du code du domaine de l'Etat et ont une destination agricole. Les bénéficiaires de cette cession sont classés par la loi selon un ordre préférentiel et les S.A.F.E.R. se situent dans cet ordre au quatrième rang. En raison de cette procédure particulière, notamment de l'existence d'un ordre préférentiel que, l'exercice par les S.A.F.E.R. de leur droit de préemption conduirait à annihiler, ces cessions doivent être regardées comme échappant au champ d'application de ce droit. En conséquence les dispositions du décret n° 62-1235 du 20 octobre 1962 portant application, en ce qui concerne le droit de préemption des S.A.F.E.R., de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, et en particulier celles de l'article 3 dudit décret, qui prévoient la notification des ventes aux S.A.F.E.R. en vue de l'exercice par celles-ci de leur droit de préemption, ne s'appliquent pas aux cessions susvisées de biens présumés sans maître.

Etablissements d'enseignement agricole publics : situation.

10881. — 31 mars 1983. — **M. Henri Caillavet** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des établissements d'enseignement agricole publics. Il s'est avéré que la rentrée scolaire de

septembre 1982 s'est faite dans des conditions déplorables et que les conséquences se sont répercutées tout au long du premier semestre scolaire. Il lui demande quelles décisions il compte prendre pour que, en harmonie avec son collègue de l'éducation nationale, la rentrée de 1983 se passe de manière plus rationnelle, ce qui donnera à l'enseignement agricole public une plus grande valorisation.

Enseignement agricole public : insuffisance budgétaire.

11134. — 14 avril 1983. — **M. Raymond Dumont**, alerté par les associations de parents d'élèves de l'enseignement agricole public, fait part à **M. le ministre de l'agriculture** des craintes de ces associations quant au bon déroulement de la rentrée 1983 dans les établissements relevant de l'enseignement agricole public. Au dire des associations de parents d'élèves, l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire serait responsable des difficultés prévisibles pour la prochaine rentrée. Il lui demande en conséquence de lui indiquer quelles mesures il envisage afin de remédier à cette situation.

Enseignement agricole public : crédits.

11312. — 21 avril 1983. — **M. Roger Boileau** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions déplorables dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire de septembre 1982 dans l'enseignement agricole public. Non seulement cette situation persiste à ce jour, mais il semblerait, selon ses propres services, que la rentrée de 1983 connaîtrait les mêmes problèmes. Aussi il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre tendant à doter cet enseignement de crédits suffisants et nécessaires afin qu'un enseignement de qualité puisse y être dispensé.

Enseignement agricole public.

11320. — 21 avril 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture**, sur les appréhensions ressenties par les organisations de parents d'élèves au constat des difficultés de tous ordres, enregistrées par l'enseignement agricole public, notamment au plan des postes non pourvus et des nombreuses heures de cours non assurées. Il aimerait connaître les dispositions qu'autorisent les moyens budgétaires 1983 pour remédier à cette situation, ainsi que les mesures envisagées pour la consolider ensuite.

Avenir de l'enseignement agricole public.

11671. — 12 mai 1983. — **M. René Tinant** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes de l'enseignement agricole public, en évoquant les conditions déplorables dans lesquelles s'est

effectuée la rentrée scolaire 1982-1983, en raison de l'insuffisance des moyens mis à la disposition de ce type d'enseignement. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir préciser les dispositions retenues pour que la prochaine rentrée ait lieu dans des conditions acceptables, et lui laisse également le soin de fournir toute information de nature à dissiper l'inquiétude qui se manifeste au sujet de l'avenir de l'enseignement agricole public et que son prédécesseur n'avait pas levée.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture est très sensible à la situation de l'enseignement agricole public et plus particulièrement aux problèmes susceptibles de survenir lors de la prochaine rentrée scolaire. S'il est vrai que la rentrée 1982 ne s'est pas opérée dans les meilleures conditions, tous les efforts possibles sont consacrés à ce qu'il n'en aille pas de même en 1983. Mais il est également vrai que le plan de rigueur qu'exige la situation économique fait peser sur le ministère de l'agriculture des contraintes budgétaires extrêmement sévères. Celles-ci contraignent à des choix douloureux qui interdisent de prendre à l'égard de quiconque des engagements chiffrés qu'il ne sera pas possible de respecter ensuite. Le ministre de l'agriculture assure l'honorable parlementaire que l'enseignement agricole public ne sera pas oublié et qu'il ne ménagera aucun effort pour continuer à en améliorer sensiblement la situation.

C.E.E. : production de viande bovine.

11629. — 12 mai 1983. — **M. Charles Ferrant** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les possibilités d'expansion de la production de viande bovine qui pourrait constituer une chance pour l'économie française. Aussi il lui demande de bien vouloir insister auprès des autorités communautaires afin de mettre au point une politique d'exportation permanente à un niveau suffisant favorisant la conclusion d'accords à long terme avec les pays susceptibles de se rendre acquéreurs de la production de viande bovine européenne.

Réponse. — A plusieurs reprises le Gouvernement français a attiré l'attention de la commission sur l'intérêt qu'il y aurait pour la production européenne de viande bovine, à mener une politique d'exportation permanente et à favoriser la conclusion d'accords à long terme avec des pays structurellement déficitaires en viande. La délégation française à Bruxelles veille particulièrement à ce que les restitutions soient fixées à un niveau suffisant pour permettre la réalisation permanente d'exportations assurant des débouchés normaux à la production française de viande bovine et son développement.

Lot-et-Garonne : crédits délégués aux S.A.F.E.R.

11634. — 12 mai 1983. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** les crédits qui, en Lot-et-Garonne, ont été depuis 1975 délégués aux S.A.F.E.R.

Réponse. — Les crédits qui en Lot-et-Garonne ont été, depuis 1975, octroyés à la SAFER sont les suivants :

Années	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Fonctionnement...	717 961 F	1 272 353 F	1 376 741 F	1 915 298 F	1 572 334 F	2 625 479 F	1 725 701 F	2 222 043 F
Travaux.....	946 235 F	651 879 F	398 258 F	396 585 F	431 235 F	296 986 F	871 183 F	589 820 F

Octroi de prêts par l'Onibev.

11689. — 12 mai 1983. — **M. Louis Caiveau** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions spécifiques de l'élevage bovin qui se traduisent par une rotation lente du capital, un investissement très lourd en cheptel et un endettement élevé, ainsi que de faibles disponibilités monétaires. Aussi il lui demande de bien vouloir prendre toute disposition afin de maintenir les possibilités d'octroi systématique de prêts court terme par l'Onibev.

Réponse. — Les pouvoirs publics sont conscients de la lourdeur du financement nécessaire à l'engraissement des jeunes bovins. C'est pourquoi il est nécessaire que l'abandon du régime des contrats d'élevage ne se traduise pas par une remise en cause des possibilités d'octroi des prêts à court terme du crédit agricole. Des contacts ont été pris entre l'office national interprofessionnel du bétail et des viandes et la caisse nationale de crédit agricole afin d'examiner les modalités pratiques à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

F.A.C.E. : montant et répartition des dotations.

11720. — 12 mai 1983. — **M. Georges Mouly** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser les conditions d'application des articles 109 et 110 de la loi n° 83-8 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat concernant le fonds d'amortissement des charges d'électrification. Il souhaiterait connaître en particulier les critères d'attribution des dotations du F.A.C.E. à chaque département. Il lui demande en outre de lui faire connaître le montant des dotations dont dispose ce fonds au titre de l'année 1982 en terme d'autorisations de programmes et de crédits de paiement, ainsi que les prévisions correspondantes pour 1983, en faisant ressortir l'origine des ressources du fonds. Il souligne que les besoins d'électrification des zones rurales, tant en ce qui concerne l'extension que le renforcement des réseaux, exigent sinon un accroissement du moins un engagement total des crédits consacrés par le fonds d'amortissement des charges d'électrification au financement des programmes mis en œuvre par les collectivités locales et leurs syndicats.

Réponse. — Comme l'indique l'article 110 de la loi n° 83-8 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, les aides financières du fonds d'amortissement des charges d'électrification (F.A.C.E.) sont réparties par département conjointement par le ministre de l'agriculture et le ministre chargé de l'électricité, sur proposition du conseil du fonds d'amortissement des charges d'électrification. C'est ainsi que le conseil de ce fonds s'est réuni le 14 décembre 1983 établie à partir des résultats du 7^e inventaire d'électrification rurale. Les dotations de crédits mises à la disposition des départements au titre du programme 1983 ont été déterminées par application de la clé de répartition ainsi fixée. En 1982, la F.A.C.E. a disposé et réparti 700 millions de francs de participation sur le programme complémentaire et environ 225 millions de francs sur le programme de l'Etat. Les recettes viennent d'une contribution annuelle des distributeurs d'énergie électrique en basse tension, dont le taux a été fixé dernièrement par arrêté du ministre du budget et du ministre de l'industrie du 26 septembre 1980. En 1983, il est prévu que ses ressources atteignent 1,076 milliard de francs. Un conseil du fonds se réunira en cours d'année pour connaître plus exactement le niveau de ses recettes. En tout état de cause l'ensemble des ressources du F.A.C.E. sont bien chaque année consacrées aux travaux d'électrification rurale des collectivités locales et de leurs syndicats et les ministres chargés d'établir ce programme restent parfaitement conscients des besoins en ce domaine.

Situation de la production porcine.

11728. — 12 mai 1983. — **M. Jean Madelain** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les préoccupations très vives exprimées par les producteurs de porcs à l'égard de la situation particulièrement défavorable de leur production. Il attire tout particulièrement l'attention sur les dérèglements de la politique communautaire en matière de viande porcine qui se traduisent par l'insuffisance du règlement du marché communautaire, des conditions d'approvisionnement et l'existence des montants compensatoires monétaires, source de graves distorsions de concurrence. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à relancer la production nationale en proposant des prix rémunérateurs et des conditions de production satisfaisantes pour maintenir et accroître le nombre d'élevages au sein d'exploitations familiales à responsabilité personnelle.

Réponse. — L'accord intervenu le 17 mai entre le ministre de l'agriculture de la communauté assure des mesures particulières pour la production porcine. Ce secteur bénéficiera d'un démantèlement total des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) français en deux étapes : 4,2 p. 100 à compter du 23 mai et le solde (2,2 p. 100) le 1^{er} novembre prochain en début de campagne. Ajouté au démantèlement des M.C.M. allemands, néerlandais et danois ainsi qu'à un début de modification — encore modeste mais réel — de la base de calcul des M.C.M. pour le porc, l'avantage des producteurs de porcs des pays à monnaie forte sera au total réduit de plus de moitié. Afin d'assurer des conditions de production satisfaisantes pour les éleveurs, un certain nombre de dispositions seront mises en place prochainement tendant à améliorer durablement le fonctionnement du marché en agissant sur sa transparence, et à faciliter le remboursement des emprunts souscrits par les éleveurs ayant récemment investi, lorsque la situation de marché rend précaire leur trésorerie. D'autre part les conditions de prêts et de subventions seront aménagées de telle sorte que les projets d'investissements des éleveurs soient encouragés.

Elevage bovin et politique communautaire.

11765. — 19 mai 1983. — **M. Roger Boileau**, attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les préoccupations exprimées par les éleveurs de viande bovine à l'égard de l'insuffisance des propositions formulées par la Commission des communautés européennes en matière d'augmentation des prix agricoles pour la campagne 83-84. Il lui demande de bien vouloir prendre toutes dispositions afin d'obtenir, notamment en faveur des producteurs de viande bovine, une augmentation des prix qui soit supérieure à l'inflation afin qu'au minimum le pouvoir d'achat soit maintenu et le démantèlement des montants compensatoires monétaires négatifs et positifs, sources de distorsion, de concurrence particulièrement préjudiciable aux producteurs français.

Réponse. — Les décisions prises par le conseil des ministres de l'agriculture de la communauté se traduisent par une hausse des prix de campagne exprimée en écus de 5,5 p. 100, ce qui correspond à une hausse de 10,55 p. 100 exprimée en francs, compte-tenu des ajustements monétaires intervenus les 4 avril et 23 mai 1983. A cette occasion, les montants compensatoires monétaires positifs ont également été réduits. En dernier ressort le revenu de l'éleveur résulte des quantités produites et du prix de marché. La délégation française à Bruxelles veille tout particulièrement à ce que les mesures de gestion du marché, (intervention, restitutions,...) permettent d'atteindre l'objectif fixé.

Elevage porcin et politique communautaire.

11767. — 19 mai 1983. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les préoccupations très vives exprimées par les éleveurs de porcs qui sont notamment les conséquences des dérèglements de la politique communautaire au niveau du règlement du marché des conditions d'approvisionnement et de la subsistance de montants compensatoires monétaires très importants. En outre, la fiscalité constitue pour les éleveurs de porcs un handicap supplémentaire. C'est ainsi que la taxe à la valeur ajoutée est particulièrement défavorable en France au niveau des taux et des avances en trésorerie ; l'absence de neutralité du régime fiscal pénalise les producteurs dont le revenu ne cesse de baisser. Aussi il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre tendant à porter remède à une situation particulièrement grave.

Réponse. — L'accord intervenu le 17 mai entre les ministres de l'agriculture de la communauté économique européenne assure des mesures particulières pour la production porcine. En effet ce secteur bénéficiera d'un démantèlement total des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) français en deux étapes : 4,2 p. 100 immédiatement et le solde (2,2 p. 100) le 1^{er} novembre prochain en début de campagne. Ajouté au démantèlement des M.C.M. allemands, néerlandais et danois ainsi qu'à un début de modification — encore modeste mais réel — de la base de calcul des M.C.M. pour le porc, l'avantage des producteurs de porc des pays à monnaie forte sera au total réduit de plus de moitié.

Situation des producteurs de lait.

11795. — 19 mai 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'insatisfaction évidente qu'apportent, aux producteurs de lait, les différentes mesures qui les concernent. Il s'agit d'abord de la prorogation de la campagne laitière, et ensuite des conséquences des décisions européennes ou de celles — complémentaires — qui seraient envisagées par le Gouvernement français. Finalement, l'augmentation moyenne pondérée se limite à 6,40 p. 100 et cette insuffisance incite les professionnels à souhaiter une action supplémentaire au niveau du franc vert où une marge substantielle d'ajustement subsiste. Il aimerait être assuré qu'une action soit engagée dans ce sens.

Réponse. — La campagne laitière 1983-1984 a commencé le 23 mai 1983, soit un an et une semaine après le début de la campagne 1982-1983. Il faut cependant souligner que le Gouvernement français avait fait admettre un ajustement du « franc vert » au 1^{er} avril 1983. Les prix de soutien ont en conséquence augmenté de près de 3 p. 100 en France dès le 1^{er} avril, date normale du début de la campagne laitière. Par ailleurs, pour tenir compte du nouveau retard dans la fixation des prix, le Gouvernement a choisi de diminuer d'un point supplémentaire les montants compensatoires monétaires pour les produits laitiers à compter du 23 mai dernier. Ainsi, le prix indicatif du lait et le prix d'intervention augmentent bien en France de 8,2 p. 100 par rapport aux prix de la campagne précédente et la hausse pondérée est encore supérieure si on se réfère aux dates théoriques du début de campagne. Cette majoration de 8,2 p. 100 peut être comparée à la hausse moyenne pondérée en monnaies nationales pour l'ensemble des pays de la communauté économique européenne qui s'établit à 4,5 p. 100 seulement. Elle reste compatible avec les objectifs généraux que le Gouvernement s'est fixés en matière de lutte contre l'inflation. Il est, en effet, essentiel de rappeler qu'au jeu de l'inflation tout le monde est perdant. Les agriculteurs le savent bien, qui ont été si longtemps victimes des effets du « ciseau » entre les prix agricoles et les coûts de production.

Obligations des viticulteurs employant du personnel saisonnier.

11837. — 19 mai 1983. — **M. Serge Mathieu** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** sur la situation, au regard de la législation sociale, des viticulteurs qui emploient des travailleurs saisonniers. Dans le souci de favoriser l'emploi de ces derniers, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun d'autoriser un allègement des obligations auxquelles sont assujettis les intéressés en leur qualité d'employeur. (*Question transmise à M. le ministre de l'agriculture*).

Réponse. — Les employeurs de main-d'œuvre saisonnière, notamment les viticulteurs sont soumis à certaines obligations (tenus d'un registre du personnel et d'un registre des étrangers, délivrance de bulletins de paye, déclaration d'emploi à la mutualité sociale agricole et établissement de contrats à durée déterminée) qui répondent aux exigences de la législation en vigueur comme les articles L. 123-1 et L. 143-3, R. 321-5 et R. 341-8 du Code du travail, l'article 1^{er} du décret 76-1282 du 29 décembre 1976. Ces obligations tendent à la fois à protéger le salarié et à permettre de lutter avec efficacité contre le travail noir ; ce que souhaitent et réclament instamment les organisations professionnelles et

syndicales agricoles. La tenue des registres précités ne semble pas présenter une charge administrative d'une lourdeur excessive. La délivrance d'un bulletin de salaire a pour objet de permettre au salarié de connaître le mode de calcul de sa rémunération ; par la déclaration trimestrielle de main-d'œuvre aux caisses de mutualité sociale agricole, le salarié est assuré que les cotisations sociales dues en raison de son activité seront portées à son compte. Il n'est pas envisagé actuellement d'établir des dérogations à ces obligations pour les raisons précédemment indiquées.

Réduction des coûts de production : état du programme.

11473. — 5 mai 1983. — **M. Raymond Soucaret** demande à **M. le ministre de l'agriculture** où en est le programme de réduction des coûts de production en agriculture. Il lui demande en particulier où en est la situation en matière : 1°) de réduction des formules d'engrais ; 2°) de normalisation des palettes ; 3°) de développement des capacités de stockage « en vrac ».

Réponse. — A la suite de la conférence annuelle agricole 1983, a été décidé la mise en place du comité national des coûts de production en agriculture, au titre duquel un groupe de travail a étudié les conditions d'approvisionnement en engrais dans les exploitations agricoles. Ce groupe qui s'est réuni régulièrement durant l'année 1982-1983, a rassemblé l'ensemble des partenaires de la filière : fabricants, distributeurs et utilisateurs. Différentes propositions ont été élaborées, et seront soumises à l'avis du comité national des coûts de production qui se réunira prochainement. Au titre de ces propositions, figurent effectivement : la réduction du nombre de formules d'engrais, la réduction des investissements liés au transport des engrais en sac, la normalisation des caractéristiques des palettes en constituant un des moyens, la rationalisation des conditions de distribution, de stockage et de conditionnement des engrais par une adaptation de la répartition géographique des capacités de stockage adaptées aux nouveaux modes de livraison des engrais, en vrac notamment. L'ensemble de ces mesures ne peut être considéré indépendamment de la restructuration de l'industrie nationale de la fabrication d'engrais et du développement de la compétitivité des produits d'origine nationale. Les actions qui seront retenues pour rationaliser les coûts de production en agriculture liés à l'utilisation des engrais, devraient être mis en œuvre à partir du dernier trimestre 1983, en concertation avec les organisations professionnelles concernées.

Réglementation de la cueillette des champignons.

11606. — 12 mai 1983. — **M. Bernard-Charles Hugo** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes qui ne manqueront pas de surgir entre les propriétaires des terrains et bois et les ramasseurs de champignons qui souvent viennent par « commandos », ratisent tout et repartent avec des camions remplis de cageots de cèpes. En effet, la récolte de champignons constitue pour les propriétaires un appoint non négligeable à leurs maigres revenus. S'il n'est pas question d'interdire totalement la cueillette des champignons par les citadins et les non-ruraux, pour qui cette pratique est une forme de loisir, il serait nécessaire de la réglementer afin d'éviter les abus. Il lui demande donc de lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'usage traditionnel de la cueillette familiale et faire échec aux abus de plus en plus manifestes.

Réponse. — Longtemps la cueillette des champignons n'a constitué qu'une activité exercée essentiellement par des ruraux sur le territoire de leur propre commune ou des communes avoisinantes. Mais cette situation s'est trouvée bouleversée par le nouveau rôle social dévolu à la forêt, drainant vers elle de nombreux citadins. Cette fréquentation accrue s'est accompagnée de nombreux abus auxquels se livrent des ramasseurs attirés par les aspects lucratifs de la vente de champignons non cultivés. Il s'est, donc, avéré nécessaire de réprimer ces abus, cause de heurts, parfois violents, entre ramasseurs de passage et résidents des communes rurales et, en outre, menace pour la sauvegarde des espèces. A cette fin, coexistent deux réglementations. Tout d'abord, les articles L. 331-6 et R. 331-2 du code forestier tendent à garantir les droits traditionnels de jouissance et de disposition du propriétaire sur son bien et ses accessoires, affirmés aux articles 544 et suivants du code civil. Ces dispositions imposent l'obligation d'obtenir une autorisation, expresse et préalable à tout ramassage, soit du propriétaire dans les bois des particuliers, soit du représentant local de l'office national des forêts, lorsque la cueillette est envisagée dans une forêt soumise au régime forestier. Toute violation de ces dispositions est sanctionnée par une peine d'amende « de 20 francs à 30 francs par litre de produits extraits ou enlevés, sans pouvoir dépasser une amende totale de 6 000 francs » (article R. 331-2 du code forestier). Par ailleurs, des mesures réglementaires ont été prises pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Par arrêté conjoint du ministre de l'environnement et du ministre de l'agriculture, en date du 24 avril 1979, les commissaires de la République dans le département sont habilités à soumettre à autorisation ou à inter-

dire, par arrêtés permanents ou temporaires, le ramassage de toute espèce de champignons non cultivés. Les auteurs d'infraction à ces arrêtés sont passibles des peines d'amendes de 600 francs à 1 200 francs, sanctionnant les contraventions à l'article R. 38 du code pénal. Ces deux réglementations, distinctes dans leur finalité, contribuent à lutter contre les abus et concourent, par là même, à la défense des intérêts des habitants des communes rurales. Elles ne peuvent, toutefois, justifier l'établissement d'une discrimination entre catégories de ramasseurs ; en effet, la seule situation qui puisse être juridiquement protégée est celle du propriétaire. En conséquence, aucun acte réglementaire ne peut réserver la cueillette aux ramasseurs locaux au détriment de ceux de passage.

Agriculteurs : retraite à 60 ans.

11621. — 12 mai 1983. — **M. Louis Minetti** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'application de la retraite à 60 ans aux agriculteurs. Un premier point semble acquis. L'ouverture du droit à la retraite à 60 ans devrait être soumise à la cessation d'activité. En revanche, le financement soulève des difficultés non négligeables qui peuvent demander un certain délai de règlement. Considérant que les agriculteurs ne sauraient être écartés de l'avancement de l'âge de la retraite, il serait nécessaire, en attendant la mise au point d'une solution définitive, de modifier les conditions d'attribution de l'indemnité de départ. Celle-ci pourrait être attribuée quel que soit l'âge du conjoint. Un assouplissement des conditions d'attribution de l'indemnité annuelle pourrait être obtenu en retenant comme critère essentiel la mise à la disposition d'autres agriculteurs des terres rendues disponibles, ainsi que la revalorisation des montants des indemnités pour atteindre au moins le niveau du minimum vieillesse. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre au regard de ces propositions.

Réponse. — La possibilité accordée par l'ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982 aux salariés âgés de soixante ans de bénéficier d'une pension calculée sur le taux de 50 p. 100, sous certaines conditions, ne concerne pas actuellement les professions indépendantes et notamment les travailleurs non salariés de l'agriculture. La question de l'avancement à soixante ans de l'âge de la retraite pour les exploitants agricoles devra faire l'objet d'une large concertation avec les organisations professionnelles pour déterminer dans quel délai et selon quelles modalités cette réforme pourrait être réalisée, étant entendu que les charges nouvelles qui en résulteraient impliqueraient un effort contributif accru de la part des actifs. Cette concertation devra tenir compte de l'existence des indemnités de départ ; le Gouvernement entend leur donner le caractère d'une véritable incitation au transfert des exploitations en faveur des jeunes agriculteurs et étudie le principe d'une réforme, axée fondamentalement sur l'installation des jeunes dans le cadre de la politique des structures qu'il entend mettre en place. Bien que la politique sociale ne se confonde pas avec la politique foncière puisque les deux systèmes relèvent de principes différents, le Gouvernement envisageant globalement d'améliorer le revenu des agriculteurs âgés est intervenu de manière particulière dans le domaine de la protection sociale au cours des deux dernières années, en cherchant à harmoniser progressivement les retraites des exploitants agricoles avec celles des autres catégories sociales, afin d'assurer des prestations de même niveau que celles servies notamment par le régime général de la sécurité sociale, à durée et effort de cotisations comparables. Les premières étapes ont déjà été entamées et des résultats très positifs ont été obtenus. C'est ainsi qu'en l'espace de deux ans, la retraite forfaitaire de vieillesse agricole est passée de 8 500 francs, l'allocation du fonds national de solidarité de 8 500 francs à 15 200 francs pour un célibataire et à 13 200 francs par personne dans un ménage, la valeur du point de 10,45 francs et 13,30 francs et le minimum vieillesse de 17 000 francs à 26 500 francs pour une personne seule et de 34 000 francs à 49 000 francs pour un couple lorsque les deux membres sont bénéficiaires du fonds national de solidarité.

Office interprofessionnel du bétail et des viandes : rôle.

11654. — 12 mai 1983. — **M. André Rabineau** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser si l'Office interprofessionnel du bétail et des viandes sera doté d'un conseil spécialisé en viande ovine susceptible d'avoir un rôle d'orientation de la production et un rôle de gestion du marché.

Réponse. — Le décret n° 83-248 du 18 mars 1983 portant création de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture prévoit explicitement la mise en place d'un conseil spécialisé pour la viande ovine. Ce conseil sera plus particulièrement chargé d'étudier les mesures de régularisation du marché ainsi, plus généralement, que d'exercer toute mission qui lui serait confiée par le conseil de direction. Le conseil de direction de l'office participe à la politique d'orientation des productions et d'organisation de la filière.

Centres régionaux de la propriété forestière : fonctionnement.

11672. — 12 mai 1983. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les préoccupations exprimées par le personnel du centre régional de la propriété forestière de Champagne-Ardenne. Ce centre avait pour mission de vulgariser la sylviculture, d'améliorer l'organisation économique des propriétaires forestiers et d'aider la gestion individuelle. Or l'annonce de la suppression de la subvention de l'Etat pour 1984 risque de remettre en cause le fonctionnement de ce centre et d'aboutir à la suppression d'un certain nombre d'emplois alors que le rapport présenté par M. Duroure préconisait au contraire un renforcement des moyens en hommes pour assurer les missions des centres régionaux de la propriété forestière en précisant que les effectifs actuels devaient être titularisés et multipliés par 4 dans les 5 ans à venir. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre tendant à permettre aux centres régionaux de la propriété forestière de continuer à exercer leur mission indispensable à la mise en œuvre d'une véritable politique forestière.

Réponse. — Les personnels du centre régional de la propriété forestière Champagne-Ardenne craignent que la diminution des ressources en 1984 remette en cause le bon fonctionnement du centre et entraîne des suppressions d'emplois. Les centres régionaux créés par la loi du 6 août 1963 pour améliorer la gestion et la production de la forêt privée éprouvent en effet, depuis 3 ans, certaines difficultés liées à leur mode de financement, et il n'est pas possible dans l'immédiat de renforcer les effectifs de ces établissements. Cependant des dispositions sont à l'étude pour maintenir en 1984 l'activité des centres avec leurs effectifs actuels. Par ailleurs, la titularisation de certains personnels nécessite une pérennité des ressources des centres et ne pourra intervenir que dans la mesure où son incidence financière n'aggrave pas les problèmes budgétaires de ces établissements.

Ingénieurs des travaux ruraux : déroulement de carrière.

11828. — 19 mai 1983. — **M. Roland du Luart** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le déroulement de la carrière des ingénieurs des travaux ruraux du ministère de l'agriculture. Il remarque qu'à fonctions et responsabilités identiques, le corps d'ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture est pénalisé de 90 points d'indice brut par rapport à leurs homologues des travaux publics de l'Etat. Jusqu'à présent, le Gouvernement, bien qu'ayant reconnu le bien fondé de la revendication des ingénieurs des travaux ruraux tendant à la parité de traitement, opposait des raisons d'ordre budgétaire pour refuser la mise en place de cette mesure analysée comme catégorielle. Or, les ingénieurs des travaux des services des transmissions, dépendant du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, viennent de bénéficier par décret n° 83-177 du 10 mars 1983 d'un avancement indiciaire portant l'indice brut fin de carrière de 762 à 901, soit une progression de 139 points d'indice. Dans ces conditions, la revendication des ingénieurs des travaux ruraux ne peut plus être considérée comme catégorielle mais comme une simple mesure d'équité entre ces différents corps d'ingénieurs. Il lui est demandé de bien vouloir faire connaître les dispositions que le Gouvernement entend adopter pour répondre à cette juste demande.

Réponse. — La situation des ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture a déjà fait l'objet d'un examen attentif. Il est précisé que leur classement indiciaire est identique à celui des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat ainsi qu'à celui des ingénieurs des travaux météorologiques. Seuls les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (équipement et mines) et ceux de la météorologie peuvent atteindre, comme ingénieur divisionnaire, l'indice brut 801. Le ministère de l'agriculture, pour tenir compte de l'évolution des missions dévolues à ses ingénieurs des travaux, souhaite la mise en œuvre d'une réforme statutaire permettant d'aligner la carrière de ces agents sur celle du corps homologue de l'équipement. Ainsi, l'indice brut terminal du grade de divisionnaire dans les corps des ingénieurs des travaux agricoles, des ingénieurs des travaux ruraux et des ingénieurs des travaux des eaux et forêts, serait porté à 801. En outre serait créé un emploi de chef de service doté de l'indice brut 852 pour les ingénieurs des travaux divisionnaires exerçant ces fonctions. Un dossier proposant cette réforme statutaire a été présenté dans le cadre de l'élaboration des budgets précédents et il le sera à nouveau dans le cadre de l'élaboration du budget de 1984. Toutefois à ce stade de la procédure budgétaire, il n'est pas possible de préjuger la suite qui pourra être réservée à ce dossier.

Financement des centres régionaux de la propriété forestière.

11890. — 26 mai 1983. — **M. Henri Portier** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le grave problème du financement des centres régionaux de la propriété forestière. La diversité et la précarité du financement des C.R.P.F. font obstacle à la titularisation du personnel

des C.R.P.F. alors qu'il s'avère indispensable que les membres du personnel technique et administratif puissent bénéficier du statut de la fonction publique, qui leur assurerait l'indépendance nécessaire à l'accomplissement de leur mission au service de la forêt privée. Il s'étonne que le problème des C.R.P.F. bute sur une question de financement en suspens depuis la loi n° 63-810 du 6 août 1963, alors que celle-ci prévoyait qu'après la création d'un cadastre forestier, la totalité des ressources issues de la taxe foncière sur les immeubles bois ou forêt, constituerait le financement des C.R.P.F. Il lui demande en conséquence, ce qu'il entend faire pour résoudre ce problème.

Réponse. — La mise au point d'un cadastre forestier, utilisable comme assiette d'une taxe destinée à assurer le fonctionnement des centres régionaux de la propriété forestière (C.R.P.F.), pose des problèmes considérables. Aussi, des négociations avec les chambres d'agriculture entreprises pour éviter que chaque année le financement des centres régionaux tel qu'il était prévu à titre transitoire par la loi du 6 août 1963 ne soit remis en cause, ont abouti au régime défini par la loi de finances pour 1978. Ce financement est assuré, d'une part, par un prélèvement de 50 p. 100 sur le montant des taxes perçues par l'ensemble des chambres d'agriculture sur les immeubles en nature de bois et, d'autre part, par une subvention du fonds forestier national égale à 4,25 p. 100 du montant des recettes au titre de la taxe unique forestière qui lui sont affectées. Le fléchissement des cours des bois constaté depuis quelques années a entraîné une diminution des rentrées de la taxe unique forestière et donc un déficit de ressources pour les C.R.P.F. L'Etat y a remédié, à titre exceptionnel, par une subvention du budget général du ministre de l'agriculture. Une réforme du régime de financement des C.R.P.F. est actuellement à l'étude. La titularisation des personnels nécessite une sécurité de ressources et ne pourra intervenir que dans la mesure où son incidence financière n'aggrave pas les problèmes budgétaires des C.R.P.F.

Cotisation d'assurance maladie : politique d'une caisse de mutualité sociale agricole.

11927. — 26 mai 1983. — **M. Albert Voilquin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'une caisse de mutualité sociale agricole refuse d'exonérer de la cotisation d'assurance maladie un agriculteur retraité au motif qu'il n'est pas personnellement bénéficiaire de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, celle-ci ayant été accordée, en fonction des ressources du couple, à l'épouse de l'intéressé, titulaire d'une pension de retraite du régime général de la sécurité sociale. Compte tenu de ce que l'allocation dont il s'agit aurait pu aussi bien être sollicitée par le mari, dont les ressources sont inférieures à celles de son épouse, il lui demande si la position prise par la caisse est fondée.

Réponse. — La réglementation en vigueur, notamment l'article 1003-7-1-V du code rural, prévoit que sont exonérés de la cotisation d'assurance maladie, les exploitants agricoles titulaires de la retraite de vieillesse agricole ainsi que les titulaires de la retraite forfaitaire agricole, percevant l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, dans la mesure où ces agriculteurs ont cessé toute activité professionnelle ou n'exploitent plus qu'une superficie inférieure à trois hectares de polyculture. Le principe de cette exonération étant, en conséquence, subordonné à ce que l'assuré bénéficie, à titre personnel, de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, la position arrêtée par les caisses de mutualité sociale agricoles d'appeler la cotisation d'assurance maladie aux agriculteurs non titulaires de cette prestation est donc conforme à la législation.

Viande porcine : assainissement du marché.

12094. — 2 juin 1983. — **M. Georges Lombard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les préoccupations très vives exprimées par les producteurs de porcs à l'égard de la politique européenne et nationale particulièrement néfaste pour la production française. C'est ainsi que le règlement du marché de la viande porcine présente de très grandes insuffisances, que les conditions d'approvisionnement et l'existence de montants compensatoires monétaires négatifs et positifs sont source de très graves distorsions de concurrence. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser quelles initiatives le Gouvernement envisage de prendre tendant à permettre une relance de la production nationale de la viande porcine qui pourrait être rendue possible par un démantèlement complet des montants compensatoires monétaires négatifs et positifs et pour les pays tiers en rendant effectifs les certificats d'importation.

Réponse. — L'accord intervenu le 17 mai entre les ministres de l'agriculture de la Communauté assure des mesures particulières pour la production porcine. Ce secteur bénéficiera d'un démantèlement total des M.C.M. français en deux étapes : 4,2 p. 100 à compter du 23 mai et le solde (2,2 p. 100) le 1^{er} novembre prochain en début de campagne.

Ajouté au démantèlement des M.C.M. allemands, néerlandais et danois ainsi qu'à un début de modification — encore modeste mais réel — de la base de calcul des M.C.M. pour le porc, l'avantage des pays à monnaie forte sera au total réduit de plus de moitié. Compte tenu de la situation du marché, un certain nombre de mesures de gestion ont été adoptées au plan communautaire : depuis le 1^{er} février est ouverte une opération de stockage privé dont les aides ont été augmentées le 1^{er} juin. Cette mesure a permis de retirer du marché d'importantes quantités de viandes porcines évitant ainsi que ne s'aggrave une situation marquée par une reprise de l'offre. Les restitutions à l'exportation ont été fortement revalorisées. La protection communautaire à l'égard des pays tiers a été renforcée par l'institution de montants supplémentaires pour certains produits d'origine suédoise et bulgare. Par ailleurs, un certain nombre de dispositions seront mises en place prochainement pour améliorer durablement le fonctionnement du marché en agissant sur sa transparence et pour faciliter le remboursement des emprunts souscrits par les éleveurs ayant récemment investi, lorsque la situation de marché rend précaire leur trésorerie. Enfin, les efforts consacrés à l'organisation économique des producteurs seront accentués. Ainsi les aides aux bâtiments d'élevage accordées dans le cadre du plan de rationalisation seront aménagées de telle sorte qu'elles puissent bénéficier plus fortement aux élevages de taille moyenne. De même le taux d'intérêt des prêts spéciaux d'élevage auxquels ils peuvent prétendre sera abaissé d'un point, et le plafond des prêts de modernisation sera relevé de près de 50 p. 100 pour favoriser la réalisation des investissements dans le cadre d'un plan de développement.

COMMERCE ET ARTISANAT

Assurance vieillesse : droits des conjoints des travailleurs indépendants.

11562. — 5 mai 1983. — **M. Paul Malassagne** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** dans quel délai il entend mettre en place les conditions d'une reconnaissance complète des droits des conjoints des travailleurs indépendants, spécialement en matière d'assurance vieillesse. En particulier, il lui demande s'il envisage d'une part de faire aboutir une revendication essentielle pour les conjoints de travailleurs indépendants d'obtenir dans le régime de la Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C.A.N.C.A.V.A.), à des conditions identiques, la même pension que celle servie par le régime organique et d'autre part pour le conjoint survivant qui n'a aucun droit propre de bénéficier d'une pension de réversion au taux de 100 p. 100.

Réponse. — La loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 relative aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale a eu pour objet de reconnaître la participation de ces conjoints à l'activité de l'entreprise en leur assurant de nouveaux droits professionnels et sociaux, notamment en matière d'assurance vieillesse. Les conjoints des travailleurs indépendants peuvent en effet opter pour l'un des trois statuts proposés par la loi : celui de conjoint collaborateur, de conjoint salarié ou de conjoint associé. Ils peuvent alors cotiser personnellement à l'assurance vieillesse en fonction du statut choisi et se constituer dans des conditions nouvelles des droits propres en matière de retraite, au lieu de bénéficier seulement de droits dérivés. S'agissant des avantages particuliers dont bénéficient les conjoints relevant du régime de l'Organic, il faut noter que ces avantages résultent de l'existence d'un régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse institué postérieurement à l'alignement des régimes de base d'assurance vieillesse des commerçants et des artisans sur le régime général de la sécurité sociale, réalisé depuis le 1^{er} janvier 1973. Ce régime complémentaire, financé par des cotisations demandées à l'ensemble des assurés, a permis de maintenir en faveur des conjoints des industriels et commerçants, les dispositions en vigueur dans leur régime d'assurance vieillesse antérieurement à l'alignement, qui prévoyaient le versement d'une pension de 50 p. 100 de celle du titulaire aux conjoints coexistants et l'attribution d'une pension de réversion de 75 p. 100 aux conjoints survivants des assurés réunissant certaines conditions de cotisations. Pour que des dispositions comparables s'appliquent aux conjoints des artisans, il faudrait qu'une assemblée plénière de leur groupe professionnel, réunie dans les conditions prévues à l'article L 663-11 du code de la Sécurité sociale, décide également la création d'un régime complémentaire en faveur des conjoints, financé par des cotisations spécifiques. A l'heure actuelle, les conjoints des artisans se trouvent, en matière de droits dérivés, dans une situation identique à celle des conjoints des salariés, pour ce qui concerne les périodes d'assurance postérieures au 1^{er} janvier 1973. Ainsi, ils bénéficieraient comme ces derniers de l'augmentation du taux des pensions de réversion de 50 p. 100 à 52 p. 100 décidée par le décret n° 82-1035 du 6 décembre 1982 et ils bénéficieraient de toute augmentation plus importante du taux des pensions de réversion qui serait jugée compatible avec l'équilibre financier de la sécurité sociale et appliquée dans le régime général.

CULTURE

Régime d'assurance chômage des comédiens.

9982. — 3 février 1983. — **M. Jean Cluzel** appelle l'attention de **M. le ministre délégué à la culture** sur l'émotion causée dans le milieu du spectacle par un décret qui met en cause, pour partie, le régime d'assurance chômage des comédiens. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre ou proposer afin de rétablir les droits d'artistes qui pratiquent une profession par nature intermittente, et qui sont donc justiciables d'un régime de protection sociale particulier.

Réponse. — Jusqu'à la fin de l'année 1982, les artistes du spectacle bénéficiaient en matière d'assurance-chômage de dispositions particulières faisant l'objet des annexes 8 et 10 du régime général U.N.E.D.I.C. qui tenaient compte des caractéristiques propres à la profession (exigence de 520 heures de travail à justifier dans les 12 mois précédant l'inscription en qualité de demandeur d'emploi). L'application immédiate et sans adaptation aux professions du spectacle du décret du 24 novembre 1982 visant à une réorganisation générale du régime de garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi aurait eu comme conséquence de priver une fraction importante des travailleurs du spectacle du bénéfice de l'allocation-chômage, ce qui aurait créé une situation particulièrement délicate au sein d'une profession caractérisée par l'intermittence de ses activités. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a invité les organisations représentatives de la profession à se concerter afin de trouver une solution respectueuse à la fois du cadre général du décret précité et des spécificités des artistes et techniciens du spectacle. Il a par ailleurs autorisé pendant plusieurs mois le maintien des dispositions antérieures afférentes aux conditions d'ouverture des droits à indemnisation. Ces négociations sont parvenues à leur terme et la commission nationale paritaire de l'U.N.E.D.I.C. a récemment approuvé une délibération qui adapte les prescriptions du décret du 24 novembre 1982 aux caractéristiques et exigences des professions du spectacle et qui permet la mise en place d'un dispositif satisfaisant d'indemnisation pour les travailleurs concernés, en accord avec les dispositions réglementaires.

Cinémathèque : utilisation des crédits.

11964. — 26 mai 1983. — **M. Louis Souvet** relève dans la presse du 23 avril 1983, l'information suivante : « Le budget réservé aux activités normales de la cinémathèque s'est vu amputé de la somme de 3 millions de francs : coût nécessaire à la réalisation d'une bande-son destinée à être greffée sur le film muet d'Abel Gance : « Napoléon » ainsi qu'à l'achat de cinq mille chaises ». La profession n'ayant pas eu connaissance d'un appel à la concurrence ou d'un appel d'offres pour la fourniture des chaises, il demande donc à **M. le ministre délégué à la culture** de bien vouloir lui préciser : de quel type de chaises il s'agit, à quelle date a été organisé l'appel à la concurrence, la provenance de ce type de chaises.

Réponse. — Le ministre délégué à la culture rappelle que la cinémathèque française est une association régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle reçoit des subventions du département de la culture et du compte de soutien financier à l'industrie cinématographique, destinées à lui permettre de poursuivre les tâches importantes qu'elle mène en matière de recherche, de conservation et d'illustration du patrimoine cinématographique. Elle n'en demeure pas moins un organisme privé, jouissant d'une complète autonomie de fonctionnement dans le cadre de la liberté associative. La mission prestigieuse qu'elle s'est donnée de présenter le chef-d'œuvre d'Abel Gance : « Napoléon », reconstruit dans sa version d'origine et de mettre en place un programme de diffusion permettant à de larges publics d'avoir accès à cette œuvre maîtresse du cinéma a rencontré des difficultés qui en ont différé la réalisation. Ce projet demeure toutefois dans les intentions des responsables de la cinémathèque : il est souhaitable et vraisemblable qu'il puisse être concrétisé au cours des prochains mois. En ce qui concerne l'acquisition, faite par la cinémathèque, de sièges destinés à permettre la mise en œuvre du programme de diffusion tel qu'il avait été initialement conçu, l'opération en a été décidée et menée par la direction de la cinémathèque dans le cadre de son autonomie de fonctionnement. Les obligations d'appel à la concurrence que le code des marchés publics impose à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics, aux sociétés nationales et aux sociétés d'économie mixte ne concernent pas les associations de la loi de 1901.

Centre Georges-Pompidou : grève du personnel de nettoyage.

12122. — 9 juin 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué à la culture** quelles dispositions il compte prendre pour que les visiteurs du centre Georges-Pompidou ne supportent pas les conséquences de la grève des personnels des sociétés chargées du nettoyage de ce musée.

Réponse. — Le ministre délégué à la culture informe l'honorable parlementaire que le nettoiement du centre Georges-Pompidou ayant normalement repris, le centre est à nouveau ouvert au public depuis le vendredi 3 juin 1983, après une interruption d'une semaine. L'arrêt de l'entretien du centre était dû à un litige interne aux sociétés chargées du nettoiement sur l'application de l'article L.122-12 du code du travail. Le conflit a pris fin, après une série de réunions de négociations auxquelles a participé activement la direction du centre et présidées par le directeur régional du travail et de l'emploi.

DEFENSE

Fourniture d'avions « Mirage » à la Chine.

11420. — 28 avril 1983. — **M. Henri Le Breton** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir préciser la position du Gouvernement en ce qui concerne les ventes d'armes de fabrication française à l'étranger. Il lui demande en particulier si le Gouvernement serait favorable à un marché d'exportation d'avions « Mirage » avec le Gouvernement populaire de Chine, dans la mesure où cette fourniture se place dans le cadre des relations amicales entre les deux pays.

Réponse. — Le ministre de la défense participe, sous la direction du Premier ministre et avec les ministres responsables des autres départements ministériels concernés, à l'examen d'ensemble de la politique de vente d'armes. Sa politique d'exportations vise à introduire une certaine moralisation dans ce type de commerce, les risques d'utilisation de matériels militaire à des fins de répression de mouvements populaires étant plus particulièrement pris en compte. En outre, il est tenu compte de la contribution que les exportations d'armement peuvent apporter à l'équipement au moindre coût de nos armées, à l'emploi industriel et à l'action diplomatique de la France, au service des principes de l'indépendance et de la souveraineté des Etats. Les actions menées en coopération sont recherchées prioritairement, dans le respect de la souveraineté de chacun des partenaires. En ce qui concerne plus particulièrement la vente éventuelle d'avion Mirage de défense aérienne à la Chine, le gouvernement français est prêt, si cela correspond au souhait de ce pays, à engager des conversations sur une telle opération.

Augmentation du capital de la Snecma.

11697. — 12 mai 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de la défense** quel sera le montant de l'augmentation de capital que l'Etat apportera cette année à la Société nationale d'études et construction des moteurs d'avions (Snecma) ?

Réponse. — L'apport de l'Etat à la société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion au titre de l'année 1983 s'élèvera à 300 millions de francs dont 200 millions de francs d'apport en capital et 100 millions de francs de prêts participatifs. La société a, par ailleurs, reçu en 1983, au titre de l'année 1982, 25 millions de francs en complément des 75 millions de francs déjà reçus en 1982.

Agents sous contrat du ministère.

11918. — 26 mai 1983. — **M. Jacques Delong** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des huit mille agents sous contrat du ministère de la défense. En effet cette catégorie de personnel est régie par le décret n° 49-1373 du 3 octobre 1949 qui prévoit dans son article 26 le départ en retraite à 63 ans. Or ce décret n'a pas été modifié et par suite la loi sur la retraite à soixante ans ne s'applique pas à cette catégorie de salariés. Il lui demande s'il estime devoir aligner cette catégorie de personnel sur l'ensemble du secteur public ou privé et dans ce cas quelles mesures il compte prendre à cet égard.

Réponse. — L'article 1^{er} de l'ordonnance n° 82-270 du 26 mars 1982 relative à l'abaissement de l'âge de la retraite des assurés du régime général et du régime des assurances sociales agricoles permet à tous les salariés âgés de soixante ans qui le souhaitent d'obtenir une pension de retraite complète, dès lors qu'ils justifient d'au moins 150 trimestres de cotisations dans un ou plusieurs régimes de base, quels qu'ils soient, ou de périodes reconnues équivalentes. Cet abaissement de l'âge de la retraite n'est cependant pas une obligation légale de cesser toute activité à partir de l'âge de soixante ans, même pour les assurés justifiant des 150 trimestres de cotisations. C'est pourquoi il n'apparaît pas souhaitable d'avancer à soixante ans la limite d'âge des agents sur contrat du ministère de la défense, une telle mesure revenant en effet à imposer le départ à la retraite de tous les agents atteignant cet âge, qu'ils aient ou non cotisé 150 trimestres dans un régime de base. Il convient toutefois de préciser que toutes les demandes de départ à la retraite déposées par les agents ayant atteint ou dépassé soixante ans sont satisfaites, que les intéressés puissent ou non percevoir une pension au taux plein.

Pensions des veuves de gendarmes tués en service commandé.

12011. — 2 juin 1983. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui préciser quelles mesures il envisage de prendre tendant à porter à 100 p. 100 des droits du défunt les pensions des veuves de militaires de la gendarmerie tués en service commandé au cours d'opérations de police.

Réponse. — Aux termes des décrets nos 78-623 et 78-624 du 2 juin 1978, les officiers et les sous-officiers de gendarmerie grièvement blessés dans l'exercice de leurs fonctions de police administrative ou de police judiciaire peuvent, à titre exceptionnel, et par dérogation à certaines dispositions statutaires fixées par les décrets n° 75-1209 relatif aux officiers et n° 75-1214 du 22 décembre 1975 concernant les sous-officiers, être promus, après avis d'une commission prévue en la matière, au grade immédiatement supérieur ou recevoir, pour l'avancement d'échelon, une bonification leur permettant d'atteindre l'un des échelons supérieurs à leur grade. En outre, il vient d'être décidé de garantir désormais aux veuves de militaires de la gendarmerie tués au cours d'une opération de police une pension globale équivalente au montant de la solde correspondant à l'indice retenu pour le calcul de la pension de retraite. Cette mesure résulte des dispositions contenues dans la loi de finances rectificative pour 1982 (N° 82-1152 du 30 décembre 1982).

Anciens Combattants

Anciens combattant d'outre-mer : hommage.

9196. — 26 novembre 1932. — **M. Jean-Marie Bouloux** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** que la victoire de la seconde guerre mondiale a été chèrement payée par le sacrifice de nombreux soldats originaires d'outre-mer et qui se sont battus sous les couleurs françaises. Il lui demande si, à l'occasion de la prochaine commémoration de l'armistice du 11 novembre 1983, il n'envisage pas qu'un hommage solennel soit rendu à tous ces combattants d'outre-mer et que les responsables des organisations d'anciens combattants, en particulier d'Afrique du Nord, d'Afrique noire et de Madagascar, soient personnellement associés à cet hommage.

Réponse. — La présente question a le mérite de rappeler ce que la victoire du 8 mai 1945 doit au sacrifice de nombreux soldats originaires d'outre-mer et qui se sont battus sous les couleurs françaises. Cette dette du sang n'a pas été oubliée : depuis 1972 un ancien combattant des pays de l'Afrique francophone au sud du Sahara, et de Madagascar est, chaque année, invité par le gouvernement français aux cérémonies de notre fête nationale le 14 juillet. La désignation de ces représentants est faite sur démarche de l'ambassadeur de France par les gouvernements concernés. Compte tenu de la nature du conflit d'Afrique du Nord et des sensibilités en présence, la participation d'anciens combattants du Maghreb aux cérémonies nationales du 8 mai et du 14 juillet n'est pas envisagée pour le moment.

Patriotes résistant à l'occupation : revendications.

11032. — 7 avril 1983. — **M. André Bohl** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (anciens combattants)** sur la situation particulièrement digne, d'intérêt des patriotes résistant à l'occupation, lesquels souhaiteraient pouvoir bénéficier de la présomption d'origine sans condition de délai pour toutes les maladies, leurs séquelles et les infirmités contractées au cours de leur internement ou survenues après leur retour au foyer des suites de cet internement. Il lui demande par ailleurs de bien vouloir prendre toutes dispositions afin qu'ils soient également concernés par la répartition de l'indemnisation que pourrait verser le Gouvernement de la République fédérale allemande aux victimes du nazisme, qu'ils obtiennent enfin réparation pour la spoliation de leurs biens placés sous séquestre au moment de leur arrestation pour lesquels ils n'ont jamais pu bénéficier des dispositions légales relatives à l'indemnisation au titre des dommages de guerre.

Réponse. — Les questions posées appellent les réponses suivantes : 1° En matière de reconnaissance des droits à pension militaire d'invalidité, l'avantage exceptionnel que constitue la présomption d'origine sans condition de délai dont bénéficient les déportés pour toutes les affections dont ils sont atteints, sauf preuve contraire, ne saurait souffrir d'extension ; il a été institué dans l'unique but de réparer les conséquences des sévices particulièrement inhumains subis par ces victimes de guerre dans les camps d'extermination. Pour leur part, les patriotes résistant à l'occupation bénéficient tout comme les prisonniers de guerre de l'armée française incarcérés en camps allemands de représailles et les incorporés de force détenus au camp de Tambow ou dans ses annexes, de la présomption d'origine pour les infirmités ayant fait l'objet d'un constat officiel avant le 1^{er} juillet 1946 et, compte tenu du régime sévère auquel ils ont été soumis, d'un régime spécial d'imputabilité par preuve d'origine pour un certain nombre d'affections nommément désignées. Il con-

vient de noter qu'à la suite de nouvelles études médicales sur les séquelles de la détention des patriotes résistant à l'occupation, le décret n° 81-314 du 6 avril 1981 a supprimé tout délai de constatation pour certaines de ces infirmités. 2° Un accord signé à Bonn, le 31 mars 1981, entre la République Fédérale d'Allemagne et la France, prévoit le versement par la République Fédérale d'Allemagne, d'une somme de 250 millions de deutschmarks à une fédération de droit local (Alsace-Moselle). Cette fondation a été installée par le ministre des anciens combattants le 16 novembre 1981. Tout est prêt de côté français pour recevoir et distribuer la somme précitée aux victimes de l'incorporation de force ou, le cas échéant, à leurs ayants cause. Demeurant à régler : 1° la ratification de l'accord précité, 2° le vote par le Bundestag des crédits. Ces deux questions sont suivies attentivement par le ministre des relations extérieures compétent pour en connaître. Le maximum est fait du côté français pour accélérer le règlement de cette affaire qui a été évoquée à l'occasion du dernier sommet franco-allemand. Le secrétaire d'Etat indique qu'il a réuni le 14 juin 1983 les parties prenantes aux problèmes des anciens combattants et victimes de guerre d'Alsace-Moselle. Au cours de cette réunion, la première du genre depuis 38 ans, des grandes questions — incorporés de force, P.R.O., P.R.A.F., camp de Tambow, paramilitaires, etc. — ont été évoquées. Leur examen attentif et détaillé a permis d'avancer sur la voie d'une prochaine solution. Diverses propositions ont été faites qui seront soumises à toutes les Associations. D'autres seront étudiées lors de la nouvelle table ronde qui aura lieu dans la seconde quinzaine de septembre.

Reconnaissance de la qualité de combattant volontaire en Afrique du Nord.

11518. — 5 mai 1983. — **M. Michel Miroudot** demande à **M. le secrétaire d'Etat du ministre de la défense (anciens combattants)** s'il ne lui paraîtrait pas opportun de reconnaître la qualité de combattant volontaire en Afrique du Nord à tous ceux qui se sont portés volontaires pour y servir, dès lors que l'unité qu'ils ont rejointe a été classée combattante et qu'ils y ont appartenu pendant 90 jours au moins.

Réponse. — L'engagement volontaire dans l'armée n'est pas une des conditions d'attribution de la carte du combattant, quel que soit le conflit au titre duquel cet engagement a été souscrit. En ce qui concerne l'attribution de la carte de combattant au titre des opérations d'Afrique du Nord, les règles en sont fixées par la loi du 9 décembre 1974 modifiée par celle du 4 octobre 1982. Ce dernier texte a notablement, conformément aux engagements pris par le Gouvernement, assoupli et élargi ces conditions puisque désormais la carte du combattant pourra être attribuée à tout postulant ayant appartenu à une unité qui a participé à neuf actions de feu ou de combat pendant le temps de présence du candidat à la carte (le décret d'application de ces nouvelles dispositions, examiné par le conseil d'Etat selon la procédure d'urgence, permettra leur mise en œuvre, prochainement. En tout état de cause, pour le conflit d'Afrique du Nord, comme pour les autres, l'engagement et le engagement dans l'armée pour servir dans une unité stationnée en Afrique du Nord, ouvre droit à une bonification de temps de 10 jours pour l'attribution de la carte du combattant.

ECONOMIE, FINANCES, BUDGET

Sapeurs-pompiers volontaires : allocation de vétéran.

6859. — 1^{er} juillet 1982. — **M. Roland Courteau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, s'il est vrai que l'allocation de vétéran accordée aux sapeurs-pompiers volontaires serait, prochainement, soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande de bien vouloir à ce propos lui fournir tous apaisements. En effet, une telle décision serait pour le moins injuste, puisqu'elle concernerait des personnes dont on apprécie le dévouement et le bénévolat. (*Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget*)

Réponse. — Les allocations annuelles versées par les collectivités locales aux anciens sapeurs-pompiers communaux volontaires présentent le caractère d'un revenu et entrent, conformément aux dispositions de l'article 79 du code général des impôts, dans le champ d'application de l'impôt. Toutefois, depuis 1969, ces allocations étaient exonérées d'impôt lorsque leur montant n'excédait pas 100 francs par an. Eu égard aux conditions dans lesquelles elles sont attribuées, il a été décidé, à compter de l'établissement de l'impôt dû au titre des revenus de l'année 1981, de ne les imposer que pour la fraction de leur montant excédant 1 000 francs par an. Cette mesure, qui répond en grande partie aux préoccupations de l'auteur de la question, a été publiée au bulletin officiel de la direction générale des impôts sous la référence 5 F-16-1982.

Victimes de calamités agricoles : allègements fiscaux.

10043. — 10 février 1983. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** s'il ne devrait pas envisager de donner quasi systématiquement des instructions à ses services et à ceux des organes de crédits nationalisés afin qu'au cas de calamités agricoles reconnues, les victimes de celles-ci puissent obtenir des reports de plusieurs trimestres au plan du règlement de leur imposition ou des échéances portant sur les intérêts des emprunts.

Réponse. — Les calamités agricoles constituent un risque inhérent à l'activité agricole. Un régime d'aide aux victimes des calamités agricoles comprenant des indemnisations et des prêts bonifiés par l'Etat a pour objet de compenser pour partie les dommages subis et d'aider à la reconstitution de la trésorerie de l'exploitation. Il ne paraît donc pas nécessaire de prévoir un régime de report systématique des dettes fiscales ou du remboursement des intérêts des emprunts contractés par les agriculteurs sinistrés. Dans certains cas, exceptionnels, comme la sécheresse de l'été 1982, des mesures de prise en charge d'intérêts ont cependant été mises en place. Il est précisé que les comptables publics sont habilités de façon permanente à accorder, à titre exceptionnel, des facilités de paiement aux redevables de bonne foi justifiant de difficultés passagères les mettant dans l'impossibilité de respecter leurs obligations fiscales. Dans la mesure où ils estimeraient être à même de bénéficier de ces facilités, les intéressés pourraient donc se rapprocher du service dont ils relèvent, en lui apportant tous éléments utiles d'appréciation concernant leur situation financière. Ces dispositions paraissent de nature à résoudre les difficultés évoquées. Enfin, il est rappelé à l'honorable parlementaire que, conformément aux engagements pris devant l'Assemblée nationale, un groupe de travail, comprenant des parlementaires, a été chargé de réfléchir à une réforme du régime d'aide aux victimes des calamités agricoles qui permette d'en améliorer l'efficacité.

Evolution du montant des primes d'assurance automobile.

11348. — 21 avril 1983. — **M. Michel Giraud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur l'évolution du montant des primes d'assurance automobile. En effet, alors que la volonté exprimée par les pouvoirs publics est de limiter la hausse des prix et, notamment, celle des services, les primes d'assurance automobile semblent subir, spécialement depuis deux ans, des hausses inquiétantes. L'exemple d'un fonctionnaire qui assure son véhicule d'une puissance de 4 CV auprès d'une société mutualiste, paraît significatif. Pour les mêmes garanties, la cotisation de base de l'intéressé, échue chaque année en mars était, en 1980 de 1 085 francs, en 1981 de 1 144 francs, en 1982 de 1 562 francs, en 1983 de 1 926 francs. Les hausses respectives ressortissent donc à 5,4 p. 100 en mars 1981, 36,5 p. 100 en mars 1982, 23,3 p. 100 en mars 1983. Depuis mars 1981, c'est une hausse de 68,3 p. 100 de sa cotisation de base que l'intéressé a dû supporter. Comme, pendant cette même période de deux ans, l'augmentation du traitement de ce fonctionnaire était voisine de 20 p. 100, il y a là une situation pour le moins anormale. Il souhaiterait donc connaître les raisons qui peuvent justifier de telles hausses, et les mesures qu'il entend prendre pour y remédier. Il lui fait observer que, faute de mesures adéquates prises rapidement, cet exemple illustre parfaitement les difficultés rencontrées actuellement par des catégories de Français modestes.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire concerne l'évolution des tarifs au cours des dernières années, dont l'augmentation lui semble particulièrement importante, un exemple significatif étant fourni à ce propos par le cas d'un fonctionnaire ayant assuré un véhicule d'une puissance de 4 CV auprès d'une société mutuelle. Il faut rappeler, à ce propos, que la tarification de l'assurance automobile résulte de la prise en considération d'un certain nombre de facteurs : le véhicule, la zone géographique où il est utilisé ainsi que son usage socio-professionnel. A ces critères techniques s'ajoutent des éléments propres au conducteur : son âge ou l'ancienneté de son permis de conduire, sa responsabilité éventuelle dans la survenance d'accidents. L'utilisation de ces différents paramètres vise à cerner d'aussi près que possible la réalité du risque garanti et à faire payer à l'assuré la prime ou cotisation correspondant à ce risque, dans un souci de vérité des prix. Par ailleurs, les tarifs d'assurance ne sont pas fixés par l'administration mais par les sociétés d'assurance elles-mêmes, en fonction de leurs résultats propres et de leur politique commerciale. Ces tarifs peuvent donc être assez différents d'une société à l'autre, compte tenu de la composition de leurs portefeuilles respectifs. L'administration veille à ce que ces tarifs soient suffisants pour assurer l'équilibre de chaque société et préserver, ainsi, la sécurité des assurés et des victimes d'accidents et soient également compatibles avec les normes générales d'augmentation définies par le Gouvernement dans le cadre de la politique générale des prix. Pour la période comprise entre l'année 1979 et l'année 1982, la liberté tarifaire a été la règle. A cette époque, il n'appartenait donc pas aux services du ministère de l'économie et des finances de contrôler la régularité de la hausse appliquée à une prime due par un assuré, sauf pour la part de celle-ci résultant

de l'application de la clause-type qui a institué un système de majoration ou de réduction de prime, en fonction du nombre de sinistres provoqués par l'assuré (clause dite de « Bonus-Malus »). En 1982, les consignes de modération données par le Gouvernement portaient sur une évolution du prix des garanties de l'ordre de 10 p. 100. Mais pour obtenir ce résultat de modération des prix à 10 p. 100, les entreprises d'assurance doivent appliquer à leur tarif de référence une majoration supérieure destinée à compenser le coût d'éléments que les entreprises redistribuent : coût du bonus notamment, coût éventuellement des passages dans des tarifs préférentiels pour les bons assurés. D'autre part, s'agissant d'une augmentation moyenne, certaines zones géographiques ou certains types de véhicules, par exemple, peuvent être majorés plus fortement que la norme fixée en raison des observations faites quant à leur sinistralité, à condition que des diminutions effectuées par ailleurs, réalisent la compensation globale au niveau de la société. Au titre de l'année 1982, se sont ajoutées la majoration du taux de la cotisation d'assurance maladie sur les primes afférentes à l'assurance obligatoire de responsabilité civile automobile qui est passée de 6 p. 100 à 12 p. 100 et, selon les cas, une majoration supplémentaire au titre de l'application de la loi rendant obligatoire la garantie des membres de la famille du conducteur à partir du 1^{er} juillet 1981 (6 p. 100 environ). A partir de novembre 1982, une majoration complémentaire de 3 p. 100 a été autorisée pour tenir compte des conséquences prévisibles d'un arrêt de la cour de cassation du 21 juillet 1982 (arrêt Desmares) relatif à l'indemnisation des victimes d'accident de la circulation. Enfin, une extension de garantie a été mise en place pour l'indemnisation des catastrophes naturelles. Donc, certaines majorations correspondent, en 1982, à la prise en compte de nouvelles garanties (garantie des membres de la famille du conducteur ou extension de la garantie des catastrophes naturelles...), qui ont nécessairement une incidence financière. Du 11 juin au 31 octobre 1982, les tarifs d'assurance ont été bloqués, comme tous les autres prix, c'est-à-dire qu'aucune modification des tarifs en vigueur au 11 juin 1982 n'a été possible pendant cette période, excepté le cas des entreprises ayant mis en place un plan de redressement et de sauvegarde. Toutefois, les sociétés ayant procédé à la mise en œuvre de nouveaux tarifs antérieurement à cette période, étaient fondées à les appliquer aux primes venues à échéance pendant la durée du blocage des tarifs. Pour l'année 1983, en ce qui concerne l'assurance automobile, le taux retenu est de 8,5 p. 100. Ce pourcentage correspond, comme le 10 p. 100 de 1982, à une augmentation moyenne des recettes de l'entreprise, à parc constant, pour l'exercice considéré. Mais, en tout état de cause, les assurés qui n'ont pas été responsables d'accident au cours de l'année écoulée, ne doivent pas voir leur prime réelle, c'est-à-dire la prime à payer après application du « bonus », majorée par rapport à la prime réelle acquittée en 1982, de plus de 8,5 p. 100 auxquels s'ajoutent, d'une part, les 3 p. 100 autorisés en novembre 1982 (et non encore répercutés sur l'ensemble des assurés) destinés à compenser le coût des conséquences prévisibles de l'arrêt de la cour de cassation du 21 juillet dernier, pour l'indemnisation des piétons et des cyclistes et, d'autre part, l'extension de garantie des catastrophes naturelles. Il faut ajouter que ces mesures de modération, tant pour 1982 que pour 1983, sont sans incidence sur le jeu normal de la règle dite de « Bonus-Malus » ou sur les modifications du contrat résultant d'un avenant faisant suite à un changement de véhicule ou des risques garantis. Pour en revenir au cas particulier évoqué, il est difficile d'apporter une réponse précise, faute de renseignements suffisants : taux de réduction ou de majoration (Bonus-Malus) acquis en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'annexe à l'article A 121-1 du Code des Assurances, étendue et nature des garanties couvrant les risques, modifications éventuelles apportées au contrat initialement souscrit, tous éléments qui peuvent se refléter dans le montant de la prime. Enfin, contrairement à une opinion généralement répandue, les études comparatives menées en la matière, en ce qui concerne notamment l'assurance obligatoire de responsabilité, montrent que le prix de l'assurance automobile, pour un volume de garanties inchangé, a évolué dans une proportion bien moindre que certains autres prix : prix de la journée d'hôpital, prix de la réparation automobile, prix des salaires horaires et bien moins également que l'indice général des prix. Pour le reste, l'augmentation des primes résulte, comme les indications fournies ci-dessus l'ont montré, de subs-

tantielles augmentations des garanties couvertes, c'est-à-dire des services rendus par l'assurance automobile. Pour une part, ces extensions ont consisté en l'intégration dans l'assurance de responsabilité civile obligatoire de garanties facultatives couvertes par des assurances distinctes (garantie des membres de la famille par exemple).

Harmonisation des droits d'enregistrement d'un testament.

11514. — 5 mai 1983. — M. Jacques Braconnier, demande à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget s'il envisage d'étendre les dispositions de l'article 848 du code général des impôts à tous les testaments sans exception, y compris ceux par lesquels un père ou une mère a légué des biens à chacun de ses enfants. Compte tenu du fait qu'un testament est enregistré au droit fixe s'il n'y a pas plus d'un descendant direct parmi les légataires désignés dans l'acte et au droit proportionnel, beaucoup plus élevé, s'il y en a plusieurs, cette disparité de traitement pénalise sans raison de nombreuses familles. Cette solution permettrait d'éviter une augmentation considérable du coût des formalités d'enregistrement quand le testamentaire laisse à sa mort plusieurs descendants.

Réponse. — Malgré la similitude des termes, le testament ordinaire diffère profondément du testament-partage. Un testament ordinaire est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens ; il a essentiellement un caractère dévolutif. Un testament-partage est un acte par lequel un ascendant répartit ses biens entre ses enfants et descendants. Il n'y a testament-partage que si plusieurs descendants sont appelés ensemble, de leur chef ou par représentation, à la succession du disposant (art. 1075 du code civil). Cet acte n'opère pas la transmission des biens sur lesquels il porte ; il est sans influence sur la vocation héréditaire des descendants qui recueillent leurs parts en qualité d'héritiers investis par la loi de la saisine et non en tant que légataires. Le testateur règle, par cet acte, la formation et l'attribution des lots auxquelles les héritiers auraient procédé après l'ouverture de la succession. Il s'agit, donc, d'un partage qui se réalise au moyen d'un testament et ne produit d'effet qu'au jour du décès de l'ascendant. Aux termes de l'article 1079 du code civil, « le testament-partage ne produit que les effets d'un partage ». Dans ces conditions, cet acte ne peut, sur le plan fiscal, être traité différemment du partage ordinaire ; il est, par conséquent, soumis au droit de 1 p. 100 exigible, aux termes de l'article 746 du code général des impôts, sur les actes de cette nature. Cette position n'est pas contraire à l'équité ; elle n'est que l'application du principe très général qui fait obligation à l'administration fiscale de rechercher en vue de la perception des droits d'enregistrement, à la lumière des règles du droit civil, la nature réelle des actes. D'autre part, les héritiers institués par un testament ordinaire qui se retrouvent en indivision ont à procéder au partage des biens héréditaires et acquittent à cette occasion le droit de partage que les descendants bénéficiaires d'un testament-partage ont supporté lors de l'enregistrement de cet acte.

Coût du soutien du franc.

11954. — 26 mai 1983. — M. Robert Schmitt demande à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget de bien vouloir lui indiquer à combien s'élèvent les sommes engagées par la Banque de France pour soutenir le franc entre le 1^{er} novembre 1982 et le 22 mars 1983.

Réponse. — En raison de l'impératif de défense de la monnaie nationale, il n'est pas d'usage de fournir le détail des interventions du fonds de stabilisation des changes, qu'elles portent sur l'achat ou la vente de devises. A titre d'information cependant sont repris ci-après les montants des réserves au 31 octobre 1982 et au 31 mars 1983 qui ont fait l'objet de communiqués officiels en date du 19 novembre 1982 et du 26 avril 1983 respectivement.

(en millions de F.)

Dates	Avoirs en Or	Avoirs en Ecus	Position au F.E.C.O.M.	Avoirs en devises	Créances sur le F.M.I.	Total
31/10/82	170 624	57 763	- 6 042	19 573	13 175	255 093
31/03/83	247 141	65 313	- 3 719	30 016	12 398	351 149

Il peut être rappelé que des achats de devises très substantiel ont été enregistrés après le réajustement de parités intervenu le 21 mars et la mise en œuvre du plan d'accompagnement destiné à rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

Budget

Relance du contrôle fiscal.

7684. — 16 septembre 1982. — **M. Albert Voilquin** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie des finances et du budget (budget)** sur les déclarations faites par lui à propos de la relance du contrôle fiscal. On ne peut qu'approuver la lutte contre la fraude et l'action engagée. Il lui demande, à cette occasion, que soient allégées les techniques de vérification des petits contribuables, que la discrimination soit de règle entre le contribuable de bonne foi et le fraudeur patenté, le premier bénéficiant de l'indulgence de l'administration et le second étant justement sanctionné, et que l'administration et administrés en soient informés.

Réponse. — Un effort important a été entrepris pour accroître l'efficacité de la lutte contre la grande fraude tout en évitant aux contribuables de bonne foi des tracasseries inutiles. Lors du conseil des ministres du 30 mars 1983, il a été décidé que l'intensification de la lutte contre la grande fraude s'accompagnerait d'un effort de simplification, notamment par le développement de formules de contrôle allégées pour les plus petites entreprises et par une simplification radicale du régime des pénalités, actuellement très complexes. Ces mesures, vont dans le sens des souhaits exprimés par l'honorable parlementaire.

Attitude de certains contribuables.

9545. — 15 décembre 1982. — **M. Pierre Taittinger** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie des finances et du budget (budget)** s'il a l'intention d'encourager l'attitude des contribuables qui ont décidé de faire la grève de l'impôt dans certaines municipalités et qui se sont ainsi placés dans l'illégalité, à l'instar de ce que vient de faire **M. le ministre de l'éducation nationale** en apportant son soutien à l'attitude illégale des mêmes municipalités qui refusent d'accorder leurs subventions aux établissements d'enseignement privé, malgré l'arrêt rendu par le conseil d'Etat en février dernier.

Réponse. — L'article L. 277 du livre des procédures fiscales du nouveau code des impôts dispose que le contribuable qui conteste le bien-fondé ou le montant des impositions mises à sa charge peut, par une réclamation, demander à différer le paiement de la partie contestée de ces impositions. Il doit, à cet effet, constituer des garanties en vue de préserver les droits du Trésor. Dans les cas évoqués par l'auteur de la question, il est précisé que si les parents d'élèves en question ont contesté devant le directeur des services fiscaux leurs cotisations d'impôts locaux, en sollicitant le bénéfice de sursis légal de paiement, ils n'ont bénéficié de l'effet suspensif de paiement que si des garanties propres à assurer ultérieurement le recouvrement des cotisations litigieuses ont été constituées. En l'absence de réclamation contentieuse, les comptables du Trésor n'ont d'autre alternative que de poursuivre le recouvrement des sommes dues, augmentées des pénalités de 10 p. 100 pour paiement tardif, à l'encontre des contribuables qui persisteraient dans leur attitude. Il en irait de même si les redevables ayant contesté leur impôt local n'avaient pas déposé des garanties suffisantes. Il est précisé, enfin, que tout mouvement concerté de refus de paiement de l'impôt peut exposer les auteurs aux sanctions pénales prévues par l'article 1747 du code général des impôts.

Femmes seules : couverture sociale.

10000. — 3 février 1983. — **M. Raymond Tarcy** signale à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** que la loi du 19 mars 1946 qui a érigé en départements français les anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion aurait dû, dans le cadre de l'assimilation, aboutir à l'application dans ces départements des dispositions en vigueur en France métropolitaine en matière sociale et sanitaire. Il lui demande les mesures qui sont envisagées par son ministère en vue de l'extension par l'Etat et les collectivités locales de l'article 16 du décret n° 65-524 du 29 juin 1965, permettant aux femmes seules exerçant une activité n'ouvrant pas droit au bénéfice des prestations familiales de percevoir des allocations du chef de leur ex-conjoint ou concubin, agent d'une collectivité ou de l'Etat. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*)

Réponse. — L'article 2 du décret n° 65-524 du 29 juin 1965, qui modifie l'article 16 du décret n° 46-2880 du 10 décembre 1946 auquel pense l'honorable parlementaire, prévoit que « lorsque la personne qui assume la charge effective et permanente de l'enfant ne remplit pas les conditions prévues au titre 1^{er} du livre V du code de la sécurité sociale pour l'ouverture du droit aux allocations familiales, ce droit s'ouvre du chef du père légitime, naturel ou adoptif ou, à défaut, du chef de la

mère, légitime, naturelle ou adoptive ». Ce texte ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer. Mais, en application de l'article 11 du décret-loi du 29 juillet 1939 dont relèvent les agents de l'Etat et des collectivités locales dans les D.O.M., les allocations familiales sont versées à la personne, salariée ou non, qui a la garde des enfants en cas de divorce, d'instance de divorce, de séparation légale ou de fait. Ces dispositions répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire concernant les femmes seules divorcées d'un agent de l'Etat ou d'une collectivité locale et dont l'activité n'ouvre pas droit au bénéfice des prestations familiales. Pour ce qui concerne les femmes seules ayant vécu en concubinage, c'est le régime de droit commun qui s'applique et notamment l'arrêté du 4 juillet 1980 qui prévoit l'attribution aux femmes seules, notamment en cas de cessation de la vie commune des concubins, d'un montant mensuel de prestations familiales égal au montant servi aux personnes qui remplissent les conditions d'activité professionnelle exigées dans les départements d'outre-mer pour bénéficier des allocations familiales. Ainsi, quelle que soit la situation de famille de la femme seule n'exerçant pas une activité ouvrant droit au bénéfice des prestations familiales, elle peut du fait de ses enfants à charges bénéficier des allocations familiales.

Produit de la taxe sur les carburants.

10761. — 17 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie**, quel produit espère-t-il obtenir en année pleine de l'augmentation de la taxe sur les carburants. Quelle en sera son affectation. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*)

Réponse. — Le décret n° 83 285 du 8 avril 1983 a institué une taxe parafiscale perçue sur le supercarburant, l'essence ordinaire, le gazole et le fioul domestique au profit de la caisse nationale de l'énergie, dont les compétences ont été élargies à cette occasion. Toutefois, dès le 21 mai, cette taxe a cessé de s'appliquer. Elle a été remplacé par une majoration de même ampleur du tarif de la taxe intérieure de consommation instituée par l'ordonnance n° 83 392 du 18 mai 1983. Il est précisé à l'honorable parlementaire que le produit attendu de la taxe parafiscale, soit environ 650 millions de francs, doit permettre à la caisse nationale de l'énergie de réaliser les opérations financières qui lui sont confiées par le Gouvernement en vue de la régularisation du marché des produits pétroliers et de la mise en œuvre de la politique de maîtrise de la consommation et de diversification de la production d'énergie.

Information du Parlement en matière financière.

10822. — 24 mars 1983. — **M. Jean-François Le Grand** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie des finances et du budget (budget)** que, compte tenu de ce que sa décision de geler 20 milliards de francs de crédits est intervenue quelques jours après que la loi de finances eut été votée, il eut été normal que le Parlement en soit informé le premier, au moyen d'une session extraordinaire ou, à tout le moins, d'une réunion de la commission des finances des deux assemblées. Prenant acte qu'il n'a pas cru bon ni nécessaire de le faire, il lui demande comment il compte permettre au Parlement de débattre de la mesure qu'il a prise, certes réglementaire mais néanmoins essentielle au regard du rôle qui est celui du Parlement de contrôler l'activité gouvernementale et la gestion des finances publiques.

Réponse. — La constitution d'un fonds de régulation budgétaire est effectivement du domaine réglementaire, puisqu'il s'agit d'une mesure de gestion qui ne remet pas en cause les plafonds de dépenses autorisés par le Parlement. Pour 1983, la décision de constituer un fonds de régulation de 20 milliards de francs n'a pas été prise, comme le pense l'honorable parlementaire, après le vote de la loi de finances. Elle remonte à l'été 1982 et le Parlement en a été le premier informé, comme en fait foi le rapport économique et financier annexé au projet de loi de finances pour 1983 enregistré à la présidence de l'assemblée nationale le 10 septembre 1982 et déposé en même temps au Sénat. Ce document précise (p. 46) : « Pour assurer par delà les aléas de la conjoncture économique une exécution conforme aux objectifs ainsi retenus, le Gouvernement a décidé de soumettre 20 milliards de crédits à une régulation budgétaire ». Cette décision a ultérieurement été évoquée à plusieurs reprises au cours des débats budgétaires, notamment par le rapporteur général de la Commission des finances du Sénat dans son intervention du 22 novembre 1982 (*J. O. des débats*, n° 1165 du 23 novembre 1982 page 5637). Enfin, le contrôle du Parlement sur la gestion des crédits ainsi bloqués trouvera naturellement à s'exercer lors de l'examen du prochain projet de loi de finances rectificative. En soumettant au vote les nouvelles données de l'équilibre budgétaire, le Gouvernement tiendra alors compte des diverses modifications intervenues depuis la loi de finances initiale et, notamment, des conséquences de la régulation budgétaire.

Associations sans but lucratif : déclaration fiscale.

10959. — 31 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget**, si les associations sans but lucratif placées sous le régime de la loi de 1901 sont tenues de remplir une déclaration, même si elles ne perçoivent pas de revenus mobiliers, fonciers, de bénéfices agricoles ou forestiers ou dépendant de l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale ou d'une profession non commerciale. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*)

Réponse. — Conformément aux dispositions des articles 206.5 et 223 du code général des impôts, les associations sans but lucratif placées sous le régime de la loi de 1901 ne sont tenues de souscrire une déclaration (modèle n° 2070) que dans la mesure où elles perçoivent des revenus de capitaux mobiliers ou des revenus provenant soit de la location d'immeubles bâtis ou non bâtis, soit de l'exploitation de propriétés agricoles ou forestières. De même, l'obligation de déposer une déclaration de résultats (modèles n° 2033, 2035 ou 2065 et les annexes) n'existe qu'en cas d'exercice d'une activité industrielle ou commerciale ou d'une profession non commerciale.

Travailleurs indépendants : importance des cotisations sociales.

11483. — 5 mai 1983. — **M. Raymond Soucaret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur les conséquences néfastes pour les artisans de hausses successives qui sont venues frapper les cotisations payées par les travailleurs indépendants pour leur couverture sociale depuis 1981. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour atténuer des mesures dont l'application provoquera la disparition de nombreuses petites entreprises. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*).

Réponse. — L'augmentation des cotisations payées par les artisans pour leur couverture sociale depuis 1981 a été limitée à des mesures indispensables justifiées par les objectifs suivants : — le strict équilibre financier de leurs régimes de protection sociale ; — une plus grande justice sociale afin d'assurer l'égalité de l'effort contributif ; — l'amélioration des prestations. En matière d'assurance maladie, le décret n° 81-813 du 27 août 1981 a procédé à une répartition plus équitable des cotisations des assurés actifs par rapport à leurs revenus. Ce même décret a permis une mesure très favorable en faveur des retraités en abaissant leur cotisation de 10 à 5 p. 100. En matière d'allocations familiales, les décrets n° 82-305 du 31 mars 1982, n° 82-1117 et 1118 du 27 décembre 1982 et n° 83-254 du 30 mars 1983 ont eu pour but d'harmoniser le mode de calcul des cotisations acquittées par les travailleurs indépendants sur celui qui est en vigueur pour les salariés relevant du régime général ; cette harmonisation se justifie par le fait que les deux catégories d'assurés bénéficient de prestations identiques. Enfin, en matière d'assurance vieillesse, invalidité, décès, le décret n° 82-170 du 17 février 1982 a permis, par une augmentation minimale de 0,10 point de la cotisation d'assurance invalidité décès (soit 88 francs par an en 1983), d'améliorer les prestations en instituant une majoration pour l'aide constante d'une tierce personne (44 252 francs par an en 1983). En ce qui concerne l'évolution des charges sociales, une concertation est actuellement menée par le ministre des affaires sociales avec les organisations syndicales professionnelles du secteur artisanal afin de déterminer les mesures prioritaires qu'il conviendrait de mettre en œuvre dans leurs régimes de protection sociale au cours des cinq années à venir en fonction des possibilités contributives des intéressés.

Détaxe des carburants des petits exploitants des zones de montagne.

11545. — 5 mai 1983. — **M. Jean-Pierre Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la détaxe des carburants des petits exploitants des zones de montagne. Il lui expose que l'horticulture et le maraîchage se développent dans ces régions et notamment en Savoie, sur de très petites surfaces, ce qui a pour conséquence la substitution des moteurs à essence par des moteurs diesel pour les véhicules de ces agriculteurs, et qu'en conséquence, ces derniers tendent à perdre le bénéfice des détaxes existant déjà. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour remédier à cette distorsion de concurrence dont l'origine se trouve dans la différence de taille des exploitations de zones de montagne. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*).

Réponse. — Le régime de l'essence agricole détaxée, institué en 1951 pour favoriser la motorisation des travaux agricoles, a atteint ses objectifs dans les années 1970. L'évolution ultérieure a conduit les agricul-

teurs à s'équiper en moteurs diesel pouvant utiliser sans limitation quantitative du fuel domestique, ce dernier supportant, d'ailleurs, une fiscalité réduite par rapport à l'essence et au gazole. La loi de finances pour 1971 a donc réservé les attributions d'essence agricole détaxée aux exploitants qui, en raison des faibles dimensions de leur exploitation, n'ont pas la possibilité de s'équiper avec des engins munis de moteur diesel. En tout état de cause, la comparaison entre le prix du fuel domestique (2,59 francs/litre) et celui de l'essence agricole détaxée (2,68 francs/litre) fait apparaître que les agriculteurs équipés de moteur diesel ne sont nullement pénalisés par rapport à ceux qui utilisent de l'essence détaxée.

Collectivités locales et taxe parafiscale sur les produits pétroliers.

11553. — 5 mai 1983. — **M. Pierre Salvi** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** de bien vouloir prendre en considération les très graves difficultés financières que rencontrent les collectivités locales du fait, entre autres, d'une progression de la dotation globale de fonctionnement bien inférieure à l'augmentation des charges qu'elles supportent. Il appelle son attention sur le fait que la taxe parafiscale instituée sur les produits pétroliers pourra prendre en compte cette situation et prévoir des dispositions d'exonération ou de détaxe (le cas échéant forfaitairement pour des raisons de simplification) au bénéfice des communes et des départements. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*).

Réponse. — L'évolution des prix constatée sur les marchés pétroliers internationaux devait conduire, par le jeu de la formule de fixation automatique des prix à la production, à une baisse sensible des prix de vente aux consommateurs le 12 avril 1983. Venant s'ajouter aux baisses déjà intervenues les mois précédents, ce mouvement de prix risquait de compromettre la réalisation des objectifs que s'est fixé le Gouvernement en matière d'économies d'énergie. Pour écarter cet inconvénient, le décret n° 83-285 du 8 avril 1982 a institué une taxe parafiscale perçue sur le supercarburant, l'essence ordinaire, le gazole et le fuel domestique au profit de la caisse nationale de l'énergie. Le tarif de cette taxe a été fixé de telle sorte que la baisse du prix à la production soit entièrement compensée et que, par conséquent, son effet soit totalement neutre pour le consommateur, le prix de vente à la pompe demeurant inchangé. Toutefois, dès le 21 mai, la taxe parafiscale a cessé de s'appliquer. Elle a été remplacée par une majoration, de même ampleur, du tarif de la taxe intérieure de consommation instituée par l'ordonnance n° 83-392 du 18 mai 1983. Dans ce contexte la mesure de détaxation proposée par l'honorable parlementaire ne saurait être retenue. Elle ne pourrait raisonnablement être limitée au seul cas des collectivités locales et serait génératrice de multiples demandes d'extension émanant de secteurs aussi fortement affectés par le coût des carburants et tout aussi dignes d'intérêt, auxquels un refus ne pourrait dès lors être équitablement opposé. Une telle orientation entraînerait des pertes de recettes substantielles qui, dans la conjoncture actuelle, ne sauraient être envisagées.

Enquête sur la mutuelle nationale des étudiants de France : publicité.

11666. — 12 mai 1983. — **M. Raymond Soucaret** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** si l'enquête de la cour de comptes sur la mutuelle nationale des étudiants de France sera rendue publique. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*).

Réponse. — Les rapports d'enquête et autres travaux de la cour des comptes ne sont pas rendus publics, à l'exception du rapport que la haute juridiction remet chaque année au Président de la République.

Retraités de l'enseignement du second degré : mensualisation des pensions.

11736. — 12 mai 1983. — **M. Pierre Bastie** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** sur la situation des retraités de l'enseignement du second degré. Il lui demande si le Gouvernement compte prendre des mesures pour la mensualisation de leurs pensions et l'uniformisation dans tous les départements — en particulier dans le département de l'Aude. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*).

Réponse. — L'article 62 de la loi de finance pour 1975, qui a institué le paiement mensuel à terme échu des pensions de l'Etat, a prévu que cette mesure serait mise en œuvre progressivement, selon des modalités fixées par arrêté du ministre de l'économie et des finances. Le dernier arrêté pris à cet effet le 12 octobre 1982, publié au *Journal officiel* du 19 janvier 1983, a étendu cette réforme à 4 nouveaux départements à

compter du 1^{er} janvier 1983. A ce jour, le nombre des bénéficiaires de cette mesure s'élève à 1 325 000 pensionnés répartis dans 75 départements. L'effort financier requis pour poursuivre la réalisation du paiement mensuel sera important et le contexte actuel ne permet pas d'indiquer avec certitude les délais qui seront nécessaires pour l'étendre à tous les départements et, en particulier, aux retraités de l'enseignement du second degré de l'Aude.

Application de la mensualisation des pensions.

11913. — 26 mai 1983. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre de l'économie, des finances et du budget** que neuf ans après avoir été décidée, la mensualisation des pensions n'est même pas encore réalisée dans le tiers du pays. Il lui demande de bien vouloir faire connaître le calendrier de l'achèvement de cette mensualisation. (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (budget)*)

Réponse. — Le Gouvernement est pleinement conscient des inconvénients que présente le maintien du paiement trimestriel de leurs arrérages pour une partie des pensionnés de l'Etat. A ce jour, le nombre des bénéficiaires de cette mesure s'élève à 1 325 000 pensionnés répartis dans 75 départements. Mais l'effort financier restant à accomplir est important. Compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, il n'est pas possible d'établir un calendrier d'extension du paiement mensuel des pensions ni de fixer un délai d'achèvement de cette réforme qui sera essentiellement conditionné par les possibilités de dégager les crédits nécessaires dans les lois de finances annuelles.

Consommation

Toxicologie alimentaire : création du réseau de recherche et d'expertise.

8936. — 16 novembre 1982. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget (consommation)** quand sera mis en place le réseau de recherche et d'expertise en toxicologie alimentaire. Comment sera-t-il organisé. Quelle sera sa mission.

Réponse. — Le président de la mission Agro-alimentaire a remis en juillet 1982 au ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie un rapport intitulé « Agro-alimentaire des moyens pour demain ». Parmi les quinze mesures proposées l'une a pour but de regrouper, coordonner et développer la recherche en toxicologie alimentaire ainsi que les expertises spécialisées par la création d'un réseau. Les modalités de réalisation envisagées par les auteurs du rapport à savoir : appel d'offres auprès du laboratoire du C.N.R.S., de l'I.N.S.E.R.M., de l'I.N.R.A. et des ministères de l'agriculture et de l'éducation nationale, renforcement du potentiel de recherche et lancement d'actions thématiques programmées, nécessiteront un certain délai. Par ailleurs, l'application de cette mesure particulière dépendra des priorités accordées par les parties concernées aux autres propositions du document.

EDUCATION NATIONALE

Collège Pont-de-Bois, à Saint-Chéron (Essonne) : rentrée scolaire.

7969. — 28 septembre 1982. — **M. Pierre Ceccaldi-Pavard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation à la rentrée scolaire du collège Pont-de-Bois, à Saint-Chéron dans l'Essonne. En effet, dans cet établissement il manquait le 8 septembre 1982, treize enseignants (soit 22 p. 100 d'heures non enseignées) et le conseiller d'éducation. Le 20 septembre, il manquait cinq professeurs et le conseiller d'éducation. Il s'étonne de constater qu'après les déboires signalés dans ce domaine l'an dernier, les mesures n'aient pas été prises pour éviter aux élèves de Saint-Chéron, la perte quasi-totale du mois de septembre. Il lui demande les raisons de cette rentrée difficile et quelles sont les directives données au recteur de l'académie de Versailles pour qu'il soit remédié rapidement à cette situation.

Réponse. — A la rentrée scolaire de 1982 l'académie de Versailles a rencontré des difficultés pour la mise en place, dans les lycées et les collèges des moyens d'encadrement nécessaires. Cette situation nécessite des explications faisant apparaître les divers éléments qui se sont conjugués. — Tout d'abord, les effectifs scolaires dans les collèges et les lycées ont dépassé les prévisions. Au plan national 40 600 élèves de plus ont été accueillis dans les collèges, 17 500 dans les lycées et 16 000 dans les L.E.P., soit 74 100, alors que les projections, sur les mêmes données tendancielles que les années précédentes, étaient fondées sur un accueil supplémentaire de 25 000 élèves et que l'effet attendu des mesures adoptées

pour la préparation de la rentrée 1982 concernant, notamment, l'orientation des élèves, avait été évalué à 44 000 élèves supplémentaires. Il faut voir dans ce phénomène, même s'il a été difficile de l'assumer au plan des moyens, un premier succès du renversement très net de la politique éducative dans ce pays, particulièrement dans la lutte menée contre les sorties prématurées de l'école. C'est également l'effet d'une plus grande considération attachée au choix des familles dans l'orientation de leurs enfants, jouant particulièrement sur les effectifs des classes « charnières », et du souci de rendre effective la possibilité de redoublement des élèves. — Ensuite, à cet accroissement des effectifs est venu s'ajouter la difficulté de concilier, pour les personnels titulaires, les vœux légitimes formulés à l'occasion des demandes de mutation, de « vivre et travailler au pays », avec les besoins reconnus du système éducatif, région par région. En effet même si le taux de satisfaction en 1982 n'a pas été beaucoup plus élevé qu'en 1981 puisqu'il s'élève respectivement à 36,2 p. 100 et 35,3 p. 100 des demandes de mutation, il a eu des effets perturbateurs qui ont été difficiles à surmonter. Aussi pour satisfaire les enseignements non assurés à la rentrée scolaire, le recteur de l'académie de Versailles a été autorisé à recruter de nouveau maîtres auxiliaires. Ceci a permis de pourvoir les postes vacants. D'autre part les maîtres auxiliaires qui ont bénéficié d'une installation avec effet administratif et financier antérieur à leur prise effective d'un service d'enseignement ont été invités à rattraper les heures de cours non assurées. Enfin dans le souci d'éviter le renouvellement d'une telle situation, des mesures spécifiques sont arrêtées pour la prochaine rentrée. En premier lieu dans le barème de mutation des enseignants à gestion nationale, la stabilité dans le poste a été valorisée. Ainsi la pondération progressive accordée à l'ancienneté dans le poste depuis 1982 a été accentuée pour 1983. Cette mesure devrait inciter les enseignants à une plus grande stabilité et par conséquent favoriser la cohésion des équipes éducatives. Elle est aussi de nature à favoriser une meilleure répartition des personnels titulaires sur le territoire. En second lieu, pour éviter que des enseignants ne rejoignent pas le poste qui leur est attribué, ou n'avisent trop tardivement le recteur de leur intention de quitter l'enseignement public, des mesures très strictes ont été édictées par la note de service n° 82 607 du 27 décembre 1982. Il y est notamment prévu que : Pour les personnels titulaires et stagiaires titularisables à la rentrée 1983, toutes demandes de départ de l'enseignement secondaire (disponibilité, congés pour études, affectation dans un établissement privé sous contrat d'association, etc...) y compris celles pour lesquelles les décisions des autorités compétentes n'interviendraient que postérieurement à la date indiquée ci-dessous (détachement, mise à disposition de l'enseignement supérieur) devront être impérativement déposées avant le 15 juin 1983. Toute demande déposée hors délai sera de nature à justifier un refus. Toutefois et, conformément à la circulaire relative au mouvement des personnels, des demandes complémentaires de départ de l'enseignement public du second degré pourront être faites dans un délai de 8 jours après la notification officielle de la mutation (délai de rigueur d'arrivée des dossiers aux bureaux de gestion compétents) par les seuls enseignants ayant participé au mouvement national. D'autre part ; divers congés devant prendre effet à la rentrée sont prévisibles avant le 15 juin, même si des textes fixent des délais de préavis plus courts (congés post-nataux, départ au service militaire...). Dans l'intérêt d'un service public de qualité auquel ont droit les usagers, ils devront être signalés à l'administration rectoriale à cette date. Par ailleurs, des mesures sont mises en œuvre pour assurer une meilleure répartition des enseignants titulaires entre les académies. Elles concernent tout d'abord les mutations et première affectations des professeurs agrégés et certifiés, dont les possibilités d'obtenir un poste dans les académies les mieux dotées en personnels titulaires ont été restreintes. D'autre part, un certain nombre de maîtres auxiliaires exerçant actuellement dans d'autres régions et qui seront nommés adjoints d'enseignement stagiaires à la rentrée 1983, dans le cadre du plan de résorption de l'auxiliaariat, seront mis à disposition des recteurs des académies du Nord et de l'Est.

Enseignement supérieur : formation de chefs d'entreprises.

10232. — 17 février 1983. — **M. Jacques Mossion** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de bien vouloir lui préciser s'il envisage, notamment dans l'enseignement supérieur, de développer les aptitudes des élèves à entreprendre et de former les futurs chefs d'entreprise en instituant des cours sur l'innovation et sur les transferts de technologie et en créant dans certaines universités des unités d'enseignement et de recherche pluridisciplinaires de créativité ainsi que le suggère le conseil économique et social dans un avis portant sur l'innovation et le développement régional.

Réponse. — Dans le cadre de leur autonomie pédagogique, il appartient aux établissements universitaires de déterminer leurs activités d'enseignement et de les organiser sous les formes et dans les structures qui leur paraissent les plus appropriées. Le ministère de l'éducation nationale n'intervient que lorsqu'un établissement dépose une demande en vue d'être habilité à sanctionner ces formations par un diplôme national. C'est ainsi que l'université d'Angers a obtenu l'habilitation à délivrer une maîtrise de sciences et techniques spécialité « innovation ».

Toutes propositions en ce domaine de la part d'universités sont examinées avec la plus grande attention. Toutefois la politique de renforcement des relations entre les établissements universitaires et les autorités régionales ou locales et le monde professionnel préconisée par le ministère de l'éducation nationale devrait inciter les universités à mettre en place, suivant leur politique et leurs moyens, de nouvelles actions de formation dans ce domaine. Cette politique se marque par l'association de professionnels aux différents groupes de travail organisés par le ministère en vue de réfléchir sur les formations actuelles et de proposer des mesures propres à les améliorer ou à les réformer.

Examens et concours : majoration du temps de rédaction pour les sourds et malentendants.

11537. — 5 mai 1983. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si dans le cadre de l'extension aux examens et concours de la fonction publique en date du 21 août 1982 aux sourds et malentendants il ne pourrait être accordé une majoration de 1/3 du temps aux candidats. Dans l'état actuel des choses certains médecins conseillers des inspections académiques l'accordent, d'autres pas et souvent par méconnaissance des problèmes spécifiques (lecture lente des énoncés, rédaction laborieuse). Ceci constitue une inégalité flagrante et un certificat médical produit par un centre public d'audiophonologie préciserait, plus justement, si le temps supplémentaire est nécessaire.

Réponse. — La circulaire FP/1424 du 21 août 1981 relative aux aménagements des épreuves des concours pour les travailleurs handicapés, à laquelle se réfère l'honorable parlementaire, ne fait qu'uniformiser dans le cadre d'un texte unique à caractère interministériel les mesures particulières déjà prises en ce sens à l'échelon de chaque ministère et qui, pour ce qui est du ministère de l'éducation nationale, ont été fixées par circulaire n° 72-105 du 7 mars 1972. Celle-ci concerne les examens publics de l'enseignement élémentaire et de premier et second cycles de l'enseignement général et technologique. Il convient de rappeler que les dispositions dont bénéficient ainsi les candidats handicapés ont été prises dans un souci de stricte équité afin de les placer dans une situation équivalente à celle des autres candidats. C'est donc en fonction de la nature du handicap dont souffrent les intéressés et des conséquences qui en résultent pour eux, que les dérogations aux règles normales de déroulement des concours leur sont accordées. A cet égard, il convient d'observer qu'un handicap auditif n'implique pas en soi des difficultés de lecture ni de rédaction. Le médecin qui fait passer aux intéressés la visite médicale à laquelle ils sont astreints, établit le certificat déterminant, en fonction de leur degré d'invalidité et de leur demande, de quelles conditions particulières d'installation, de temps et d'assistance ils peuvent bénéficier. Il appartient donc aux intéressés de formuler clairement leur demande assortie de pièces médicales précisant les difficultés qu'ils éprouvent. Il convient de souligner en outre que la visite requise est effectuée en liaison avec le médecin traitant ce qui ne peut que faciliter la juste appréciation du handicap et des mesures qui doivent être prises pour le pallier.

Violences dans les établissements scolaires.

11931. — 26 mai 1983. — **M. Dominique Pado** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si le Gouvernement envisage de citer à l'ordre de la nation le proviseur du lycée Jean-Bart de Grenoble, tué par l'un de ses élèves, dans l'exercice de ses fonctions. Il demande aussi au Gouvernement quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux violences dans les établissements scolaires et protéger ses fonctionnaires.

Réponse. — Le proviseur du lycée Jean-Bart à Grenoble a été décoré de la Légion d'Honneur à titre posthume. Par ailleurs, le problème de la violence dans les établissements scolaires, qui est très complexe, fait l'objet d'une attention permanente du ministère de l'éducation nationale ; ce dernier coopère pleinement avec la commission des maires sur la sécurité, installée pour le Premier ministre en mai 1982 ; des mesures significatives seront annoncées dans les mois à venir.

EMPLOI

Demandeurs d'emploi : mobilité géographique.

5688. — 28 avril 1982. — **M. Francisque Collomb** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de l'emploi** sur le fait que le chômage actuel est largement dû à une inadéquation structurelle à la fois qualitative et géographique entre les offres et les demandes d'emploi. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour favoriser la mobilité géographique des demandeurs d'emploi.

Demandeurs d'emploi : mobilité géographique.

8859. — 12 novembre 1982. — **M. Francisque Collomb** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de l'emploi** sa question écrite n° 5688 du 28 avril 1982, restée sans réponse, par laquelle il attirait son attention sur le fait que le chômage actuel est largement dû à une inadéquation structurelle à la fois qualitative et géographique entre les offres et les demandes d'emploi. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour favoriser la mobilité géographique des demandeurs d'emploi.

Réponse. — Dans le cadre du redéploiement des aides publiques en faveur de l'emploi, les aides à la mobilité géographique financées sur le fonds national de l'emploi ont été supprimées à partir du 1^{er} janvier 1983. La loi de finances pour 1983, en son article 101, publiée au *Journal officiel* du 30 décembre 1982, abroge les dispositions du code du travail qui concernent l'allocation de transfert de domicile et la prime de mobilité des jeunes (articles L 322-3, L 322-7 à L 322-10 et L 832-2 du code du travail). Cette disposition prend effet à compter du 1^{er} janvier 1983. La décision de supprimer les aides à la mobilité a été principalement fondée sur la considération que le dispositif actuel des aides à la mobilité, inspiré par une situation du marché du travail où coexisteraient sur le territoire national des zones de sous-emploi et des zones de sur-emploi, n'était plus adapté à la situation actuelle, car il revenait en définitive à financer des transferts de chômage d'une région sur l'autre, ce qui est sans effet positif sur le niveau global de l'emploi. Les économies ainsi réalisées permettent de dégager des moyens supplémentaires pour des actions prioritaires telles que la réinsertion des chômeurs de longue durée, les contrats de solidarité et l'insertion professionnelle des jeunes. Il n'est pas envisagé actuellement de rétablir un système d'aides ayant une vocation similaire.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Archéologie : situation.

6992. — 13 juillet 1982. — **Mme Danielle Bidard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation de l'archéologie. La politique antérieure de pénurie d'effectifs et de moyens a compromis ses missions de service public : recherche, protection, conservation, gestion du patrimoine collectif. Depuis un an, des efforts en postes de recherche, en techniciens et administratifs ont été faits ; une partie des crédits du fonds de la recherche consacrés au développement des sciences sociales et humaines est allouée à l'archéologie. Néanmoins, le passif est tel qu'il est nécessaire d'accroître les effectifs du personnel. Elle lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour donner à l'archéologie française les moyens d'assumer ses missions.

Réponse. — A l'heure actuelle l'aide aux recherches en archéologie métropolitaine incombe à trois ministères : éducation nationale pour la recherche relevant des universités, culture pour la sous-direction du patrimoine, industrie et recherche pour les activités relevant du centre national de la recherche scientifique. L'action du ministère des relations extérieures doit également être mentionnée car même si elle se développe essentiellement hors de France, elle a besoin d'une solide assise métropolitaine. Ce secteur connaît effectivement un certain nombre de difficultés de fonctionnement qui résultent d'un passif ancien. Un rapport de **M. Max Querrien**, président de la caisse des monuments historiques, a proposé plusieurs réformes de structure importantes : telle celle du conseil supérieur de la recherche archéologique qui va dans le sens d'une plus grande ouverture, par la participation de association et de toutes les catégories de personnels. Un projet de décret reprenant cette proposition est en cours d'examen au niveau interministériel. D'autres propositions contenues dans le rapport de **M. Querrien** (décentralisation de la recherche par création de conseillers régionaux, création de collèges régionaux du patrimoine constitués de membres des associations gérant des crédits de façon autonome et décentralisée) font actuellement l'objet de l'attention des pouvoirs publics. En attendant cette évolution, le ministère de l'industrie et de la recherche a donné la priorité à la stabilisation dans l'emploi du personnel hors statut. Après recensement des personnels de recherche hors statut (certains travaillant depuis 4 à 5 ans dans des conditions difficiles de salaire et d'emploi) 15 postes ont été attribués en 1982 et 45 autres le seront en 1983. Au total, le personnel de la sous-direction de l'archéologie employé sur des postes de recherche passera de 71 chercheurs et 78 ingénieurs et techniciens en 1982 à 76 chercheurs et 118 ingénieurs et techniciens en 1983, soit une croissance de 30 p. 100 des postes. Les crédits de recherche, essentiellement consacrés aux fouilles de recherches et aux travaux de sauvetage, croîtront en 1983 de 16,3 p. 100 atteignant ainsi un total de 14 300 000 F.

Charbonnages de France : améliorations de la production et des conditions de travail.

7241. — 19 août 1982. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie**, quelles sont les mesures envisagées par les Charbonnages de France en 1982 et 1983 pour poursuivre les objectifs fixés concernant l'amélioration à la fois de la production et des conditions de travail. D'autre part, quels résultats ont pu être atteints à la suite des travaux de recherche qui portaient sur la mise au point de nouvelles méthodes d'exploitation et sur les matériels correspondants. (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et de la recherche*)

Réponse. — L'amélioration de la production charbonnière nécessite la mise au point de nouvelles méthodes d'exploitation et de nouveaux matériels plus performants. Les Charbonnages de France poursuivent un important effort de recherche dans ce domaine. C'est ainsi que le programme de recherche prévu pour 1983 s'élève à 140 millions de francs, en hausse de 16 p. 100 sur le programme 1982. L'amélioration des conditions de travail et l'impératif de la sécurité sont intégrés dans ces recherches et notamment la lutte contre les poussières nocives. La recherche engagée depuis plus de 10 ans sur l'exploitation par longue taille de plateaux (chantiers horizontaux ou faiblement pentés) a abouti en 1981 à la mise au point d'un équipement de longue taille dont les performances sont parmi les meilleures au monde avec une production moyenne journalière de 6 000 tonnes et un rendement taille supérieur à 100 tonnes par homme et par poste. Les recherches se sont poursuivies en vue de l'extension de la technique utilisée en plateaux aux tailles en semi-dressants et en dressants (chantiers fortement à très fortement pentés). Dans les semi-dressants, la méthode mise au point en 1981-82 a permis d'améliorer considérablement les résultats obtenus par les méthodes classiques avec un équipement dérivé de celui des tailles de plateaux. Dans les dressants les premiers résultats obtenus avec un équipement expérimental récemment mis en service sont encourageants. Les essais de mise au point des matériels en partie spécifiques à cette méthode se poursuivent actuellement. Les nouveaux matériels ainsi expérimentés sont de fabrication française et leur mise au point constitue un sérieux atout pour l'industrie nationale de matériels miniers. Les progrès ainsi réalisés ne sont malheureusement applicables que là où la structure géologique des gisements le permet, c'est-à-dire dans les exploitations déjà les plus performantes. En revanche les gisements difficiles voient leur productivité plafonner ce qui contribue à limiter leurs perspectives d'avenir.

Economies d'énergie : déductions fiscales.

7632. — 2 septembre 1982. — **M. Jean Mercier** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie**, que, sauf erreur, la déduction fiscale autorisée pour les dépenses destinées à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage ne peut dépasser pour l'année 1981 et celles antérieures 7 000 francs plus 1 000 francs par personne à charge et pour les années 1982 à 1986 (art. 88 de la loi de finances du 30 décembre 1981) 8 000 francs plus 1 000 francs par personne à charge. Or, les dépenses précitées, et spécialement l'installation de pompes à chaleur pour lesquelles un grand effort publicitaire est consenti, atteignent souvent plusieurs dizaines de milliers de francs, ce qui rend assez ridicule la déduction légale. Il lui demande s'il ne pourrait pas intervenir utilement auprès de son collègue chargé de l'économie et des finances pour obtenir une majoration sensible de cette déduction de manière à faciliter davantage les économies d'énergie si nécessaires à la balance des paiements de la France. (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et de la recherche*)

Economies d'énergie : déductions fiscales.

10993. — 7 avril 1983. — **M. Jean Mercier** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie**, la question écrite n° 7632 qu'il a posée le 2 septembre 1982 à **M. le ministre de l'énergie**, question ainsi conçue : « Sauf erreur, la déduction fiscale autorisée pour les dépenses destinées à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage ne peut dépasser, pour l'année 1981 et celles antérieures, 7 000 francs plus 1 000 francs par personne à charge et, pour les années 1982 à 1986, 8 000 francs plus 1 000 francs par personne à charge (art. 88 de la loi de finances pour 1982, n° 81-1160, du 31 décembre 1981). Or les dépenses précitées, et spécialement l'installation de pompes à chaleur, pour lesquelles un grand effort publicitaire est consenti, atteignent souvent plusieurs dizaines de milliers de francs, ce qui rend assez ridicule la déduction légale. Il lui demande s'il ne pourrait pas intervenir utilement auprès de son collègue chargé de l'économie et des finances pour obtenir une majoration sensible de cette déduction de manière à faciliter davantage les économies

d'énergie si nécessaires à la balance des paiements de la France. » Il le prie de bien vouloir lui donner une réponse et l'en remercie par avance : (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et de la recherche*)

Réponse. — D'une manière générale, les investissements visant à mieux utiliser l'énergie nécessaire au chauffage sont rentabilisés par la réduction des dépenses en résultant directement. En conséquence, les aides accordées par les pouvoirs publics dans ce domaine présentent seulement le caractère d'une incitation supplémentaire accélérant la réalisation de travaux qui sont justifiés par eux-mêmes. La possibilité de déduction mentionnée par l'honorable parlementaire présente un intérêt certain puisque tous les ans plusieurs centaines de milliers de contribuables demandent à en bénéficier, ce qui représente une charge budgétaire d'environ 500 millions de francs. Les nouvelles dispositions introduites par l'article 88 de la loi de finances du 30 novembre 1981 devraient augmenter sensiblement le nombre des bénéficiaires de cet avantage fiscal et par conséquent son coût budgétaire. En ce qui concerne plus particulièrement les pompes à chaleur, il existe différentes aides : primes versées par E.D.F., exonération de l'avance remboursable applicable aux logements neufs chauffés à l'électricité, prêts conventionnés dans le cadre de la campagne « 100 000 P.A.C.-P.A.C. 82 » possibilité d'opter pour le tarif E.D.F. « effacement jours de pointe » (lequel est particulièrement bien adapté aux pompes à chaleur du type Perche I), etc. Depuis le 1^{er} janvier 1982, les pompes à chaleur en constructions neuves peuvent également faire l'objet de déductions fiscales. Il convient enfin de rappeler les aides suivantes destinées à promouvoir d'une manière générale tous les investissements permettant une utilisation rationnelle de l'énergie : — Subventions accordées par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie pour les diagnostics thermiques ; — Subventions de l'A.N.A.H. pour les travaux effectués par les bailleurs privés ; — Subvention (de 40 p. 100) pour l'habitat social au titre du fonds spécial de grands travaux ; — Prêts à taux privilégiés.

Nouvelle industrie de la machine textile.

8194. — 12 octobre 1982. — **M. Jacques Mossion** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui préciser quelles initiatives le Gouvernement envisage de prendre tendant à autoriser la mise en place d'une nouvelle industrie française de la machine textile et de l'habillement en intéressant à ce débouché les firmes performantes ayant déjà acquis une solide expérience sur des secteurs voisins.

Réponse. — La modernisation des industries manufacturières est l'un des axes de la politique industrielle du Gouvernement et des mesures concernant l'industrie du matériel textile et de l'habillement seront prises dans ce cadre dans les prochains mois.

Fusion nucléaire : programme.

8325. — 15 octobre 1982. — **M. Jean-François Pintat** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui indiquer où en est le programme de recherche français en matière de fusion nucléaire.

Réponse. — Les recherches sur la fusion contrôlée par confinement magnétique utilisent des appareillages lourds qui nécessitent des investissements importants : aussi de telles recherches font l'objet en France d'un contrat d'association entre le commissariat à l'énergie atomique de l'Euratom. Le programme français est mené dans les centres d'études nucléaires de Fontenay-aux-Roses et de Grenoble ; il comprend plusieurs réalisations, notamment les appareils T.F.R. et Petula. Par ailleurs, la France est associée à l'entreprise européenne communautaire Jet (Joint European Torus), appareil actuellement en construction en Grande-Bretagne. Ce projet a pour objectif principal d'apporter la démonstration scientifique de la faisabilité de la fusion. Il doit en effet permettre la création d'un plasma thermonucléaire de deutérium-tritium dans des conditions de température et de confinement voisines de celles qui seront nécessaires dans un réacteur. Pour le programme français, la décision prise le 15 juillet 1981 à Bruxelles par le comité consultatif pour le programme de fusion européen, d'accorder le statut d'opération prioritaire au projet français de tokamak à aimant supraconducteur « Tore Supra » est d'une importance majeure. Cette décision a entraîné l'accord de la commission sur une contribution financière d'Euratom aux taux préférentiel de 45 p. 100 pour la machine elle-même. L'expérience « Tore Supra » est très complémentaire du « Jet ». Elle poursuit un double objectif : d'une part, par la réalisation de la configuration magnétique supra conductrice, elle prépare la technologie qui sera nécessaire après l'étape du « Jet » pour un réacteur à fusion ; d'autre part, par son programme de physique axé sur les méthodes de chauffage du plasma et sur les plasmas de longue durée, permis par les aimants supraconducteurs. Cette expérience contribue ainsi à la réalisation du Jet. L'échéancier prévisionnel actuel est établi pour la mise en fonctionne-

ment de l'appareil sur le site du centre d'études nucléaires du C.E.A. à Cadarache, au cours du deuxième semestre de 1986. Le chantier de génie civil est ouvert, la réalisation des voies et des réseaux de raccordement est en cours ; la construction des bâtiments a commencé au début de 1983. Cette opération importante sur le plan de la décentralisation présentera des retombées significatives sur l'activité régionale. En effet l'entrée en service à partir de 1986 d'un nouveau laboratoire de recherches regroupant plus de 350 physiciens, ingénieurs et techniciens favorisera de nouveaux échanges fructueux avec les industriels et le C.N.R.S. dans la région Provence-Côte-d'Azur.

Mélange essence-méthanol : éventuel carburant.

9808. — 20 janvier 1983. — **M. Stéphane Bonduel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur une récente communication adressée aux parlementaires français par une firme américaine selon laquelle le système mixte essence-méthanol, comme carburant automobile, serait désormais au point. Il lui demande s'il est exact que dans la perspective de la production de ce carburant en France, une action concertée soit entreprise entre la firme productrice américaine et une entreprise française. Il aimerait savoir si le Gouvernement possède des informations dans ce domaine et si, à son avis, la filière du méthanol est suffisamment au point pour être utilisée comme substitut ou comme appoint à l'essence pour les automobiles. Au cas où cette filière ne présenterait pas suffisamment de garanties, il souhaiterait également quel est l'état des travaux français en la matière, quelle solution et quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour alléger notre dépendance énergétique en ce domaine en particulier.

Mélange essence-méthanol : réglementation.

9809. — 20 janvier 1983. — **M. Stéphane Bonduel** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui indiquer si les projets gouvernementaux concernant l'élaboration, la production et la vente d'un mélange alcool plus essence à l'usage des automobiles a fait l'objet de mesures réglementaires. Il souhaiterait également savoir s'il est dans les intentions du Gouvernement d'exploiter la filière du méthanol comme carburant propre pour les automobiles.

Réponse. — Dans les conditions actuelles, l'utilisation mixte d'essence et de méthanol comme carburant automobile soulève de nombreuses objections. Sur le plan énergétique, le développement de tels systèmes constituerait un gaspillage puisqu'ils ne permettraient pas d'optimiser l'utilisation de méthanol comme carburant. Le développement de l'emploi de méthanol pur comme carburant exige au préalable la mise au point de moteurs spécialement conçus de façon à valoriser les qualités spécifiques de ce nouveau carburant. Sur le plan économique également, un tel usage ne serait pas compétitif compte tenu des prix actuels du méthanol et du supercarburant, le coût d'emploi hors taxe du méthanol serait supérieur d'environ 30 p. 100 à celui du supercarburant, sans même que soient pris en compte les inévitables surcoûts de distribution de ce nouveau carburant. Sur le plan de la production, enfin, le potentiel réellement mobilisable correspondant à la valorisation des résidus agricoles ou forestiers est assez faible, dans la mesure où les coûts de collecte et de fabrication doivent rester limités. Dans le cadre du programme de développement des carburants de substitution il a été retenu un dispositif progressif : dans une première phase, sera autorisée à faible taux l'adjonction de différents composés oxygénés dont le méthanol dans les supercarburants ; les supercarburants ainsi obtenus seront d'un usage équivalent à celui des supercarburants traditionnels constitués exclusivement d'hydrocarbures. Ce n'est que dans une deuxième phase que pourraient être éventuellement distribués des carburants nouveaux exigeant une flotte spécialement adaptée. Parallèlement, un programme de recherche et développement est engagé en vue de la mise au point de technologies performantes pour la production de carburant de substitution et de différentes filières à partir notamment de la biomasse. Plusieurs expériences pilotes sont prévues, tant pour vérifier la faisabilité que pour préciser les coûts exacts des filières apparaissant aujourd'hui les plus porteuses d'avenir. En ce qui concerne plus spécialement le méthanol, la réalisation d'une unité pilote de gazéification du bois sous oxygène, en vue de la synthèse en aval du méthanol, est prévue sur le site de Clamecy et un éventuel projet de gazéification de charbon sur le site de Carling fait l'objet actuellement d'une préétude de faisabilité.

Production de méthanol.

9850. — 20 janvier 1983. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** s'il existe un encouragement à la production de méthanol au titre des économies d'énergie.

Réponse. — Dans le cadre du programme de développement des carburants de substitution décidé par le Gouvernement, sera autorisée dans une première phase l'adjonction à faible taux de différents composés oxygénés, dont le méthanol, dans les supercarburants ; les supercarburants ainsi obtenus seront d'un usage équivalent à celui des supercarburants traditionnels constitués exclusivement d'hydrocarbures et pourront donc être distribués sans qu'une modification ou un réglage des moteurs soit nécessaire ; c'est seulement dans une deuxième phase que seront éventuellement distribués des carburants nouveaux exigeant une flotte spécialement adaptée. Parallèlement, un programme de recherche et développement est lancé en vue de la mise au point de technologies performantes pour la production de carburant de substitution et de différentes filières à partir notamment de biomasse. Plusieurs programmes pilotes sont prévus tant pour vérifier la faisabilité que pour préciser le coût du développement des filières qui apparaissent comme les plus porteuses d'avenir actuellement. En ce qui concerne plus spécialement le méthanol, la réalisation d'un projet de gazéification du bois sous oxygène, en vue de la synthèse en aval du méthanol, est prévue sur le site de Clamecy et un éventuel projet de gazéification de charbon sur le site de Carling fait l'objet actuellement d'une préétude de faisabilité. Aucune incitation spécifique au titre des économies d'énergie n'est prévue pour le moment.

Commune de Résigny : demande de subvention pour les économies d'énergie.

9984. — 3 février 1983. — **M. Paul Girod** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie**, sur le cas de certaines communes. En effet, l'une, située dans l'Aisne, Résigny, a fait faire une étude pour les économies d'énergie, qui conclut à un montant de travaux nécessaires de 20 millions de centimes. Cependant, les conseillers municipaux (dont un certain nombre ne vont pas se représenter) ont scrupule à engager une future municipalité dans de telles dépenses. Dans une première présentation de ce problème, les engagements pour l'acceptation des études, pour les demandes de subvention, devaient avoir lieu pour le 31 décembre 1982, puis un délai supplémentaire a été donné jusqu'au 31 janvier, qui n'aide pas à résoudre le problème. Il lui demande donc s'il n'y a pas la possibilité d'obtenir une dérogation jusqu'au 31 mars, ce qui permettrait au nouveau conseil municipal d'examiner cette affaire. (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et de la recherche.*)

Réponse. — Les crédits de la première tranche du fonds spécial grands travaux, dont l'un des objectifs était de venir en aide aux projets d'économies d'énergie dans le secteur tertiaire, sont à l'heure actuelle épuisés. Toutefois, le lancement d'une deuxième tranche du fonds a été décidé par le Gouvernement, et les ressources correspondantes seront prochainement soumises au vote du Parlement. Dès que les modalités d'affectation en auront été arrêtées, une nouvelle procédure d'instruction des demandes de subvention sera mise en œuvre par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie. Il conviendra de présenter en temps utile auprès de cet établissement les dossiers qui n'auront pu être instruits dans le cadre de la première tranche de financement du fonds spécial grands travaux.

Carburant pour autos : usage du méthanol.

10103. — 10 février 1983. — **M. Pierre Vallon** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur l'intérêt qu'il y aurait à développer éventuellement un système mixte de carburant pour automobiles, qui permettrait aux voitures françaises de fonctionner soit à l'essence, soit au méthanol. Un tel système permettrait en effet d'utiliser des milliers de tonnes de résidus du type tiges de maïs, paille de blé, paille de riz ou encore produits forestiers, de faire des économies de devises en réduisant les importations de pétrole et enfin de développer l'activité d'un certain nombre d'entreprises ainsi que la création d'emplois. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement envisage la légalisation de l'usage du méthanol, la légalisation de systèmes mixtes de carburant pour méthanol (n'incluant pas le propane) et éventuellement l'application d'une exemption de taxe de dix années pour le méthanol sans laquelle un tel système ne pourrait connaître aucun développement.

Réponse. — Dans les conditions actuelles, l'utilisation mixte d'essence et de méthanol comme carburant automobile soulève de nombreuses objections. Sur le plan énergétique, le développement de tels systèmes constituerait un gaspillage puisqu'ils ne permettraient pas d'optimiser l'utilisation de méthanol comme carburant. Le développement de l'emploi de méthanol pur comme carburant exige au préalable la mise au point de moteurs spécialement conçus de façon à valoriser les qualités spécifiques de ce nouveau carburant. Sur le plan économique également, un tel usage ne serait pas compétitif compte tenu des prix actuels du méthanol et du supercarburant, le coût d'emploi hors taxe du méthanol

serait supérieur d'environ 30 p. 100 à celui du supercarburant, sans même que soient pris en compte les inévitables surcoûts de distribution de ce nouveau carburant. Sur le plan de la production, enfin, le potentiel réellement mobilisable correspondant à la valorisation des résidus agricoles ou forestiers est assez faible, dans la mesure où les coûts de collecte et de fabrication doivent rester limités. Dans le cadre du programme de développement des carburants de substitution il a été retenu un dispositif progressif : dans une première phase, sera autorisée à faible taux l'adjonction de différents composés oxygénés dont le méthanol dans les supercarburants ; les supercarburants ainsi obtenus seront d'un usage équivalent à celui des supercarburants traditionnels constitués exclusivement d'hydrocarbures. Ce n'est que dans une deuxième phase que pourraient être éventuellement distribués des carburants nouveaux exigeant une flotte spécialement adaptée. Parallèlement, un programme de recherche et développement est engagé en vue de la mise au point de technologies performantes pour la production de carburant de substitution et de différentes filières à partir notamment de la biomasse. Plusieurs expériences pilotes sont prévues, tant pour vérifier la faisabilité que pour préciser les coûts exacts des filières apparaissant aujourd'hui les plus porteuses d'avenir. En ce qui concerne plus spécialement le méthanol, la réalisation d'une unité pilote de gazéification du bois sous oxygène, en vue de la synthèse en aval du méthanol, est prévue sur le site de Clamecy et un éventuel projet de gazéification de charbon sur le site de Carling fait l'objet actuellement d'une préétude de faisabilité.

Instances du C.N.R.S.

10434. — 3 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** si la décision prise par le Conseil d'Etat va l'amener à reconsidérer la composition des nouvelles instances du C.N.R.S. Et aussi à renoncer à diverses dispositions qui semblaient frappées d'un esprit partisan.

Réponse. — Le Conseil d'Etat a, par un arrêt du 11 février 1983, annulé les décisions qui avaient, en 1981, élargi la composition des sections du comité national, des comités sectoriels et du comité scientifique du C.N.R.S. Cependant, le décret du 27 juillet 1982, relatif aux sections du comité national de la recherche scientifique et le décret du 24 novembre 1982, portant organisation et fonctionnement du C.N.R.S. ont modifié la composition de ces instances, dans le sens d'ouverture et de démocratisation fixé par la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France.

Marché automobile français.

10714. — 17 mars 1983. — **M. Robert Schmitt** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les résultats de l'enquête sur la fiabilité des véhicules publiée dans le numéro de février du mensuel « Que choisir ? » : la première voiture française de petite et moyenne cylindrée occupe le 20^e rang et la première grosse cylindrée le 29^e. Dans ces deux catégories, les voitures allemandes et japonaises arrivent en tête. Selon « Que choisir ? », la première cause des pannes est la rouille qui atteint 58 p. 100 des véhicules. Un tuyau d'échappement ne dure que 18 000 km en moyenne, les garnitures de frein 23 000 km et l'allumage doit être revu tous les 36 000 km. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour résoudre ces problèmes qui tant au niveau du marché national qu'à celui des exportations, constituent un très lourd handicap pour le marché automobile français et un avertissement pour les constructeurs français.

Réponse. — L'enquête réalisée par la revue « Que Choisir » en collaboration avec l'association belge de consommateurs « Test-Achats », auprès de leurs lecteurs respectifs, comporte des limites inhérentes à ce type de recherche et des biais : par exemple, on ne peut affirmer la représentativité de l'échantillon par rapport au parc français : les mécontents n'ont-ils pas plus tendance que les autres à répondre ? Qui se souvient avec précision de la nature et de la date de toutes les réparations intervenues sur son véhicule et de la nature exacte du défaut à l'origine de la réparation ? Ces limites apparaissent d'ailleurs de manière visible à travers certaines contradictions dans les résultats de l'enquête : le même bloc-moteur monté sur trois modèles différents est classé respectivement moins moyen et plus ; le kilométrage moyen à la revente qui est un critère en bonne partie lié à la satisfaction des utilisateurs permettrait de classer certains véhicules français parmi les tous meilleurs en dépit de leur position médiocre dans le classement « fiabilité ». Il est néanmoins probable que cette enquête, qui a porté sur le parc existant âgé de plus d'un an, et non sur les automobiles vendues actuellement, révèle les indices de ce qu'ont pu être un certain nombre de points faibles des marques françaises par rapport aux meilleurs marques étrangères. Conscients de l'importance des enjeux de la qualité, les constructeurs français ont entrepris la réalisation d'ambitieux programmes dans ce domaine suivis avec le plus grand intérêt par le ministère de l'industrie et de la recherche.

Des investissements ont ainsi déjà été consacrés aux innovations technologiques, aux nouvelles protections anticorrosion, à la robotisation, à l'automatisation autocontrôlée, et l'accent a par ailleurs été mis sur la motivation de l'ensemble du personnel illustrée par la mise en place de plusieurs centaines de « cercles de qualité ». Ces progrès réalisés devraient pouvoir être constatés à travers les résultats des enquêtes périodiques rigoureuses, basées sur le suivi d'un parc d'automobiles, organisées, avec la participation de Renault et Peugeot, par un groupe de constructeurs européens.

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Généralisation du téléphone-alarme : financement.

2396. — 22 octobre 1981. — **M. Pierre Vallor**, demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, de bien vouloir lui préciser des dispositions qu'il envisage de prendre, tendant à venir en aide aux communes et aux villes souhaitant généraliser l'installation, au domicile des personnes âgées particulièrement isolées, du téléphone-alarme, lequel leur permet de rompre leur isolement et, dans un certain nombre de cas, de leur sauver la vie.

Généralisation du téléphone-alarme : financement.

8482. — 21 octobre 1982. — **M. Pierre Vallon** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sa question écrite n° 2396 en date du 22 octobre 1981 et restée sans réponse dans laquelle il lui demandait de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisageait de prendre tendant à venir en aide aux communes et aux villes souhaitant généraliser l'installation, au domicile des personnes âgées particulièrement isolées, du téléphone-alarme, lequel leur permet de rompre leur isolement et, dans un certain nombre de cas, de leur sauver la vie. Il lui demande de vouloir bien répondre à cette question.

Réponse. — L'installation de réseaux de téléphone-alarme apparaît comme un moyen de résoudre certains des problèmes posés par l'isolement des personnes âgées. C'est pourquoi, il a été suggéré aux élus locaux de privilégier la création de ce type de service dans le cadre des actions qu'ils engagent en faveur du troisième âge au titre de l'aide sociale facultative. Toutefois aucune obligation ne saurait leur être imposée à cet égard. Il appartient donc à chaque collectivité locale de décider librement de la mise en place de réseaux de télé-alarme compte tenu des besoins propres de sa population et des moyens dont elle dispose.

Cas de certains personnels communaux.

9768. — 13 janvier 1983. — **M. Paul Ghod** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur le cas de certains personnels communaux. En effet, dans le cadre de la solidarité et de la lutte contre le chômage, est prélevé 1 p. 100 du salaire du personnel communal dont l'indice est supérieur à 248. Or, il y a dans ces personnes, certaines qui n'ont pu obtenir qu'un travail à temps partiel, et qui sont néanmoins soumises au prélèvement, au même titre que les personnes travaillant à temps complet. Il lui demande donc s'il compte remédier à une situation pour le moins particulière et relativement injuste, compte tenu que ces personnes ont un revenu égal à celui de personnes dispensées du prélèvement.

Réponse. — La loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 « relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi » a prévu l'assujettissement des personnels de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics, à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi. Le taux de cette contribution a été fixé à 1 p. 100. Dans son article 4 la loi prévoit l'exonération des agents dont le traitement net est inférieur à la rémunération afférente à l'indice nouveau majoré 248 de la fonction publique, soit au 1^{er} avril 1983, 4 751,66 francs par mois. Ce traitement net comprend le traitement mensuel brut, augmenté de l'indemnité de résidence, et diminué des cotisations de sécurité sociale et des prélèvements aux régimes de retraite obligatoires. Dans le cas particulier des agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, la rémunération nette mensuelle à prendre en considération pour l'assujettissement éventuel à la contribution est celle réellement perçue par l'agent.

Pensions de retraite.

10294. — 24 février 1983. — **M. Georges Berchet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la notion de justice et d'équité qui s'attacherait à l'attribution systématique aux

fonctionnaires et agents des collectivités locales retraités, des mêmes avantages que ceux accordés aux agents en activité, notamment au niveau des reclassements, modifications d'échelles de traitement ou de grades. Il serait tout à fait normal que les pensions de retraite soient basées d'une manière constante sur le montant des rémunérations afférentes à l'emploi occupé quelles que soient les modifications qui peuvent intervenir depuis la date de mise à la retraite. Il lui demande s'il envisage de proposer une telle mesure.

Réponse. — En matière de pension de retraite, les fonctionnaires de l'Etat et les agents des collectivités locales sont soumis à des règles sensiblement identiques. Les premiers sont régis par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 « portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite ». Pour les seconds, c'est le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965, modifié, qui règle leur régime de retraite. Dans ces deux régimes le calcul de la pension est lié aux émoluments de base de l'emploi d'activité de sorte que toute modification de ces émoluments s'applique aux retraités. La revalorisation des émoluments de base peut résulter, soit d'une augmentation générale des traitements de la fonction publique, soit d'un reclassement particulier à l'emploi. Dans le premier cas, la révision des pensions est assurée automatiquement par l'organisme liquidateur (ministère de l'économie, des finances et du budget pour les fonctionnaires de l'Etat, et caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales pour les personnels titulaires de celles-ci). Dans le second cas, c'est-à-dire lorsque les émoluments de base sont modifiés, notamment, par suite d'un reclassement indiciaire, il appartient, dans le régime de la C.N.R.A.C.L., à la collectivité dernier employeur d'examiner la situation de ses retraités comme s'ils étaient en fonction à la date fixée pour l'application des révisions indiciaires et de procéder à leur reclassement de la même manière et suivant les mêmes critères que pour les agents en activité.

Equipelement informatique des collectivités locales.

10666. — 17 mars 1983. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, s'il ne serait pas possible de mettre à la disposition de tous les maires d'un même département un service spécifique d'informations automatisées en matière de collectivités locales, qui serait localisé dans trois ou quatre communes de chaque département, sans qu'il soit précisément stipulé que ces communes soient d'importance démographique élevée. Il lui rappelle que le Centre d'information juridique (C.E.D.I.J.) créé en 1966 est à la disposition des collectivités locales, notamment en mettant à la disposition des élus locaux un service questions/réponses pour des demandes ponctuelles. Néanmoins, les maires des petites communes rurales soucieux d'une meilleure information et parfois démunis de toute superstructure administrative attendent des réponses techniques qu'il faut parfois interpréter sans avoir les bases juridiques indispensables. Il lui demande si, dans le cadre de l'élaboration du budget de 1984, il compte réserver une dotation particulière à l'équipement informatique des collectivités locales et, particulièrement, rurales.

Réponse. — Les lois des 2 mars 1982 et 7 janvier 1983 ont accru les pouvoirs et les compétences des élus locaux. La mise à disposition des responsables locaux, d'informations de caractères documentaire, statistique et juridique, est de ce fait rendue plus nécessaire. Dans ce but, le ministère de l'intérieur et de la décentralisation apporte son concours, d'une part, au centre d'information juridique (C.E.D.I.J.) pour permettre le développement de bases de données nationales intéressant les collectivités locales, d'autre part, à des organismes ou collectivités qui mettent en commun des moyens pour gérer un fonds documentaire local, et accéder aux banques de données nationales. Cependant, il appartient aux collectivités locales de créer les structures qui leur paraissent les mieux à même de répondre à cette fonction de documentation, et c'est dans ce cadre que l'Etat peut apporter son soutien, comme ce fut le cas pour l'expérience des Alpes-de-Haute-Provence où un centre de documentation départemental, accessible au conseil général, aux communes et syndicats communaux, a été créé. Enfin, une section informatique a été créée par arrêté du 31 mars 1982, au sein du conseil national des services publics départementaux et communaux, pour étudier les conditions du développement de l'informatique dans les communes et les départements. Composée d'une majorité d'élus locaux et présidée par l'un d'eux, la section dispose de crédits destinés à encourager l'expérimentation des nouvelles technologies, et la mise en œuvre d'opérations à caractère novateur, par les collectivités locales. C'est dans ce cadre que l'équipement informatique des collectivités locales, et notamment celui des communes rurales, peut bénéficier, dès à présent, d'une aide de l'Etat.

Dotation globale d'équipement : voies nationales transférées aux départements.

10996. — 7 avril 1983. — **M. Rémi Herment** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur le fait que les départements reçoivent de l'Etat un crédit annuel évolutif qui corres-

pond à la charge des voies nationales secondaires dont ils ont accepté le transfert. Il aimerait savoir si cette attribution est appelée à demeurer spécifique ou si elle doit s'intégrer à la D.G.E. Dans cette dernière éventualité, il souhaiterait avoir la garantie qu'elle demeurera à son niveau et comportera une évolution fondée sur celle du coût des travaux routiers.

Réponse. — Les crédits ouverts au chapitre 63.52 article 10 et destinés jusqu'en 1982 à financer les travaux à réaliser sur les routes nationales secondaires transférées aux départements sont inclus en totalité à compter de 1983 dans la dotation globale d'équipement (D.G.E.) des départements. Il n'y a plus, à partir du présent exercice, de subventions spécifiques pour l'ensemble des travaux de voirie des collectivités locales. Désormais, les dépenses d'équipement intéressant les anciennes routes nationales secondaires, comme d'ailleurs toutes les dépenses d'équipement, sont prises en compte pour le calcul de l'attribution de la dotation globale d'équipement départementale, dans les conditions prévues par les décrets n° 83 116 du 18 février 1983 et n° 83 171 du 10 mars 1983. Les crédits, qui constituent l'ensemble de la dotation globale d'équipement, auront bien un caractère évolutif puisqu'ils augmenteront tous les ans, conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983, comme la formation brute du capital fixe des administrations publiques, c'est-à-dire approximativement au même rythme que la croissance des dépenses d'équipement des collectivités locales, celles-ci représentant l'essentiel des dépenses publiques d'équipement. Pour 1983, du fait de la globalisation des crédits dans la D.G.E., certains départements ne retrouvent pas le niveau de concours de l'Etat atteint au cours des trois dernières années. Le Gouvernement a accepté le principe d'un effort budgétaire exceptionnel afin de réduire les écarts ainsi constatés. Un crédit supplémentaire d'un montant de 100 millions de francs en autorisations de programme et crédits de paiement y sera consacré en 1983. Il permettra de garantir à chaque département un volume de concours de l'Etat au moins égal à 88 p. 100 de la moyenne des subventions reçues au cours des trois dernières années au titre, principalement, de la voirie nationale déclassée et de la voirie départementale. Ces crédits seront prochainement répartis par les commissaires de la République en fonction des projets d'investissement présentés par chaque département concerné.

Réglementation de la vente d'armes.

11163. — 14 avril 1983. — **M. Henri Caillavet**, constatant le développement de la délinquance, notamment parmi la jeunesse, ainsi que celui des agressions armées, demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** de mettre en œuvre une réglementation plus contraignante concernant la vente de certaines armes, par exemple celle de 22 long rifle qui reste libre.

Réponse. — Il est d'abord observé que la vente des armes à feu est soumise à des dispositions dont la rigueur est fonction du danger présenté par chaque type d'arme pour la sécurité publique ; c'est ainsi que l'acquisition d'arme de poing (pistolet et revolver) est subordonnée à la délivrance préalable d'une autorisation préfectorale. De plus, l'acquisition et la détention irrégulière d'une arme de guerre ou de défense (1^{re} ou 4^e catégorie) est justiciable d'une sanction de 360 à 8 000 francs d'amende et d'une peine d'emprisonnement de un à trois ans. Parallèlement, les armuriers qui se livrent au commerce de ce type doivent être expressément habilités par le ministre de la défense. En outre, leurs opérations commerciales sont contrôlées par les services de police qui s'assurent régulièrement de la bonne tenue du registre sur lequel doivent apparaître tous les mouvements d'armes. Enfin, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a pris l'initiative d'un projet de texte destiné à mettre fin à la liberté d'achat dont bénéficient encore certaines armes particulièrement dangereuses. C'est ainsi qu'un décret a été élaboré par ses services afin d'interdire le port et de soumettre à autorisation administrative l'ensemble des armes de poing et les carabines à canon rayé de tous calibres à forte capacité de tir, dont les 22 long rifle. Les mêmes restrictions s'appliqueront également à certains fusils à pompes dits « riot gun » dont les dimensions réduites peuvent favoriser des agissements criminels. Ce texte sera prochainement publié.

Régie départementale dotée de la personnalité morale et financière : nomination des membres du conseil d'administration.

11572. — 5 mai 1983. — **M. Michel Crucis** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur les dispositions du décret n° 59 1225 du 19 octobre 1959 qui prévoient que le quart des membres du conseil d'administration d'une régie départementale, dotée de la personnalité morale et financière, sont désignés par les soins du préfet du département. Il en est ainsi de la régie départementale des passages d'eau de la Vendée. Cette situation paraît en totale contradiction avec l'esprit de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 qui a confié l'exécutif du département au président du conseil général. Il convient de noter, au demeurant, que le mouvement de décentralisation avait déjà été

amorcé, dans le domaine des transports, par la loi n° 79-475 du 19 juin 1979 relative aux transports publics d'intérêt local et par son décret d'application n° 80 851 du 29 octobre 1980 dont l'article 20 stipule que « les administrateurs (de la régie) sont désignés par l'organe délibérant de l'autorité organisatrice ». Il est à noter que les textes précités ne sont pas applicables aux services de transports aériens et maritimes (loi du 19 juin 1979, article 1^{er}). Il lui est demandé, si des mesures sont envisagées afin de traduire réglementairement l'expression décentralisatrice du législateur, en matière de régies départementales dotées de la personnalité morale et financière.

Réponse. — Le statut des régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière est fixé par le décret n° 59-1225 du 19 octobre 1959. Ce décret est codifié pour sa partie communale aux articles R.323-8 à R.323-74 du code des communes. Les services du ministère de l'intérieur et de la décentralisation procèdent actuellement à un réexamen de ces textes dont certaines dispositions, comme le relève l'honorable parlementaire, ne correspondent pas à l'esprit de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982. Il est notamment envisagé de modifier les règles relatives à la désignation des membres des organes délibérants des régies, qui pourraient être à l'avenir nommés par le maire pour les régies communales et le président du conseil général pour les régies départementales. Dans l'attente des modifications qui seront éventuellement retenues par le Gouvernement, les dispositions actuellement existantes continuent de s'appliquer. Toutefois, il a d'ores et déjà été demandé aux commissaires de la République de tenir compte des conséquences de la décentralisation pour la mise en œuvre des textes relatifs aux régies.

Services départementaux d'incendie et de secours : délégation des compétences.

11719. — 12 mai 1983. — **M. René Regnault** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur l'application de la loi de décentralisation à l'administration et la gestion des services départementaux d'incendie et de secours, établissements publics départementaux, qui donne lieu à des pratiques différentes d'un département à l'autre. On a ainsi constaté que des présidents des conseils généraux, présidents de droit de la commission administrative, ont délégué tout ou partie de leur prérogative en matière de contrôle, de délégation de signature, et de préparation des budgets, au directeur des affaires départementales. Il semble que cette pratique soit contraire à la lettre et à l'esprit du statut des établissements publics, qui confie au directeur de l'établissement le soin de diriger et de gérer, sous le contrôle du conseil d'administration, et de son président, qui ne devrait pas pouvoir se faire remplacer par un fonctionnaire extérieur à l'établissement public. En conséquence, il lui demande quelles précisions peuvent être apportées sur ce point.

Réponse. — Le service départemental d'incendie et de secours constitue, en vertu de l'article 1^{er} du décret du 4 août 1982, un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, distinct de la collectivité territoriale que constitue le département. Le décret précité précise qu'un directeur départemental des services d'incendie et de secours assure la direction de cet établissement public et de son personnel. Une commission administrative, présidée par le président du Conseil général, est chargée de régler les questions intéressant le service, à l'exception de celles relatives à la mise en œuvre opérationnelle. Ce n'est donc pas en qualité de président du Conseil général que l'autorité gestionnaire du service d'incendie et de secours est investie de certains pouvoirs par le décret du 4 août 1982, mais en qualité de président de la commission administrative de l'établissement public. En conséquence, aucune délégation, en quelque matière que ce soit, ne peut être confiée par le président du Conseil général, dans le cadre de sa compétence au titre du service départemental d'incendie, à un fonctionnaire qui n'aurait pas d'affectation au sein de cet établissement public. Une telle pratique serait contraire à l'esprit du décret du 4 août 1982, qui consacre le pouvoir de direction du directeur départemental des services d'incendie et de secours. En outre, elle entacherait d'irrégularité les actes signés par ledit délégataire.

Election de conseillers régionaux : respect de la légalité républicaine.

11797. — 19 mai 1983. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le Premier ministre** s'il entend bien respecter la légalité républicaine concernant l'élection au suffrage universel direct des membres de conseils régionaux. En effet l'article 24 de la constitution stipule que le Sénat représente les collectivités territoriales de la République ; la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 prévoit que la région est une collectivité territoriale. En conséquence il est évident que les élections au suffrage universel direct pour les conseillers régionaux doivent avoir lieu avant le prochain renouvellement triennal du Sénat. Il lui demande si un prochain conseil des ministres fixera la date de cette consultation électorale. (*Question transmise à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.*)

Réponse. — Il ressort des termes mêmes de l'article 60 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions que « (...) jusqu'à la première réunion des conseils régionaux élus au suffrage universel dans des conditions qui seront déterminées par une loi ultérieure, les régions demeurent des établissements publics (...) ». Il en résulte que les régions ne deviendront collectivités territoriales qu'après la première élection au suffrage universel de leurs organes délibérants. En attendant que le Parlement ait été saisi et se soit prononcé sur un projet de loi concernant ladite élection, il n'y a pas lieu d'assurer la représentation des régions au sein du Sénat, celle-ci étant réservée, conformément à l'article 24 de la constitution du 4 octobre 1958, aux seules collectivités territoriales de la République. Aucune disposition constitutionnelle n'impose par ailleurs que l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct ait lieu avant le prochain renouvellement triennal du Sénat qui interviendra le 25 septembre 1983.

Assemblée européenne : date des élections.

12054. — 2 juin 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** à quelle date seront fixées les élections à l'Assemblée européenne ? Le Gouvernement envisage-t-il d'apporter des modifications au mode de scrutin existant ?

Réponse. — Aux termes de l'article 3 paragraphe 1 de l'acte du 20 septembre 1976 ratifié par la loi n° 77-680 du 30 juin 1977, les représentants des Etats membres à l'assemblée des communautés européennes « sont élus pour une période de cinq ans ». Selon l'article 9 paragraphe 1 du même texte « l'élection à l'assemblée a lieu à la date fixée par chaque Etat membre, cette date se situant pour tous les Etats membres au cours d'une même période débutant le jeudi matin et s'achevant le dimanche immédiatement suivant ». Enfin, l'article 10 paragraphe 2 dudit acte précise qu'il appartient au conseil des ministres des communautés, statuant à l'unanimité après consultation de l'assemblée, de fixer cette période. Dans une déclaration du 25 mai dernier, le conseil a rendu public son choix de la période du 14 au 17 juin 1984. La France pour sa part votant traditionnellement le dimanche, le scrutin se situe automatiquement pour elle durant le dernier des quatre jours de la période électorale, c'est-à-dire en l'occurrence le 17 juin 1984. En ce qui concerne le mode de scrutin qui sera utilisé en France pour ces élections, il est régi par les dispositions de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes.

Médaille d'Honneur départementale et communale : conditions d'attribution.

12098. — 2 juin 1983. — **M. Georges Mouly** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur les conditions d'attribution de la médaille d'honneur départementale et communale et notamment sur l'article R. 411.49 du code des communes qui prévoit qu'aucune proposition ne peut être formulée après un délai de 5 ans suivant le départ à la retraite ou la cessation de fonction. S'agissant d'une médaille d'ancienneté, il s'interroge sur le bien fondé du délai de forclusion dès lors que les conditions exigées concernant la compétence, le dévouement et la durée de services sont remplies. C'est pourquoi il lui demande de lui faire savoir s'il ne pourrait être envisagé l'attribution de cette distinction aux personnes remplissant les conditions requises quelle que soit la date où elles ont été proposées ce qui permettrait d'apprécier les cas les plus méritants, que les circonstances ou la discrétion des intéressés ne permettent pas toujours de soumettre en temps opportun.

Réponse. — Aux termes de l'article R. 411.49 du code des communes, la médaille d'Honneur départementale et communale ne peut être accordée après un délai de cinq ans à partir de la date à laquelle un candidat aura définitivement cessé ses fonctions. Cette règle répond à un souci de bonne administration ; une distinction honorifique ne conserve toute sa valeur que si elle est décernée à une date peu éloignée de celle des faits qui la motivent. Il n'a pas échappé toutefois au ministère de l'intérieur et de la décentralisation que cette règle de forclusion risquerait de conduire à des situations contraires à l'équité, en cas d'omission de la part des autorités chargées de formuler les propositions. C'est pourquoi, à diverses reprises, des circulaires ont été adressées aux commissaires de la République, leur rappelant les conditions générales d'attribution de la distinction dont il s'agit, et leur demandant d'inviter les maires à constituer les dossiers réglementaires. Comme il existe deux promotions par an, la forclusion ne peut s'appliquer qu'aux élus et aux agents des collectivités locales dont la candidature aurait été omise durant dix promotions, malgré la diffusion des instructions susvisées. Il en résulte que les candidatures rejetées pour forclusion sont très rares.

Contentieux électoral : caractère immédiatement exécutoire des décisions des tribunaux administratifs.

12354. — 23 juin 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation** pour quelles raisons considère-t-il que les décisions rendues par certains tribunaux administratifs en matière de contentieux électoral ne sont immédiatement exécutoires ? Sur quelle base juridique a-t-il donné des instructions aux préfets compétents de ne pas concourir à l'exécution des jugements avant l'expiration du délai d'appel et en cas de recours devant le conseil d'Etat de leur reconnaître un effet suspensif ? Lorsqu'il y a proclamation aux lieu et place, l'article L. 250 du code électoral ne devrait pas faire obstacle à l'exécution immédiate de telles décisions.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 250 du code électoral, « les conseillers municipaux proclamés restent en fonction jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur la réclamation. » La loi confère donc explicitement un effet suspensif à l'appel en matière d'élections municipales. Il en est d'ailleurs de même pour les élections cantonales en application de l'article L. 223 du code électoral. Toute exception à ce principe ne peut donc résulter que de la loi. Il en est effectivement ainsi dans deux cas : 1^{er} Selon l'article L. 250 précité, l'appel au conseil d'Etat n'a pas d'effet suspensif lorsque l'élection du même conseiller a déjà été annulée sur un précédent pourvoi dirigé contre les opérations électorales antérieures pour la même cause d'inéligibilité, par une décision du tribunal administratif devenue définitive ou confirmée en appel par le conseil d'Etat ; 2^e Selon l'article L. 250-1 du même code, le tribunal administratif peut prononcer la suspension immédiate, « nonobstant appel », de tout ou partie des conseillers municipaux dont l'élection a été annulée, en cas de manœuvres dans l'établissement de la liste électorale ou d'irrégularité dans le déroulement du scrutin. Encore, dans cette deuxième hypothèse, l'effet suspensif de l'appel demeure-t-il en ce qui concerne l'annulation proprement dite : c'est seulement la suspension des élus qui prend immédiatement effet, et pour une durée limitée à trois mois, délai imparti au conseil d'Etat pour statuer en dernier ressort. Si ce délai n'est pas respecté, il est mis fin de plein droit à la suspension des élus. Lorsque le tribunal administratif, saisi au contentieux, rectifie les résultats en voix d'un scrutin et proclame en conséquence un ou plusieurs candidats aux lieu et place de certains élus, son jugement est donc soumis aux règles de droit commun en matière de contentieux électoral : l'appel contre ledit jugement a un effet suspensif puisque ce cas ne figure pas parmi ceux pour lesquels la loi en a décidé autrement en ordonnant une exécution immédiate nonobstant appel. Au demeurant, l'application du principe de l'effet suspensif de l'appel en matière de contentieux électoral n'a jusqu'alors jamais été contestée dans les nombreux cas de proclamation de candidats par le tribunal administratif aux lieu et place d'élus invalidés, aussi bien quand la rectification portait sur un petit nombre de conseillers municipaux — ce qui est le cas le plus fréquent — que quand elle concernait une majorité du conseil municipal (conseil d'Etat, 3 février 1982, Orabona et autres, élections municipales de Calvi — ce qui est le cas pour plusieurs jugements rendus récemment par le tribunal administratif de Paris.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

La Réunion : aide de l'Etat au tourisme.

11228. — 14 avril 1983. — **M. Georges Repiquet** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation (départements et territoires d'outre-mer)** qu'à la suite des mesures prises par le Gouvernement pour limiter les voyages des Français à l'étranger, l'assemblée départementale de la Réunion envisage de favoriser la venue des touristes métropolitains pour autant que l'Etat prenne des mesures d'aide. En conséquence, il lui demande si le principe d'une aide de l'Etat peut être envisagée et dans cette hypothèse de quelle nature et de quelle importance pourrait être cette participation.

Réponse. — L'arrêté et la circulaire du ministre de l'économie, des finances du budget en modifiant la réglementation des changes pour les voyageurs se rendant à l'étranger, crée une situation tout à fait favorable pour la promotion des départements et territoires d'outre-mer. Dans la circulaire du 9 mai 1983, le Premier ministre insistait sur cette promotion dans le cadre de l'ensemble des dispositions visant à améliorer l'information et l'accueil des touristes sur le territoire national au cours de l'été 1983. Pour sa part, le secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer, en étroite liaison avec le secrétariat d'Etat chargé du tourisme, les professionnels et les compagnies aériennes nationales, met en œuvre un programme de promotion doublant les crédits affectés à ces actions. C'est dans le cadre de ce programme qu'il a été décidé de participer financièrement à l'action que le Conseil général a conçu et réalisé récemment sous le slogan « Restez en France et partez à la Réunion ».

JUSTICE

Conséquences du vol d'un chéquier.

11086. — 14 avril 1983. — **M. Francis Palmero** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur une décision du tribunal d'instance de Bordeaux, confirmée par la sixième chambre de la Cour d'appel de cette ville par laquelle, une personne dont le chéquier a été volé dans une voiture fermée à clef a été jugée responsable d'un achat de 4 710 francs effectué dans les vingt quatre heures suivantes par le voleur et se trouve menacée par huissier de saisie imminente de ses biens, à défaut de paiement de sa « dette », et lui demande quels commentaires appelle de sa part ce jugement surprenant. Serait-il notamment valable si le chéquier était volé au domicile ?

Réponse. — Il n'appartient pas au ministre de la justice de porter une appréciation sur une décision rendue par une juridiction. Il convient seulement de rappeler que la décision mentionnée par l'auteur de la question posée doit être analysée en fonction des circonstances de l'affaire, et qu'aux termes de l'article 1383 du code civil, chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Répartition de l'héritage.

11437. — 28 avril 1983. — **M. Jean Colin** attire l'attention de **M. le ministre de la justice**, sur les graves difficultés qui peuvent surgir au décès d'un époux dans la mesure où les enfants sont en droit de réclamer leur part du patrimoine, ce qui oblige généralement la veuve à vendre celui-ci, lorsqu'il est essentiellement constitué de biens immobiliers. Bien que cette éventualité soit la conséquence d'une donnée fondamentale de notre code civil, il lui demande, si compte tenu de l'évolution des esprits, une atténuation de la rigueur d'une telle disposition ne pourrait être envisagée, en soumettant un texte approprié à l'approbation du Parlement.

Réponse. — Il semble que dans la majorité des familles françaises le patrimoine familial soit maintenu dans l'indivision par accord entre les enfants et le conjoint survivant jusqu'au décès de celui-ci. Par ailleurs, l'étendue de la quotité disponible entre époux précisée par l'article 1094-1 du code civil permet à chaque conjoint de disposer au profit de l'autre de l'usufruit de la totalité de ses biens, au moyen notamment de donations dites au dernier vivant qui sont d'un usage très répandu. Enfin, par application de l'article 815-1 du code civil, le conjoint survivant peut toujours exiger des autres héritiers le maintien dans l'indivision du logement qu'il habitait au moment de l'ouverture de la succession et dont il était copropriétaire. Compte tenu des dispositions et des pratiques ci-dessus évoquées, il n'apparaît pas que, dans les faits, la veuve soit souvent contrainte par ses enfants à vendre le patrimoine immobilier indivis. Quoi qu'il en soit, la Chancellerie se propose d'examiner le problème des droits du conjoint survivant de manière approfondie dans le cadre d'une réflexion plus générale sur le droit successoral.

RELATIONS EXTERIEURES

Entretien de la chancellerie diplomatique de France à Panama.

11412. — 28 avril 1983. — **M. Josy Moinet** appelle l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur l'état très préoccupant de la chancellerie diplomatique de France à Panama. Située à l'entrée du canal de Panama, face à la place de France sur laquelle se trouvent des monuments célébrant la reconnaissance de Panama envers notre pays, le bâtiment, édifié dans les années 1930, n'a pas été sérieusement entretenu. Son délabrement est tel que l'on peut nourrir les plus vives inquiétudes pour la sécurité des personnels qui s'y trouvent. De plus, la configuration des locaux ne répond pas aux normes de sécurité les plus élémentaires, ce qui ajoute à la précarité du sort des personnes qui y travaillent. Il lui demande s'il envisage, dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances pour 1984, l'inscription prioritaire de dotations en vue d'apporter, sans délai, les remèdes appropriés à une situation inquiétante à tous égards.

Réponse. — La situation préoccupante de l'immeuble de la chancellerie de l'Ambassade de France à Panama n'a pas échappé au département. Parmi les propositions de gros travaux présentées par le poste au titre de la gestion 1983, la réfection complète de la toiture a été retenue en priorité, et la mise en place du crédit correspondant fait l'objet d'une procédure en cours. En outre, une mission sur place d'un technicien du bâtiment du service des immeubles et des affaires générales est prévue pour la fin du 1^{er} semestre. Au vu du rapport de cet agent le département décidera du programme et de l'urgence des opérations à entreprendre, notamment quant au respect des normes concernant la sécurité des personnels.

Répression anti-ouvrière à Cuba.

11917. — 26 mai 1983. — **M. Jacques Delong** attire l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur la répression anti-ouvrière à Cuba. Il lui demande s'il est exact que cinq jeunes gens ont été condamnés à mort pour non conformisme et leur peine commuée en trente ans de détention ce qui à Cuba, compte tenu des conditions de détention à la prison du « Combinado del Este », signifie la prison à vie ? Est-il exact qu'un magistrat cubain qui avait eu le courage de s'élever contre les sentences prononcées à l'encontre des syndicalistes a été pour ces faits également incarcéré ? Est-il exact que onze agriculteurs qui protestaient contre la confiscation de leur récolte aient été fusillés ? Il lui demande si le Gouvernement qu'il représente entend protester contre les cruautés de ce régime dictatorial et si les complices — car il n'y a pas d'autre terme — dont il utilise les services dans certains milieux gouvernementaux seront mis hors d'état de nuire ? En outre il lui demande s'il n'y a pas lieu de prendre des sanctions économiques et politiques contre cette sorte de dictature particulièrement odieuse au peuple français ?

Réponse. — Le Gouvernement français mène une action constante, énergique, obstinée, en faveur des droits de l'homme et intervient en ce sens dans de nombreux pays, quel que soit leur régime politique et l'état de nos relations avec eux. Cuba n'échappe pas à cette règle. La libération d'Armando Valladares en octobre dernier a constitué d'ailleurs un exemple spectaculaire de l'efficacité de cette action. Mais le rôle du Gouvernement français, le plus souvent discret et persévérant, ne saurait se limiter à cet unique cas. Bien entendu, le Gouvernement français, pas plus qu'un autre, ne dispose de moyens d'investigation qui lui permettent de confirmer ou d'infirmer avec précision telle ou telle information. Mais il effectue des démarches auprès des autorités locales, comme dans tous les autres pays, chaque fois que cela paraît justifié. C'est à la suite de l'une de ces démarches que les autorités cubaines ont fait savoir publiquement que la condamnation à mort de cinq jeunes gens était commuée en peine de détention. Cette heureuse nouvelle ne mettra pas fin, là comme ailleurs, à la vigilance du Gouvernement français. Un seul pays occidental a institué un régime de sanctions contre Cuba. Les autres pays occidentaux entretiennent, comme la France, des relations économiques normales avec Cuba. En ce qui concerne notre pays, l'honorable parlementaire se souvient certainement que notre coopération économique, culturelle, scientifique et technique avec Cuba est fondée sur deux accords gouvernementaux signés en 1975 par le Vice-président Carlos Rafael Rodriguez, à l'occasion de sa visite officielle en France sur l'invitation du Président de la République de l'époque.

Position gouvernementale vis-à-vis de la Pologne.

12035. — 2 juin 1983. — **M. Albert Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur le fait que le Parlement européen a condamné à l'unanimité (à l'exception des communistes) le « recours à la force et à la répression brutale des mouvements spontanés et pacifiques en Pologne ». Il lui demande les raisons pour lesquelles, après avoir condamné en termes peu diplomatiques l'attitude du Gouvernement chilien et de son président, il semble demeurer silencieux sur ce qui se passe en Pologne et s'il pense élever, dans les meilleurs délais, une protestation énergique auprès du Gouvernement de Varsovie.

Réponse. — Le ministre des relations extérieures rappelle à l'honorable parlementaire que le porte-parole du Quai d'Orsay a fait le 20 mai 1983 la déclaration suivante : « Les derniers événements en Pologne montrent à l'évidence que la politique actuellement menée conduit à une impasse. Source de violences graves qui frappent des victimes innocentes, elle ne pourra pas emporter l'adhésion de la population. Plus que jamais, la France demeure convaincue que la recherche d'une solution durable à la crise doit prendre réellement en compte les aspirations de la population, telles qu'elles se sont exprimées tout récemment encore sans la moindre ambiguïté : libération de toutes les personnes emprisonnées, suppression des mesures répressives et retour rapide au pluralisme syndical ».

TEMPS LIBRE, JEUNESSE ET SPORTS*Délivrance des B.A.F.A. et des B.A.F.D. : agréments.*

10306. — 24 février 1983. — **M. Pierre Salvi** demande à **Mme le ministre délégué au temps libre à la jeunesse et aux sports** de bien vouloir lui faire savoir ses projets et intentions en ce qui concerne les associations agréées en vue de la délivrance des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A.) et des brevets d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D.). Il semblerait en effet que certaines associations agréées s'inquiètent de projets tendant à en restreindre le nombre. Il souhaite disposer de la liste des associations et groupements

actuellement agréés, ainsi que des critères présidant à la délivrance de tels agréments. Dans l'hypothèse où une réforme serait envisagée, il aimerait également en connaître les grandes lignes.

Réponse. — Les brevets d'aptitude aux fonctions d'animateurs et de directeurs de centres de vacances qui sont des brevets d'état, sont délivrés par le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports. Certaines associations agréées par le ministère reçoivent une délégation de l'Etat pour dispenser la formation théorique conduisant à ces brevets. Les conditions dans lesquelles ces associations peuvent recevoir cette délégation appelée habilitation, ont été fixées par l'arrêté du 11 février 1977 et la circulaire n° 67-52 B du 1^{er} mars 1977 émanant du secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie — jeunesse et sports. L'habilitation est accordée pour une année et renouvelée tacitement. Chaque année est publié au *Journal officiel* l'arrêté portant la liste des associations bénéficiant d'une habilitation générale à dispenser la formation des cadres de centres de vacances et de loisirs. L'arrêté du 3 février 1983 a fixé à 16 le nombre des associations nationales habilitées à former des cadres de centres de vacances et de loisirs. En outre, 3 associations sont admises à organiser cette formation à titre probatoire. Il n'est pas envisagé d'apporter des modifications à une telle décision. Il convient de préciser que le nombre des associations nationales bénéficiant d'une habilitation générale s'élevait en 1982 à 15.

Vie associative.

10403. — 3 mars 1983. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **Mme le ministre délégué au temps libre à la jeunesse et aux sports** quand sera créé le fonds de développement solidaire de la vie associative. Quelle sera sa composition et sa mission.

Réponse. — Le fonds de développement solidaire de la vie associative résultera de la transformation du fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep). Le Fonjep étant une association, sa transformation nécessite la modification de ses statuts et leur approbation lors d'une assemblée générale extraordinaire. Le fonds accomplirait les missions antérieurement dévolues au Fonjep. Il contribuerait à la formation des cadres bénévoles des associations. Enfin, il favoriserait les investissements des associations en passant des conventions avec les organismes financiers.

Inspecteurs de la jeunesse et des sports : conditions de remboursement de frais de déplacement.

11653. — 12 mai 1983. — **M. Rémi Horment** demande à **Mme le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports** si les inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs pourront prochainement bénéficier, comme leurs collègues d'autres administrations, du régime des avances mensuelles sur paiement des frais de déplacements dans la limite de 75 p. 100 des sommes présumées dues à la fin de la période de référence. Il lui demande également si, comme dans d'autres départements ministériels, ces fonctionnaires pourront en application de l'article 35 du décret du 10 août 1966 bénéficier de la possibilité que chaque ordre de mission émanant de l'administration centrale soit assorti du titre de transport correspondant.

Réponse. — La circulaire interministérielle du 25 novembre 1981 relative à l'application du décret n° 81-383 du 21 avril 1981 rappelle effectivement que des avances sur paiement des frais de déplacement peuvent être consenties aux agents ayant à effectuer des missions, et ce, dans la limite de 75 p. 100 des sommes présumées dues à la fin de la période de référence. Les crédits pour frais de déplacements étant pour l'essentiel à gestion déconcentrée, les directeurs régionaux et départementaux temps libre — jeunesse et sports sont habilités à autoriser les déplacements des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs relevant de leur circonscription territoriale et à mettre en place, au plan local, une telle procédure et à en déterminer la période de référence en fonction du calendrier des missions envisagées et des nécessités du service. S'agissant des ordres de mission émanant de l'administration centrale la question qu'ils soient assortis du titre de transport correspondant est actuellement à l'étude et devrait pouvoir aboutir à un résultat positif.

TRANSPORTS*Desserte de Langeac : horaires.*

9268. — 2 décembre 1982. — **M. Adrien Gouteyron** appelle l'attention de **M. le ministre des transports**, sur la liaison S.N.C.F. Paris-Langeac, via Clermont-Ferrand, qui, tous les jours, est assurée sur Brioude, mais continue seulement deux fois par semaine sur Langeac où les voitures repartent vides dans la nuit à Brioude. Il lui demande de bien

vouloir lui indiquer les dispositions qu'il compte prendre pour que la desserte de Langeac, chef-lieu du canton, qui bénéficie d'un potentiel de voyageurs non négligeable, soit assurée de façon quotidienne et que les voitures repartent seulement à 4 h 48 du matin, ce qui permettrait de faire l'aller et le retour dans la même journée.

Réponse. — La direction de la S.N.C.F. saisie par le ministre des transports, du problème de la création d'une liaison quotidienne Paris — Langeac via Clermont-Ferrand qui nécessiterait, cinq jours par semaine, la prolongation sur Langeac de la relation Clermont-Ferrand — Brioude, indique que cette mesure ne lui paraît pas justifiée étant donné le très faible nombre de voyageurs que l'on peut compter à l'arrivée à Brioude, à 0 h 08. La position de la S.N.C.F. est la même sur la création d'une liaison de nuit Langeac — Paris, l'horaire au départ de Langeac — aux environs de 4 h 15 — laissant présumer une fréquentation extrêmement faible. Cependant, la direction de la S.N.C.F. fait savoir que conformément à la loi d'orientation des transports intérieurs, elle est disposée à étudier toute proposition en ce sens, qui émanerait des collectivités locales intéressées, dans la mesure où celles-ci accepteraient de passer une convention d'exploitation avec la S.N.C.F.

Contrôleurs du trafic aérien : droit de grève.

9338. — 6 décembre 1982. — **M. Pierre Vallon** attire l'attention de **M. le ministre des transports**, sur la réponse apportée à sa question écrite n° 6175 du 27 mai 1982 (*Journal officiel* du 29 septembre 1982, Débats parlementaires, Sénat), relative à l'exercice du droit de grève par les officiers contrôleurs du trafic aérien. Il lui fait part de la profonde déception à la lecture de cette réponse qui ne lui donne nullement satisfaction. En effet, il y est notamment indiqué que les consultations préalables de l'ensemble des associations syndicales représentatives des personnels concernés étaient déjà engagées de telle sorte que la préparation des réformes envisagées pouvait désormais progresser. Or jusqu'à plus ample informé, les organisations les plus représentatives des contrôleurs du trafic aérien n'ont nullement été consultées jusqu'à ce jour sur la réforme envisagée par le Gouvernement ; il est donc difficile de parler d'étroite concertation avec les organisations syndicales. Par ailleurs le rétablissement des droits des personnels semble ne pouvoir intervenir qu'avec l'aménagement d'un service minimum satisfaisant un niveau de sécurité constant. Si telle est aujourd'hui la doctrine du Gouvernement, le Président de la République avait indiqué de son côté que la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 interdisant la grève dans la navigation aérienne n'était pas conforme aux principes généraux de notre droit et notamment à l'esprit sinon à la lettre du préambule de la constitution de 1946 repris et confirmé par le préambule de la constitution de 1958. C'est la raison pour laquelle il proposait d'annexer à la Constitution une charte des libertés qui préciserait le champ d'application de l'ensemble des libertés publiques fondamentales au nombre desquelles figure le libre exercice du droit de grève. A aucun moment l'actuel Président de la République n'a donc envisagé de restreindre l'exercice de ce droit de grève en instituant un service minimal. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui préciser, d'une part, à quel moment seront effectivement associées les organisations syndicales de contrôleurs aériens aux consultations préalables au dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice de leur droit de grève qui devrait être soumis au Parlement et, d'autre part, quelles initiatives il envisage de prendre afin de mettre en conformité les dispositions de ce projet de loi avec les propos tenus par l'actuel Président de la République sur le libre exercice du droit de grève.

Réponse. — Le projet de loi tendant à modifier la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 fait l'objet d'études approfondies, afin notamment de définir un service réduit qui assure d'une part le respect de nos engagements internationaux en la matière, et d'autre part la continuité des fonctions indispensables à la vie de la nation. Toutes les organisations syndicales représentatives des contrôleurs du trafic aérien, seront prochainement consultées sur ce projet.

Investissements d'équipement en Picardie.

9848. — 20 janvier 1983. — **M. Paul Girod** attire l'attention de **M. le ministre des transports**, sur la situation des investissements d'équipement dans la région de Picardie. En effet, on constate que depuis 1975 le nombre des emplois dans ce secteur est passé de 9 300 à 5 700, chiffres qui illustrent bien l'importance et l'état précaire de cette industrie. Or, 75 p. 100 du volume des travaux d'équipement de cette région est constitué de crédits provenant de l'Etat ou des collectivités locales ou régionales. Ces crédits, de 1975 à 1981, ont régressé de 28 p. 100 par rapport à l'hexagone, et sont passés de 2,77 p. 100 de l'investissement national en biens d'équipement, à 1,99 p. 100. Devant une situation si précaire, il lui demande donc quelles mesures il compte rapidement prendre pour cesser la diminution des investissements d'équipement en Picardie, et ainsi protéger un maximum d'emplois, dans une région déjà très atteinte par la crise économique.

Réponse. — La diminution des investissements d'équipement, en particulier de l'Etat, dans la région Picardie et la régression du nombre d'emplois dans le secteur des travaux publics entre 1975 et 1981, est l'un des nombreux exemples de la dégradation du tissu industriel de notre pays pendant cette période. Sur la base des choix effectués par les français en 1981, de nouvelles orientations ont été mises en œuvre, comme en témoignent les récentes déclarations du Premier ministre et du ministre d'Etat, ministre des transports à Amiens et Saint-Quentin. Dans le domaine des infrastructures routières, une véritable relance des investissements a eu lieu en faveur des opérations de rocade et de déviations les plus prioritaires, en concertation avec la région. Ainsi, des projets comme les déviations de Compiègne, Soissons et Clermont-sur-Oise, ainsi que la rocade nord-est d'Amiens, ont été accélérés, en particulier grâce à l'apport du fonds spécial grands travaux. Les renforcements coordonnés de la RN. 17 entre Péronne et le Pas-de-Calais ont pu enfin être programmés à la charge de l'Etat grâce à une relance de ce type d'actions, progressivement négligées par les précédents gouvernements. Enfin, la décision de lancer les travaux de l'autoroute A.26 entre Cambrai et Saint-Quentin-sud va permettre de concrétiser un projet trop longtemps attendu, et qui sera un atout important pour le développement économique régional. Dans le domaine ferroviaire, le programme d'électrification de la ligne Amiens-Rouen sera poursuivi activement pour être achevé en octobre 1984. Tous ces éléments témoignent du rattrapage entrepris par le Gouvernement actuel dans la région Picardie, trop longtemps négligée, et qui a à subir durement les effets de la crise économique.

Stages de reconversion des militaires de carrière.

10335. — 24 février 1983. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **M. le ministre des transports**, sur le cas des officiers et sous-officiers de l'armée de l'air, partant à la retraite avant cinquante ans, qui effectuent un stage de reconversion non rémunéré, à la suite duquel ils peuvent être recrutés en principe par le ministère des transports. Or, il semble que le ministère de la défense prétende que les officiers ou sous-officiers admis en retraite par limite d'âge, avant soixante ans, ne sont pas soumis aux règles limitant le cumul des pensions et rémunérations d'activité fixées par les articles L. 86 et L. 86-1 du code des pensions civiles et militaires de retraite, alors que le ministère des transports, ignorant cette position du ministère de la défense (ordonnance du 30 mars 1982) prétend de son côté que le recrutement d'un officier de quarante-huit ans par exemple ne peut se justifier que dans la mesure où le traitement qui lui est servi par l'administration représente une compensation de l'écart existant entre sa solde d'activité et sa pension de retraite. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre à ce sujet. Le Premier ministre peut-il harmoniser les différentes positions ou est-il nécessaire de faire intervenir le tribunal administratif pour régler ce problème.

Réponse. — Avant l'âge de 60 ans, seul l'article L.86 du code des pensions civiles et militaires régit les conditions du cumul d'une pension de retraite et d'une rémunération d'activité. Il est applicable aux personnels civils et militaires des collectivités énoncées à l'article L.84, donc aux personnels de l'Etat, mais en distinguant les sous-officiers ayant effectué moins de 25 ans de service et les autres cadres qui sont régis par des textes différents. Les sous-officiers titulaires d'une pension de retraite rémunérant moins de 25 ans de service peuvent cumuler intégralement le montant de leur pension avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié. Quant aux autres anciens cadres titulaires d'une pension, qui ont été rayés des contrôles militaires sur leur demande avant d'avoir atteint la limite d'âge de leur grade et perçoivent une rémunération d'activité servie par l'une des collectivités énumérées à l'article L.84, ils ne peuvent bénéficier de leur pension qu'après avoir atteint cette limite d'âge. Telles sont les dispositions appliquées par le ministère des transports pour le recrutement sur contrat d'anciens militaires âgés de moins de 60 ans. Par ailleurs, ce département applique également sans restriction les textes qui autorisent ou facilitent le recrutement des militaires dans des corps de fonctionnaires, tant en ce qui concerne les officiers (recrutement direct sur avis de la commission d'orientation ou par voie de concours) que les sous-officiers (recrutement au titre des emplois réservés ou par voie de concours, avec aménagement des limites d'âge et des conditions de nomination).

Tunnel du Mercantour.

10373. — 3 mars 1983. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre des transports**, s'il estime possible, en l'état actuel des études de faisabilité, de créer, à l'exemple de ce qui a été fait pour le tunnel du Fréjus, une société d'économie mixte franco-italienne pour la percée du tunnel de Mercantour et, dans l'affirmative, si l'initiative en revient aux collectivités locales intéressées.

Réponse. — Il existe plusieurs possibilités pour améliorer les communications routières entre Nice et Cuneo. Trois itinéraires sont en effet

concurrents : les deux premiers, qui empruntent, l'un, la vallée de la Tinée, et l'autre, la vallée de la Vésubie, nécessitent le percement d'un tunnel pour parvenir en Italie ; le troisième suit la vallée de la Roya et passe par le tunnel de Tende, déjà existant. Compte tenu du caractère relativement aisé du franchissement du col de Tende, situé à 1 325 m d'altitude, la solution retenue, en concertation avec les instances régionales, pour améliorer à court terme la liaison Nice — Cuneo consiste à aménager la R.N. 204. Par ailleurs, il convient de noter que les échanges entre la côte méditerranéenne française et le nord de l'Italie, vers Cuneo et Turin, ont été grandement facilités par la construction de l'autoroute A. 8, d'Aix-en-Provence jusqu'à la frontière italienne. Dans la difficile conjoncture économique présente, la question doit être posée de l'opportunité de recourir à une solution technique aussi onéreuse qu'une percée à travers la montagne, alors même qu'un important effort d'investissement reste encore à accomplir pour moderniser l'itinéraire routier actuel, qui va de Nice à Cuneo, par le col de Tende, et le doter de caractéristiques adaptées au trafic international. Les projets de tunnel dans les Alpes du Sud ne peuvent, en hypothèse, être envisagés qu'à très long terme, et il apparaît donc prématuré de mettre dès maintenant en place quelque institution que ce soit en vue de leur concrétisation.

Transfert des techniciens des entreprises internationales.

10441. — 3 mars 1983. — **M. Francis Palméro** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, sur une difficulté croissante que les entreprises internationales rencontrent lors du transfert de techniciens en provenance de leurs établissements en Europe dont ils ont besoin pour installer le personnel local de la nouvelle implantation. Or, les règlements français de douane prévoient pour un salarié, lors de son transfert de résidence d'un pays européen vers la France, la possibilité d'emmener ses meubles et autres biens, dès lors que celui-ci observe les consignes en vigueur dans ce domaine. En réalité il s'avère parfois impossible d'obtenir l'attestation de conformité qui doit être délivrée par l'importateur de la marque d'un véhicule. Si l'établissement d'une telle attestation venait en déduction du quota d'importation des concessionnaires, cela constituerait une entrave à la libre circulation des biens de propriété privée. L'obligation d'acquisition involontaire d'un véhicule en France faite à une personne transférée se traduit, pour sa société, par un surcoût d'implantation et de tels incidents sont contraires à la permanence d'un climat attirant les investissements étrangers en France, notamment dans l'intérêt du développement du tertiaire supérieur. (*Question transmise à M. le ministre des transports.*)

Réponse. — Les véhicules usagés importés de l'étranger doivent être réceptionnés à titre isolé par le service des mines de façon à vérifier leur conformité à la réglementation française. Le demandeur a la charge de fournir tous les éléments permettant de vérifier cette conformité. L'opération est relativement simple si le véhicule est identique à un modèle réceptionné par type en France. Le constructeur ou son représentant accrédité en France peut alors, après des vérifications précises qu'il est seul en mesure d'effectuer, attester de cette identité, et le véhicule bénéficie alors des contrôles déjà effectués sur le prototype réceptionné. Dans tous les autres cas, il appartient au demandeur de fournir toutes les justifications techniques et les procès verbaux d'essais établissant que ce véhicule inconnu en France est conforme aux prescriptions du code de la route.

Carte vermeil pour le réseau banlieue S.N.C.F.

10487. — 10 mars 1983. — **M. Henri Caillaud** attire l'attention de **M. le ministre des transports**, sur le cas des personnes âgées habitant la banlieue parisienne qui ne peuvent bénéficier, sur le réseau banlieue de la S.N.C.F., des avantages consentis par la carte vermeil. Il lui demande s'il ne serait pas équitable d'envisager une telle réforme d'autant plus que ces personnes ne se déplacent pas en règle générale aux heures dites de pointe.

Réponse. — Favoriser l'utilisation des transports en commun pour les personnes du troisième âge est un élément de développement du droit au transport défini par la loi d'orientation des transports intérieurs ; cet objectif s'insère dans le cadre de la politique active menée pour mettre progressivement à la disposition de tous des transports en commun améliorés. Dans la situation actuelle, la carte vermeil est un titre à caractère commercial dont le but est uniquement d'inciter les personnes d'un certain âge à utiliser les chemins de fer en dehors des heures et jours d'affluence ; elle est valable sur toutes les lignes du réseau principal de la S.N.C.F. à l'exclusion de celles exploitées dans la région des transports parisiens. En effet, dans cette région, il existe une tarification commune R.A.T.P.-S.N.C.F.-banlieue, qui est élaborée sous la responsabilité du Syndicat des transports parisiens. Les avantages tarifaires qui y sont accordés dans les transports en commun sont de la compétence des collectivités locales puisque celles-ci sont tenues d'en supporter la charge

financière en remboursant aux entreprises de transport les pertes de recettes qui en découlent pour elles. A Paris et dans certains départements (Hauts-de-Seine, Saint-Denis, Val-de-Marne, Essonne et Val-d'Oise) les personnes du troisième âge peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'une carte de réduction délivrée par les services sociaux des collectivités, le bureau d'aide sociale de chaque mairie est en mesure de donner tous les renseignements nécessaires à ce sujet aux personnes intéressées. En tout état de cause, dans le cadre de la réforme des transports parisiens actuellement à l'étude, la nouvelle autorité organisatrice sera en mesure de réexaminer ce problème au vu des avantages tarifaires qu'elle décidera d'accorder aux différentes catégories d'usagers.

Prise en considération des propositions faites par l'union intersyndicale des enseignants de la conduite.

10679. — 17 mars 1983. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre des transports**, s'il compte prendre en considération les propositions faites par l'union intersyndicale des enseignants de la conduite (U.N.I.D.E.C.) formulées lors du dernier comité confédéral national de cette organisation le 16 janvier 1983. Il lui demande en particulier si la reconnaissance des principes suivants permettant de garantir l'avenir de cette profession aurait son accord : 1^{er} reconnaissance de la vocation des écoles de conduite à dispenser sans réserve la totalité des formations à définir dans le cadre de l'éducation routière ; 2^e égalité complète entre tous les formateurs face aux différentes règles administratives, juridiques, économiques, sociales et fiscales ; 3^e élaboration d'un programme national définissant clairement le contenu et le niveau de formation ; 4^e réforme du conseil supérieur de l'enseignement de la conduite et des jurys d'examen, en liaison avec les organisations professionnelles représentatives dont l'U.N.I.D.E.C. ; 5^e élaboration pour la profession d'un statut convenant à sa mission spécifique avec définition et reconnaissance du titre d'enseignant.

Réponse. — Une profonde réforme du système de formation des conducteurs est effectivement en cours d'élaboration au ministère des transports. Pour la mener à bien, une très large concertation a été mise en place depuis le mois de décembre 1982. A côté de quatre groupes de propositions, composés d'experts, une commission de concertation regroupant les organisations professionnelles représentatives des enseignants de la conduite ont débattu d'une manière très ouverte des différentes hypothèses de mise en œuvre de la réforme. Par ailleurs, le Cabinet du ministère des transports et le directeur de la sécurité et de la circulation routières ont multiplié les consultations d'experts et de représentants de la profession. Il faut à cet égard souligner que les organisations représentatives de la profession participent activement à la concertation ainsi mise en place en ayant délégué des experts pour chaque groupe de propositions, en étant représentées chacune par trois de leurs responsables à la commission de concertation, et en participant aux autres réunions tenues au ministère des transports. Sans se prononcer sur leurs détails, le ministre des transports prend acte des propositions formulées par ces organisations, dont il faut noter qu'elles démontrent en général une attitude positive et responsable par rapport à la réforme en cours. L'objectif du ministre des transports est de présenter un projet cohérent au prochain comité interministériel de la sécurité routière. Il convient également de préciser que si l'orientation générale de la réforme relève de la politique de sécurité routière, elle ne devrait en aucun cas se traduire par une dégradation des conditions de travail des auto-écoles. Le ministre des transports souhaite au contraire que la réforme s'accompagne d'une revalorisation de la profession d'enseignant de la conduite.

Bretagne : production d'électricité.

10852. — 24 mars 1983. — **M. Louis de la Forest** expose à **M. le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, chargée de l'énergie**, qu'il est normalement prévu d'électrifier les lignes S.N.C.F. Rennes-Brest et Rennes-Quimper dans les années 1987 ou 1988. Il lui demande si les études qui ont dû être menées dans cette perspective permettent d'espérer que la production d'électricité bretonne sera le moment venu suffisante pour alimenter toutes les motrices, et dans la négative, quelles mesures il envisage pour combler la différence. (*Question transmise à M. le ministre des transports.*)

Réponse. — La consommation d'électricité prévisible du fait de l'électrification des lignes S.N.C.F. Rennes-Brest et Rennes-Quimper est de l'ordre de 126 millions de kWh par an. La production d'électricité en heure creuse satisfera les besoins sans problème. En heures de pointe d'hiver (novembre à février : 4 heures par jour du lundi au vendredi), la consommation prévisible est de 4,8 millions de kWh par an, ce qui représentera, sur 412 heures tarifées par an, un supplément de puissance moyenne en heure de pointe égal à 11,6 mégawatts. La production d'électricité bretonne couvre actuellement la consommation à hauteur de 21,7 p. 100. Cette production est en effet de 390 mégawatts (hors usine

marémotrice de la Rance), alors que la puissance maximale nécessaire pour le jour le plus chargé est de 1 800 mégawatts. Le surcroît de puissance exigible du fait des électrifications ferroviaires ne représente, au maximum, que 1,3 p. 100 de la puissance délivrée par un réacteur de 900 mégawatts. Le problème de l'alimentation électrique de la S.N.C.F. n'est donc pas à l'échelle des nécessités de rééquilibrage global entre la production et la consommation d'électricité en Bretagne.

Conditions de travail des conducteurs de poids lourds : bilan d'étude.

11019. — 7 avril 1983. — **M. Henri Le Breton** demande à **M. le ministre des transports** de bien vouloir lui préciser quelles sont les conclusions d'une étude réalisée en 1981 pour le compte de son administration par la société Organisation nationale de sécurité routière portant sur les conditions de travail pour les conducteurs de poids lourds (chap. 53-41. — Etude, développement et expérimentation).

Réponse. — Les conclusions de l'enquête sur les « conditions de travail des conducteurs routiers » confiée à l'O.N.S.E.R. (Organisme national de sécurité routière) seront rendues publiques fin 1983. En effet, cette enquête approfondie a supposé tout d'abord une phase de mise au point des procédures, en accord avec la commission nationale de l'informatique et des libertés (constitution d'une population de référence permettant le choix d'un échantillon...) et du réseau d'enquêteurs nécessaires afin d'en vérifier la fiabilité et la faisabilité. L'enquête proprement dite, comportant une cinquantaine de questions sur emploi, salaires, origines sociales, et remplissage de carnet de temps, s'est déroulée fin 82 et début 83, auprès de 1 000 conducteurs. Cette opération est suivie par un comité directeur comprenant des représentants de l'administration des transports, des organisations professionnelles et syndicales.

Echangeur ouest de Vierzon.

11165. — 14 avril 1983. — **M. Henri Caillavet** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'échangeur ouest de Vierzon au lieu-dit « le Verdin » suite à l'inauguration le 28 janvier dernier qu'il a honoré de sa présence. En effet, cet échangeur qui, à l'ouest de Vierzon, est prévu pour décharger la circulation de la N. 76 à travers la ville, doit en principe devenir opérationnel en 1983. Or depuis la pose de la première pierre de l'échangeur, le chantier est resté vacant. Il lui demande si les dits travaux seront terminés au 31 décembre 1983 et si la date de 1986 est toujours retenue à Vierzon pour le passage de l'autoroute A 71, Paris/Clermont-Ferrand, ce qui permettrait une meilleure liaison entre l'axe Océan-Alpes et Nord-Espagne.

Réponse. — Lors de son voyage à Limoges, les 3 et 4 mai 1982, M. le Président de la République a annoncé l'engagement des travaux de l'autoroute A.71. La réalisation de la section Orléans-Salbris, en cours, sera terminée fin 1985 ; l'objectif du ministère des transports est que la construction de la section suivante, entre Salbris et Bourges, soit lancée dans les meilleurs délais, en vue de l'achèvement de l'autoroute pendant le IX^e Plan. Par ailleurs, le ministre des transports est parfaitement conscient de la nécessité de réaliser l'échangeur ouest de Vierzon qui doit assurer, en première phase, les échanges entre la RN.76 et la RN.20 et, en phase définitive, la liaison avec la future autoroute A.71. Il tient à préciser que ce projet, cofinancé par l'Etat et la région, et estimé pour la première phase à 24 millions de francs, fait l'objet d'une attention particulière comme en témoignent les 2,780 millions de francs, dont 1,390 millions de francs de l'Etat, prévus cette année en sa faveur. Ces crédits devraient permettre d'entreprendre les travaux (notamment le franchissement de la RN.20) vers la fin de 1983, c'est-à-dire dès que l'opération aura été déclarée d'utilité publique et dès que les terrains nécessaires seront disponibles.

Autorisation de fumer dans les avions.

11715. — 12 mai 1983. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre des transports** que dans sa réponse du 28 avril 1983 à la question écrite n° 10 495 du 10 mars 1983 il a bien voulu indiquer que l'on ne pouvait interdire totalement de fumer dans les avions car cet élément était pris en compte par la clientèle ce qui ferait perdre des clients au pavillon français. Cette concurrence ne se pose pas sur nos lignes intérieures dont les vols n'excèdent pas une heure, il devrait donc être possible de l'appliquer sur les lignes nationales. Il lui demande son opinion à ce sujet.

Réponse. — Il est vrai que l'interdiction de fumer qui serait faite aux passagers des lignes intérieures françaises ne saurait nuire à leurs exploitants ; ceux-ci en ont le monopole et ne pourraient craindre une éventuelle concurrence de la part de compagnies plus libérales qu'eux dans ce domaine. Ce serait en revanche imposer à leur clientèle une contrainte inutile depuis la mise en œuvre d'équipements d'aération très sophisti-

qués qui permettent d'assurer aux non-fumeurs un air non pollué. Comme il l'a déjà été répondu à l'auteur de la question écrite n° 10 495, l'interdiction risque d'amener la dissimulation, infiniment plus à craindre que l'autorisation sous surveillance.

URBANISME ET LOGEMENT

Besoins en logements : bilan d'étude.

10911. — 31 mars 1983. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de bien vouloir lui préciser quelles sont les conclusions et quelle suite le Gouvernement envisage de réserver d'une étude réalisée en 1981 pour le compte de son administration par le bureau d'études pour l'urbanisme et l'équipement de Trappes portant estimation des besoins en logements au niveau de la France entière à l'horizon 1985 (chap. 55-40. — Construction logements, études et actions sur la qualité).

Réponse. — Une étude a été effectivement confiée au bureau d'études pour l'urbanisme et l'équipement de Trappes (Beture) par la direction de la construction en 1979 dans le but de définir les besoins en logements neufs au cours du VIII^e Plan. Les résultats ont été remis fin 1979. Elle comporte deux volets : — Une estimation du volume physique des besoins en logements pour chacune des 22 régions et quelques 230 agglomérations d'au moins 20 000 habitants en 1975 sur la base des travaux de l'I.N.S.E.E. estimant les besoins annuels en logements neufs au cours du 8^e Plan (année moyenne 1981 — 1985) à l'échelle nationale. Cette estimation se fondait sur le recensement de 1975 pour les données concernant le parc de logements et la population, sur les tendances de la période intercensitaire 1968-1975 en matière de migrations interrégionales et sur des hypothèses de croissance au cours du 7^e Plan (1976-1980). On peut aujourd'hui, à partir des données disponibles du recensement de 1982, confronter le cadrage général réalisé à l'occasion de ces travaux à l'évolution effective des différentes composantes du parc national de logements dans la période intercensitaire 1975-1982. Il apparaît que le nombre de ménages a crû à un rythme plus rapide que prévu, du fait principalement de la décohabitation qui s'est maintenue à un niveau élevé : 110 000 ménages créés annuellement par décohabitation contre 75 000 prévus à l'époque par l'I.N.S.E.E. L'accroissement du parc de résidences secondaires a été également très important : 50 000 par an prévues au lieu des 80 000 réalisées. Enfin, le renouvellement du parc s'est ralenti fortement par rapport à la précédente période intercensitaire et aux projections du Beture ; c'est cette composante qui subit les effets de la baisse de la construction neuve entre 1975 et 1982. Ces nouvelles données, qui conduisent à infléchir le cadrage général réalisé dans la perspective du VIII^e Plan, sont celles à prendre en compte pour de nouvelles projections au plan national. — Le deuxième volet consistait, à partir d'un échantillon représentatif de 27 agglomérations, à estimer la structure de ces besoins selon le secteur de financement et le type d'immeubles (individuel ou collectif) pour la France entière. On procédait pour cela à la simulation du fonctionnement de chaque marché immobilier (hors résidences secondaires) sous certaines hypothèses de conditions de financement, de revenus des ménages, du prix du marché (et donc de solvabilité). Cette étude de la structure de la construction neuve par secteur de financement est hypothéquée, d'une part par l'écart constaté entre prévision et réalisation en nombre de logements produits, et d'autre part par une évolution du contexte économique et des conditions de financement du logement très éloignée des hypothèses émises lors de la préparation du VIII^e Plan. Cependant, le schéma de modèle de comportement des ménages et du fonctionnement du marché immobilier élaboré au cours de cette recherche demeure un outil de travail tout à fait valable pour explorer les possibles et établir des variantes de structure de la construction neuve sous diverses contraintes. C'est dans cette perspective que de nombreuses utilisations ont été développées à l'échelle locale (agglomérations de plus de 30 000 habitants) de concert avec les maîtres d'ouvrage et les constructeurs leur permettant de situer leur production dans les tendances probables du marché, et sous réserve d'une actualisation des données, de procéder aux réorientations nécessitées par l'évolution de la situation locale.

Etudiants en architecture : nombre.

11577. — 5 mai 1983. — **M. Jean-François Pintat**, attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur le nombre actuel d'étudiants en architecture qui dépasse d'ores et déjà le nombre d'architectes en exercice, ceci par suite de la suppression du *numerus clausus*. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les orientations actuelles du Gouvernement en la matière.

Réponse. — La France compte à l'heure actuelle environ 20 000 architectes. Les 23 unités pédagogiques d'architecture accueillent quelques 16 000 étudiants. La suppression du *numerus clausus* fixé à l'entrée en 2^e année des études d'architecture n'a pas provoqué une augmentation

sensible des effectifs étudiants. Ceux-ci connaissent en effet depuis plusieurs années une tendance à la stabilisation, reflétant sans doute les évolutions démographiques. A l'instar des autres pays européens tels que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, la France doit pouvoir faire place à un nombre d'architectes nettement plus important, que celui qu'elle connaît actuellement. Il est souhaitable que les préoccupations architecturales qui ne concernent à l'heure actuelle qu'une minorité de Français, se diffusent dans l'ensemble du tissu social, que les architectes innervent la société française, selon des modes d'insertion plus diversifiés. La modification fondamentale du système politique français qu'entraîne la décentralisation va d'ailleurs multiplier les centres de décision politique dans ce pays. Les architectes doivent en plus grand nombre qu'aujourd'hui, intervenir auprès de ces centres de décision sur le cadre bâti, que sont les collectivités locales, les organismes H.L.M. les organismes d'aménagement... Par ailleurs, la place des architectes dans le système de production industrielle est très insuffisante. La reconquête du marché intérieur et de la capacité à développer les exportations, passent par une amélioration de la qualité des produits français dans laquelle l'architecte a un rôle important à jouer. Il serait possible de multiplier les exemples de ces insertions diversifiées qui sont à l'heure actuelle trop rares et dont le développement permettra de créer des débouchés très importants pour les architectes. Tel est le parti développé par la réforme de l'enseignement de l'architecture. Elle vise à mettre sur pied un cycle de haut niveau, sanctionné par le diplôme d'architecte D.P.L.G., qui forme des architectes en pleine possession de ce qui fait la spécificité de leur compétence ; la capacité à concevoir et à réaliser des projets. Au delà de ce diplôme unique des cycles spécifiques permettront d'offrir aux architectes, en formation initiale ou en formation continue, des compléments de formation propres à faciliter des insertions professionnelles diversifiées ou à susciter des reconversions dans le cours d'une vie professionnelle.

Maisons individuelles : autorisation des transferts.

11771. — 19 mai 1983. — **M. Maurice PrévotEAU** considérant avec le Président de la République, que le bâtiment était « la grande affaire du septennat » et sa volonté de faire du logement une « priorité nationale », demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de lui préciser la suite qu'il envisage de réserver à la récente prise de position de constructeurs de maisons individuelles, réunis à Orléans, qui, dans une motion signée par les représentants de 22 organisations professionnelles, proposent parmi plusieurs mesures tendant à favoriser le redémarrage de la construction de logements, l'autorisation des transferts en cas de changement de résidence.

Réponse. — La réglementation existante en matière de prêts aidés à l'accession à la propriété (P.A.P.) ainsi qu'en prêts conventionnés, contient des dispositions destinées à favoriser la mobilité professionnelle, en permettant certains transferts. C'est ainsi qu'est permise la location des logements acquis à l'aide d'un prêt P.A.P. lorsque le bénéficiaire du prêt doit quitter ce logement pour des raisons professionnelles. La durée de la location est de 3 ans renouvelables une fois sur autorisation du commissaire de la République soit une durée maximale de 6 ans. Le décret du 22 novembre 1977 accorde également aux accédants ayant bénéficié d'un prêt conventionné, la possibilité de louer leur logement pendant 6 ans en cas de mobilité professionnelle. Dans l'hypothèse où l'accédant qui a bénéficié d'un prêt P.A.P. ou d'un prêt conventionné désire acquérir un autre logement sur son nouveau lieu de travail, il lui est possible de revendre le premier. Le produit de cette vente lui permet alors de procéder à une nouvelle acquisition ; l'acquéreur de son logement peut s'il le souhaite se voir transmis le prêt conventionné, de même que le prêt P.A.P. s'il satisfait aux conditions de ressources. De plus, une nouvelle modalité d'accession à la propriété, la location-accession a fait l'objet d'études : elle devrait être prochainement expérimentée et permettre aux candidats acquéreurs de louer leur logement 5 ans avant de l'acheter, sans obligation de procéder à son acquisition au terme de ces 5 ans. Ce nouveau système fait actuellement l'objet d'expérimentations : par ailleurs, un projet de loi a été déposé au Parlement, son adoption par les parlementaires permettrait de généraliser cette pratique dans l'hypothèse où la phase expérimentale en cours serait concluante. Enfin, cette question doit faire l'objet d'un examen général dans le cadre des travaux préparatoires au IX^e plan, au même titre que les modalités que devrait satisfaire la mise en place d'un financement facilitant la reprise de logements déjà construits.

Maisons individuelles : actualisation du montant de la déduction fiscale.

11772. — 19 mai 1983. — **M. Maurice PrévotEAU** considérant avec le Président de la République, que le bâtiment était « la grande affaire du septennat » et sa volonté de faire du logement une « priorité nationale », demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de lui préciser la suite qu'il envisage de réserver à la récente prise de position de

constructeurs de maisons individuelles, réunis à Orléans, qui, dans une motion signée par les représentants de 22 organisations professionnelles, proposent parmi plusieurs mesures tendant à favoriser le redémarrage de la construction de logements, l'actualisation du montant de la déduction fiscale admise sur les annuités d'emprunts.

Réponse. — La faculté offerte aux contribuables de déduire de leur revenu global les dix premières annuités des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction, ou les grosses réparations des logements dont ils se réservent la jouissance, à titre de résidence principale, est l'une des composantes du dispositif fiscal existant en faveur de l'accession à la propriété. Le nombre de contribuables imposés bénéficiant de ce régime de déduction est passé de 2,5 millions en 1975 à 3,6 millions en 1980. Il est vrai, que du fait de la hausse des taux d'intérêt, continue depuis 1978 jusqu'à 1982, les emprunteurs nouveaux, dans leur grande majorité, saturant intégralement leur enveloppe de déduction, non seulement la première année, mais également les suivantes. Il n'est cependant pas possible d'envisager un relèvement pur et simple du plafond de déduction, d'autant que les taux d'intérêt des prêts au logement sont désormais orientés à la baisse. Une telle mesure, qui, en raison de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu, favoriserait les titulaires de revenus élevés, n'est pas compatible avec les nouvelles orientations de la politique du logement qui tend à mieux proportionner les avantages consentis en faveur de l'accession à la propriété à la situation et aux besoins réels des bénéficiaires. En outre, les conditions actuelles de l'équilibre budgétaire ne permettent pas d'apporter au régime actuel de déduction des modifications qui se traduiraient par de nouveaux abandons de recettes. Bien que limitée par un plafond, la déduction des intérêts d'emprunts afférents à l'acquisition principale, représente en effet une perte de recettes budgétaires dont le montant est estimé à 6,5 milliards de francs pour 1982.

Examen d'un projet de loi relatif à la location-accession.

11922. — 26 mai 1983. — **M. Francis PALMERO** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de lui confirmer si le projet de loi relatif à la location-accession actuellement déposé sur le bureau du parlement, sera effectivement examiné au cours de cette session parlementaire, reprenant les principales propositions de la commission Darnault, qu'il avait lui-même contribué à instaurer et dont les propositions ont un intérêt social évident pour faciliter l'accession à la propriété du plus grand nombre.

Réponse. — Le projet de loi relatif à la location-accession a déjà été déposé par le Gouvernement sur le bureau de l'assemblée nationale. Il devrait venir en discussion au cours de la prochaine session parlementaire d'automne. Le Gouvernement, qui attache une grande importance au développement de cette nouvelle formule d'accession à la propriété, souhaite en effet la voir entrer dans les faits le plus rapidement possible. Le vote de ce projet de loi permettra d'aboutir à une plus grande sécurité juridique des opérations actuellement réalisées sous le nom de location-accession. Définissant le contrat de location-accession, lui imposant un contenu, fixant les droits et obligations respectives des parties qui y sont présentes, le texte du Gouvernement donnera une solide assise juridique aux opérations de location-accession, permettant ainsi de favoriser leur développement.

Aide financière au logement : information des particuliers.

12086. — 2 juin 1983. — **M. Bernard-Charles HUGO** expose à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** que les différents systèmes d'aide financière au logement dont peuvent bénéficier les particuliers sont extrêmement complexes dans les conditions requises pour l'attribution de l'aide. Il n'ignore pas qu'un certain nombre de brochures existent qui sont destinés à l'information du public, mais il remarque que celles-ci se bornent à décrire l'état de la réglementation. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de donner à ses services l'instruction d'établir une brochure mettant à la portée de tous une réglementation fort complexe et diffusée beaucoup plus largement que les brochures existantes ne le sont actuellement.

Réponse. — L'information des particuliers sur l'aide financière au logement a fait l'objet de nombreuses brochures et dépliants grand public, réalisés par le ministère de l'urbanisme et du logement sur les différents systèmes de financement du logement en France. Cette documentation est diffusée à l'occasion de manifestations grand public telle la foire de Paris qui s'est tenue en mai 1983. D'autre part, des efforts particuliers ont été demandés aux D.D.E. et à leurs subdivisions ainsi qu'aux Centres d'information sur l'habitat de l'A.N.I.L. (association nationale pour l'information sur le logement) pour qu'elles assurent une diffusion large et ouverte de ces brochures. Ces différentes instances travaillent en liaison permanente avec les municipalités qui assurent une information personnalisée. En effet, quelle que soit la valeur des documents, les requérants disposent rarement d'une information plus spécifique adap-

tée aux cas particuliers. C'est notamment sur ce dernier aspect que le ministère de l'urbanisme et du logement concentre ses efforts. A l'occasion des nombreuses réactualisations dont les documents d'information font l'objet, le ministère de l'urbanisme et du logement s'efforce de clarifier, de simplifier et de rendre concrètes les informations diffusées sur ce sujet aux aspects souvent complexes. Le ministère de l'urbanisme et du logement poursuivra son action dans ce sens afin d'améliorer encore l'information du public.

Errata.

*A la suite du Journal officiel du 30 juin 1983
(Débats parlementaires Sénat. — Questions)*

Page 977, 1^{re} colonne, numéro de la question de M. Francisque Collob à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche (énergie) :

Au lieu de : « 8 235 »

Lire : « 8 835 »

*A la suite du Journal officiel du 7 juillet 1983
(Débats parlementaires Sénat. — Questions)*

Page 1001, 1^{re} colonne, numéro de la question de M. Jean Béranger à M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale :

Au lieu de : « 9 709 »

Lire : « 9 789 »

Page 1003, 1^{re} colonne, question n° 11045 :

Au lieu de : « M. Charles de Cuttoli »

Lire : « M. Charles de Cuttoli ».